

semaine 5

allemagne.....	2
Forêt de Hambach, Allemagne : RWE dégage ! Résistance et sabotage !.....	2
chili.....	3
Chili : Tamara Sol transférée à la Section de très haute sécurité.....	3
espagne.....	4
Barcelone: expulsion de la Kantonada.....	4
france.....	5
Communiqué du collectif de soutien à Alfidel.....	5
Angoulême, France : La permanence des Républicains en piteux état.....	6
[ZAD NDDL] La raison n'est rien sans le cœur qui lui permet d'exister !.....	7
[Rodez] Rassemblement lundi contre les comparutions immédiates !.....	8
Continuer notre sédition.....	9
Depuis la prison de Fleury Mérogis, interview d'Antonin Bernanos.....	18
Rennes: Bling bling aux prairies saint martin !.....	22
Communiqué de l'amassada depuis le chantier bloqué des éoliennes de Crassous.....	22
«Plutôt matou que maton ! Détruisons toutes les prisons“Métro.....	23
« Face à l'horreur carcérale, il est normal que des prisonniers se retournent contre leurs geôliers » – Entretien avec Nadia Ménenger.....	23
"Contre la métropolisation et l'aménagement de nos vie".....	26
Caen : Révoltons-nous contre la machine à expulser !.....	27
Les exilé.e.s occupent Paris 8 !.....	27
Réponse à Lundi Matin et sa lutte contre l'anormalité des formes de vie anarchistes.....	28
Saint-Denis (93): des exilé.e.s occupent l'Université Paris-8 !.....	31
Annecy (Savoie) : Même en plein jour.....	32
Eybens (Isère) : Le supermarché part en fumée.....	32
Dordogne : Contre la SNCF et ses sbires.....	33
Calais : Situation tendue et échauffourée contre les CRS.....	33
Paris : Report du second procès de la lutte contre la machine à expulser.....	34
Des mauvais moments pour les bleus (fin janvier 2018).....	34
Nos camarades de Saint Petersburg prennent cher, ne les oublions pas !.....	36
La chef d'établissement de Bergson a raté son parcoursup !.....	40
Paris : report du procès de la lutte contre la machine à expulser.....	42
Un récit de la manifestation étudiante et lycéenne du 1er février 2018.....	42
Angers: Une ruche pleine de mouches à merde.....	43
Réponse ouverte à Lundi Matin : Enfants gâtés, bonnes manières et décadence.....	44
Mons-en-Baroeul (Nord) : La quiétude des bon citoyens perturbée.....	48
Mitry-Mory (Seine-et-Marne) : Quand le chauffeur se prend trop au sérieux.....	48
NDDL : Mouvement, où est ta victoire ?.....	49
Portes les valence (26800) ça sent le roussi à la municipale.....	51
À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole.....	51
[Amassada] Avis de non recevoir pour théolia et sa filiale.....	55
Rencontre-débat contre l'A45, la carrière de Saint-Julien-Molin-Molette et les grands projets inutiles le 3 février.....	56
italie.....	58
Trente, Italie : Attaque d'un magasin Benetton « pour Santiago et la lutte mapuche ».....	58
Bari, Italie : Révolte incendiaire au camp pour migrants.....	58
mexique.....	58

Cancún, Mexico: Explosive Attack Against the PRI Municipal Management Committee by ‘Attack Cells Against Devastation’.....	58
russie.....	59
#Russia: Airsoft Penza Anarchist “Terrorism” Case.....	59
Russia: Airsoft Penza Anarchist “Terrorism” Case.....	59
suisse.....	64
Zurich, Switzerland: Arson Attack Against the Turkish Consulate.....	64
tunisie.....	65
Tunisie : Quelques nouvelles de la guerre sociale en cours	65
uk.....	67
London, UK: Tranarchism on Trial – Free The She-Wolf!.....	67

allemagne

Forêt de Hambach, Allemagne : RWE dégage ! Résistance et sabotage

!

Le 22 janvier 2018, les flics anti-émeute ont tenté en vain de retirer les barricades de la forêt de Hambach. Néanmoins, neuf personnes ont été arrêtées par la police pour « résistance à agents » : toutes se trouvent désormais en détention préventive. Dans l’histoire de l’occupation de la forêt, il n’y avait jamais eu autant de résistant.e.s incarcéré.e.s en même temps.

Face à ce coup répressif sans précédent de la part de l’Etat, les actions de sabotage se poursuivent et le 3 février prochain, il y a d’ores et déjà un appel à manifester sur la zone en solidarité avec les neuf personnes en prison. Par ailleurs, un sabotage incendiaire, ayant détruit une station de pompage de RWE, leur a récemment été dédié (Cf ci-dessous). De manière plus générale, circulent en Allemagne des appels à attaquer, par tous les moyens (peinture, pierres, feux...), aussi bien les infrastructures de l’entreprise énergétique RWE que les institutions répressives telles que les tribunaux, les prisons, les comicos, etc...

Plus d’infos sur : abcrhineland.blackblogs.org

Station de pompage de RWE mise hors-service :

Dans la nuit du 26 janvier, nous avons saboté une station de pompage de RWE à l’aide d’engins incendiaires. Nous envoyons ainsi les premiers signaux de fumée aux 9 prisonnier.e.s combattant.e.s du mouvement de la forêt de Hambach.

Les attaques contre les installations de RWE sont une partie importante de la résistance contre l’extraction de charbon. Il existe de multiples possibilités diverses, les attaques contre les stations de pompage, comme l’ont montré les dernières actions, sont faciles à réaliser et nuisent au bon fonctionnement de la mine à ciel ouvert. Non seulement RWE est contraint de déverser de l’argent pour remplacer les installations détruites, mais ça augmente également le coût du personnel de sécurité, comme cela s’est déjà produit par le passé.

Nous appelons dans le même temps à élargir la résistance (combative) contre le lignite. Malgré l’arrêt du défrichage dans la forêt de Hambach et bien qu’il y ait des chances pour que la prochaine action « Ende Gelände » revienne bientôt : l’activisme climatique, ce n’est pas qu’une fois par an !

A l'État : votre répression est incapable de nous intimider ! La lutte continue... et maintenant plus que jamais !

Amour et Émeute en détention !

Des anarchistes.

[Traduit de l'allemand de [Chronik](#)]

Sabotage du nouvel an

4 janvier, forêt de Hambach

rapport anonyme :

« 2018 a commencé – RWE est détruite »

Nous sommes un groupe d'anarchistes autonomes. Nous sommes la nature qui se défend, agissant pour protéger la forêt de Hambach et la planète de RWE et du capitalisme.

Lors de cette action, une zone de RWE a été détruite. Cette zone faisait auparavant partie de la forêt. RWE a coupé tous les arbres, détruit l'habitat des êtres vivants, a construit de nouvelles structures, l'a clôturé et l'a surveillé avec des caméras. Ces installations les auraient aidés à détruire le reste de la forêt (226 ha) vieille de 12.000 ans (de 5.500 ha à l'origine) pour leur profit afin d'en extraire du lignite, qui produit 90 millions de tonnes de CO2 par an.

La zone était clôturée, surveillée par des caméras infrarouge et un système d'alarme. A l'intérieur, il y avait des conteneurs remplis de matériel et un générateur. Comme on peut le lire dans le rapport de police, **les clôtures et le générateur ont été détruits. Les conteneurs n'étaient pas en reste et ont aussi été l'objet de notre attention.** La zone a une nouvelle fois été ouverte par nos soins et rendu à la forêt. Le matériel qu'ils ont utilisé pour tuer la forêt est maintenant utilisé pour la protéger. Les structures à l'intérieur ne sont plus disponibles pour RWE, donc ils ne peuvent pas les utiliser pour détruire la forêt plus longtemps. Nous avons laissé des messages à RWE, exprimant nos animosité à leur égard. [...]

RWE soudoie les organisations locales et met la pression sur les groupes de résistance locaux. La police a prétendu qu'une action plus combative entraînerait une répression plus forte et les amènerait à expulser les gens et à couper la forêt, faisant ainsi endosser aux activistes le fait que les arbres soient coupés. Cette action est de montrer que la résistance ne s'arrêtera pas simplement parce qu'ils essaient de nous faire peur.

Ce n'est que le début de la lutte pour l'année 2018. La résistance va désormais s'intensifier et augmenter de manière exponentielle si des expulsions ont lieu. Il a été dit avant la période d'abattage des arbres qu'aucun arbre ne sera abattu gratuitement – plus ils en couperont, plus ça leur reviendra cher. Pareil pour les expulsions. Par conséquent, il serait préférable pour RWE de fermer la mine dès maintenant et de quitter la forêt.

Bonne année ! RWE ne reste pas !

[Traduit de l'anglais de [Act for Freedom Now](#)]

chili

Chili : Tamara Sol transférée à la Section de très haute sécurité

[Publicacion refractario](#) / vendredi 26 janvier 2018

Le 25 janvier, la compagne Tamara Sol a été à nouveau transférée, cette fois-ci depuis la prison de Rancagua vers la Section de très haute sécurité de Santiago; la raison de ces transferts est sa [tentative d'évasion](#) depuis la taule de Valparaiso.

La Section de très haute sécurité se trouve à l'intérieur de l'Unité spéciale de haute sécurité, la section punitive d'une prison pour hommes, avec un régime disciplinaire particulièrement strict. Cette section a inauguré la présence de femmes en juin 2017, avec Marcela Mardones, liée à l'assassinat de Jaime Guzman par le FPMR [*le Fronte Patriotico Manuel Rodriguez, une organisation de lutte-armée marxiste-léniste, qui a éliminé le politicien d'extrême droite en 1991; NdAtt.*].

Allant à l'encontre de ses propres règlements, l'État et l'administration pénitentiaire transfèrent la compagne Tamara Sol dans une prison pour hommes, même si cela est expressément interdit par leurs normes et lois. L'État carcéral n'hésite pas à augmenter la punition, transformant en norme l'exception, à la recherche de condition d'enfermement toujours pires et plus hostiles.

Solidarité avec Tamara !

Pour la destruction des centres d'extermination !

This entry was posted in [International](#), [Solidarité](#) and tagged [Chili](#), [Tamara Sol Vergara](#). Bookmark the [permalink](#).

espagne

Barcelone: expulsion de la Kantonada

Aujourd'hui, le 24 janvier 2018 vers 7 heures du matin, 10 fourgons de police ont expulsé la [Kantonada](#), un bâtiment occupé depuis plus de 3 ans sur l'avenue Gaudi. Les [Mossos d'Esquadra](#) [flics catalans] ont mis plus de 8 heures à réaliser l'expulsion, car il y avait deux squatteuses à l'intérieur qui résistaient. Nous remercions toutes les copines présentes durant le rassemblement pour le soutien et la solidarité.

En ce moment a lieu une vague d'expulsions qui aide à comprendre ce qui est voulu de Barcelone; un prototype de ville fondée sur la spéculation et la massification touristique. La Kantonada est située au centre même de cette folie qui nous détruit en tant que voisin.e.s et réduit nos quartiers à de la pure marchandise. Antoni Vila Casa, le propriétaire actuel de l'immeuble via l'entreprise Tonim SL est un prédateur de la spéculation qui se fait passer pour philanthrope pour laver son argent et son image au moyen de fondations artistiques. Nous savons parfaitement qu'ils et elles veulent convertir le Kantonada en une pièce supplémentaire de la fièvre touristique qui détruit la ville et ses

habitant.e.s. C'est pourquoi nous nous refusons à être victimes et passives face aux dynamiques propres au capitalisme.

Nous sommes *Kantonada*. Nous sommes les parias de ce système pourri. Si le patriarcat nous a appris à abandonner des foyers, nous apprenons à en construire de nouveaux. Si le capitalisme nous a appris à posséder la misère, nous apprenons à n'avoir plus rien à perdre. Si l'impérialisme européen nous a appris à assigner un prix à la terre, nous apprenons à voler des rêves à ciel ouvert. Si la politique nous a appris à tuer et à semer la peur, nous apprenons à défendre la vie et à le faire ensemble.

Vous avez entendu ? C'est le bruit des murs qui s'effondrent, c'est celui de notre rage qui répond. Nos foyers ne tomberont jamais, car ils ne sont pas faits de pierres.

Aucune expulsion sans réponse !

¡Salud y ocupación!

Karcelona, janvier 2018.

[Traduction d'un communiqué publié initialement en espagnol sur le [blog de la Kantonada](#).]

france

Communiqué du collectif de soutien à Alfidel

Suite à son passage en commission disciplinaire, communiqué du collectif de soutien à Alfidel, emprisonné à Fresnes pour une tentative de squat

Depuis plus d'une semaine, la grève des matons dans la majorité des prisons françaises a des répercussions très fortes pour les personnes détenues et sur ce qu'elles subissent à l'intérieur : distribution aléatoire des repas, annulation des parloirs, suppression ou raccourcissement des promenades... Tout est réuni pour que cette situation se dégrade encore plus, ce qui permettra à l'administration pénitentiaire d'augmenter encore d'un cran le niveau de répression.

Dans ce contexte, Alfidel, condamné en première instance pour tentative de cambriolage alors qu'il tentait d'ouvrir un squat parce qu'il était sans logement, est passé en commission disciplinaire le lundi 22 janvier pour tentative d'évasion. Il a pris vingt jours de mitard.

Qu'il l'ait fait ou non, nous continuerons à le soutenir ! C'est l'enfermement que nous condamnons, pas les personnes qui souhaitent y échapper.

Ouvrons des maisons, pas des prisons !

Le collectif de soutien à Alfidel

Pour lui écrire et le soutenir pendant cette période :

Alfidel Abakar

numéro d'écrou 995197

QD 009

Centre pénitentiaire de Fresnes
allée des Thuyas
94261 Fresnes CEDEX

Nous invitons tous ceux qui refusent la criminalisation du squat et qui se battent contre la répression violente dont sont victimes les migrants à venir soutenir Alfidel le 15 février devant la Cour d'appel de Paris, afin qu'il soit libéré immédiatement.

C'est à **9h, le 15 février, devant le pôle 4, chambre 11 de la Cour d'appel de Paris**, métro Cité (venir en avance car c'est difficile à trouver)

Pour financer la défense, nous avons créé [un pot commun](#)

Pour nous contacter : alfidelibre@riseup.net

Angoulême, France : La permanence des Républicains en piteux état

En début de matinée de ce samedi 27 janvier à Angoulême, Les Républicains ont de nouveau trouvé leur permanence départementale, située rue du Minage, en piteux état. C'est la quatrième fois depuis avril 2017 qu'elle est prise pour cible. Mais cette fois, c'est allé plus loin que quelques tags auxquels sont habitués ces ordures.

En supplément, ils ont eu droit cette fois à de gros impacts sur les vitrines de l'entrée principale. Les fenêtres de la façade de la rue de Beaulieu sont, elles, recouvertes des inscriptions habituelles : « ACAB », « Paria »...

Le parti indique qu'il déposera plainte dès lundi. *« Jusque là, et il y a encore quinze jours pour les derniers faits en date, c'était de simples tags que nous pouvions effacer, selon Jean-Hubert Lelièvre, secrétaire LR de Charente. Il ajoute: « Cette fois, ils y sont allés très forts. Les dégâts sont importants. Financièrement, ça commence à devenir lourd » « Ils ont dû utiliser de grosses pierres pour obtenir un tel résultat. Des pierres que l'on ne trouve pas sur place. Je suppose que cet acte est bien prémédité ».*

Pourvu que « ça devienne un engrenage » !



[Reformulé de la presse locale, 7.01.2018]

[ZAD NDDL] La raison n'est rien sans le cœur qui lui permet d'exister !



Soit toutes les composantes s'engagent à prendre en considération toutes les énergies vivaces et diverses, même et surtout celles qui ne se reconnaissent pas dans des organisations ciblées, lissées, dépolitisées. Celles qui ont fait que la zad de Notre Dame des Landes est ce qu'elle a de plus révolutionnaire et alternative à une société en berne.

Rien, ni personne n'est parfait, c'est ce que je pense être la richesse d'une vie, d'un lieu. Là où tout s'organise dans les basements d'autres réalités cachées et pourtant bien présentes.

Faut-il laisser certaines personnes et encore plus, les moins concernées, décider de l'a-venir de tel ou tel lieu, de tel ou tel collectif de vie, de tel ou tel champ ?

Si j'aime cet endroit, la terre qui m'a fait renaître, les groupes collectifs qui dans le partage et l'affinité politique m'ont fait émerger d'un système que j'avais fini par accepter, les individu.e.s qui ont participé à transformer mon cheminement de pensée, parfois, voire souvent dans le conflit; les animaux, les arbres et même les ronces, c'est parce que toute vie existe et mérite d'être considérée, parce que tou.te.s ceux qui acceptent l'obsolescence programmée, sont bizarrement des conservateur.trice.s.

Que veux bien dire "vivre avec son temps"? Accepter que tout ne devienne qu'incommensurable administration ? Toute organisation n'a t-elle que le dessein de devenir un chemin tout tracé ? Une catégorisation des vies ? N'y a t-il pas là, la reproduction d'une société contre laquelle nous avons combattu ? N'avons nous pas cherché l'intégrité quand nous défendions corps et âme Lama lâché ?

Je reste et resterai sans voix, sans terre, à passer pour une naïve désenchantée, mais je continuerai à chanter, à danser, à dénoncer ce qui m'apparaîtra toujours injuste, injustifié, avant d'accepter d'entrer de nouveau dans la "gestion" des conflits !

La "facilitation" semblait en apparence nous permettre de tou.te.s nous exprimer. Peut être que celle-ci, investie d'un corps missionnaire n'y a vu que des choses. Ces choses qui sont pourtant des énergies de vie, des pensées différentes et variées, mais toujours les moins acceptables devant la morale bien pensante.

Qui êtes vous pour décider de ce qui advienne sans regarder au-delà de vos réalités, ailleurs que vos vies, autrement que de vos statuts-es qui ne tarderont pas à être édifiées ? L'union et la confiance ne se monnayent pas, comme elles ne se négocient pas. Alors vous allez sûrement me dire: "qu'est-ce que tu proposes?"

De ne plus lâcher ! De ne plus rentrer dans le jeu de l'Etat d'urgence, mais dans les zad d'urgence. De ne plus regarder votre nombril, comme le centre du monde. De ne plus décider à la place des concerné.e.s. De ne plus mettre des vies dans des cases, voire des cartons. De reconsidérer ce que vous élaborez avec humilité. De ne plus croire que les seul.e.s à avoir raison, seraient ceux qui ont du pouvoir ou qui en ont le pouvoir. Le pouvoir de parler publiquement, sans être lynché.e.s, moqué.e.s, déconsidéré.e.s.

Ceux qui se considèrent supérieur.e.s. Supérieur.e.s à quoi, à qui ? Je me le demande encore... D'entendre toute personne agissante et actrice de la zad, même lorsqu'elles n'ont pas appris à être oratrices. De reconsidérer ceux qui vous apparaissent légitimes, de ceux que l'Etat veut nous faire croire illégitimes. De ne plus fonctionner dans l'urgence, qui n'engendre que la déraison. De ne plus généraliser vos pensées subjectives. D'aller voir les dit.e.s "ultra", "paumé.e.s" et tout être classifié,(pourtant infalsifiable), sans entrer dans la stratégie de la peur. Participer à son apologie, n'a d'autre phénomène que la destruction.

Les risques, nous en prenons chaque jour et c'est ce qui fait que nous vivons.

De ne plus faire de mésusage des solidarités, de l'union, voire même de l'intégrité et cela vaut aussi pour tou.te.s ceux qui se croient des droits sur le ou les corps des autres, pour ceux qui objetisent le corps des femmes, des personnes trans, intersexes, des personnes non-blanches, pour tou.te.s ceux qui ne se reconnaissent que dans l'hétéronormativité sans voir ce qui existe d'autre, mais ne fait pas sociétés.

Des sociétés capitalo-patriarcales-spécistes contre lesquelles nous luttons, parce que toute énergie autre que ces systèmes morbides, loin de faire sens, même lorsque nous recherchons l'objectivité de toute vie, existe et à sa place; à moins de militariser, enfermer, cacher, condamner ..

Si vous voulez vraiment que l'aventure continue, n'oubliez personne et entendez ce qui vous est inconscient. Chaque vie, chaque énergie, chaque conflit... a une raison d'être. Descartes se trompait, la raison n'est rien sans le cœur qui lui permet d'exister !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[Rodez] Rassemblement lundi contre les comparutions immédiates !

Théolia promoteur du parc éolien à Crassous veut par le dépôt d'un référé privatiser plusieurs kilomètres carrés autour de l'emplacement de futur Grand Projet Inutile et Imposé. Soyons nombreuses et nombreux pour soutenir les camarades convoqués et renforcer la lutte pour expulser Théolia de Crassous comme Vinci a été

viré de Notre-Dame-des-Landes :
Théolia dégage, résistance et sabotage !

Décidément, les promoteurs ont une imagination débordante lorsqu'il s'agit de tenter de bloquer toute opposition !

Vendredi 26 dans la soirée, plusieurs personnes ont reçu la visite d'un huissier de justice, afin de leur signifier leur comparution immédiate ce lundi 29 janvier pour leur interdire tout accès au site de Crassous sous peine d'astreinte. C'est à la demande de Théolia (promoteurs du parc éolien), que la justice a été saisie pour un référé heure à heure, une procédure en accéléré que s'est empressé d'accepter la "justice".

Théolia demande ainsi à cette "justice" d'interdire à nos camarades un espace comprenant routes et chemins de randonnée autour de Crassous pendant une durée de 14 mois, sous peine d'une amende de 2000 € par heure de présence.

Cette tentative, diligentée par des entreprises et des intérêts privées pour restreindre les libertés des uns et des autres est une atteinte grave aux droits fondamentaux, qui pourrait servir de jurisprudence aux aménageurs de toute sorte. C'est pourquoi nous serons nombreux le jour de leur procès, procès qui se déroulera sans qu'aucun avocat de la défense n'est eu accès au dossier complet avant l'audience.

Nous vous donnons donc rendez vous ce lundi 29 janvier à Rodez devant le tribunal dès 10h30 pour soutenir les luttes et s'opposer à ces dérives judiciaires. Apportez vos casseroles et autres ustensiles bruyants pour que notre colère franchisse l'enceinte du tribunal.

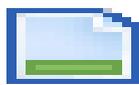
Après une opération policière démesurée jeudi pour une simple présomption de délit, voilà la justice qui se précipite au chevet d'entreprises privées, et tente de museler toute opposition aux éoliennes industrielles.

Face à ces intimidations, soyons de plus en plus nombreux à défendre nos territoires et nos vies !

Restez mobilisés car dans les documents reçus par huissier, il est précisé que théolia entend pouvoir reprendre ses travaux dès le 1er février. Des rendez-vous ultérieurs seront annoncés dans les prochains mails.

Pas res nos arresta !

[Continuer notre sédition](#)



publié le samedi 27 janvier 2018 à 08:36 | **Le Groupe d'Orientation Universitaire de Débats Anarchistes**
pour [jeudi.copains](#) (filiale de [midi les zouzous](#)) |

y en a marre

I

Lundi 22 un article intitulé : "[Contre](#) l'anarchisme. Un apport au débat sur les identités", était publié sur lundi.matin. Sous prétexte de réfléchir à la question des problèmes et des limites des identités militantes, l'article attaquait le fait que certains osent encore se dire anarchiste. (En vrais il se cachait pas trop hein puisque le titre commence par : Contre l'anarchisme). Difficile de comprendre pourquoi l'auteur s'est arrêté là.

Pourquoi ceux qui se disent communistes révolutionnaires, féministes ou autonomes ne prennent-ils pas le même tarif ? Pourquoi on tape toujours sur les vieux nanars ? Peut être que dans le marché des « identités

révolutionnaires » celle d'anarchiste est la moins classe du moment. Ou peut être que c'est celle qui gêne le plus lundi.matin et ses amis ? Celle qui va le moins avec la construction de leur commun ? On avoue qu'on sait pas trop, mais bon pour ne pas tacler l'article en dessous des jambes, on va rester sur le sujet de l'identité anarchiste.

II

Il nous semble important avant de fouiller cette question de l'identité, de casser la rhétorique de cet article. Alors on va pas vous le cacher plus longtemps, l'argument le plus béton de l'article c'est de dire que quand un groupe ou un individu se dit anarchiste, ça arrange bien le pouvoir. Deux raisons à cela : d'abord parce que cela reviendrait à se mettre dans une case bien définis sur laquelle l'État peut taper tranquillement sans se faire trop de soucis quant aux répercussions. Et pour cause, point numéro 2, parce que des répercussions il n'y en aura pas puisque en se disant anarchiste, les groupes ou individus qui s'en réclament se sont isolés de la société.

« En quelques mots, au moment ou quelques individualités ou collectifs se désignent comme “anarchistes” (ou une quelconque étiquette similaire, cela s'entend), ils se dotent ainsi volontairement d'un visage reconnaissable aux yeux du pouvoir et, de fait, se séparent du reste de la population. [...] Pour le pouvoir il est alors beaucoup plus simple d'isoler, de réprimer mais aussi d'ériger un monstre aux yeux des plus nombreux pour pouvoir maintenir la séparation que ces mêmes anarchistes ont créé. Les résultats prévisibles d'une telle stratégie sont l'isolement, l'identification et la répression. Et surtout, en définitive : une incroyable impuissance. » (article lundi.am)

Parce que c'est bien connus l'anarchiste ne vit qu'avec ces congénères, dans des caves ou de grottes et ne sort dans le monde réel que les jours de manifs. Alors là on avoue que devant la pauvreté de l'argument on se marre. On a envie de dire : Mais l'anarchiste ne saigne-t-il pas, l'anarchiste ne pleure-t-il pas, n'a-t-il pas de père de mère ou de potes ? L'anarchiste ne va-t-il pas au ciné ou en teuf, ne bouffe-t-il pas de Kebabs les soirs de grande dalle, ne va-t-il pas de temps en temps à la rue de la soif, histoire de pendre des pintes ?

Il est évident qu'il est bien des espaces où refuser que le pouvoir nous nomme et nous définisse est important. Typiquement : le tribunal. C'est sûr que là clamer qu'on est un gros anars qui va tout cramer alors que le juge ne demande que ça ; bah c'est pas malin malin. D'ailleurs c'est ça qu'on appelle une défense de connivence, accepter de rentrer dans le jeu du juge et du tribunal, qui utilise les imaginaires sociaux pour condamner les gens. Ce type est un anarchiste, donc forcément il est coupable. Faire une défense de rupture ou une défense insoumise, c'est se soustraire à ce jeu.

« Nous, justiciables, qui avons adopté « De la stratégie judiciaire » d'abord parce que toute la stratégie de défense que nous exposait Verges était basé sur notre capacité à nous défendre, à participer entièrement à notre défense et à ne pas accepter le jeu des règles judiciaires imposées pour nous détruire, nous, ces justiciables en luttés dans les tribunaux pénaux comme devant les T.F.P.A., avons trop souffert du galvaudage de l'expression « défense de rupture ».

C'était à qui faisait de la rupture, la rupture devenait le dernier chic de « gôche ». « Mes chers, venez aujourd'hui à la 16eme je fais de la rupture. » [...] Pour cela le CAPJ qui aime gagner nous informe que pour lui la défense de rupture c'est terminé !!! Le CAPJ crée la défense insoumise [...]. Cela veut dire qu'il y a des défenses soumises, dont beaucoup se cachaient derrière l'expression de rupture, et le souvenir fantomatique de Verges. » (Archives Getaway, Liasse 8 Se Défendre, page 6, Défense insoumise)

Mais bon tout ça, ça à pas grand-chose à voir avec la pensée politique dans laquelle tu peux te reconnaître toi, et peut être toi avec des camarades, qui te feras dire je suis, ou, nous sommes des anarchistes. C'est une question

de temporalité et d'espaces. Quand on est face au pouvoir et à la répression il vaut mieux être le moins identifiable possible, mais le reste du temps.... L'argument de l'identification ne tient pas à moins de dire que la police est là partout tout le temps. Mais bon jusqu'à preuve du contraire, ici ou en Espagne on ne se fait pas chopper dans la rue parce qu'on se considère anarchiste.

Enfin prétendre que le fait de ne pas annoncer une identité politique comme celle-ci serait serait un gage de sécurité vis-à-vis du pouvoir c'est quand même un peu gros. A Tarnac par exemple Sarko et sa police n'ont pas eu trop de mal à construire, médiatiquement la figure, du monstre (la mouvance anarcho-autonome à l'époque). Pourtant les gens qui s'y trouvaient ne s'affichaient pas anarchistes. Mais ça n'a pas suffi.

III

Si l'argument du type « ne pas se dire anarchiste pour que le pouvoir ne puisse pas nous avoir » tombe alors reste l'autre celui de « c'est l'identité anarchiste qui nous sépare du reste de la population ». Cette identité qui nous pousserait à ne plus comprendre ce que sont les vrais préoccupations des gens.

« Finalement, nous souhaitons signaler le divorce qui se produit en de multiples occasions entre le monde militant nous apparaissant comme un ghetto (avec toutes ses identités idéologiques) et la vie quotidienne que nous voyons comme centrale. En d'autres mots : ces espaces n'abordent pas des aspects basiques et nécessaires à la vie de tous comme le sont par exemple le logement, le transport ou le travail. » (article lundi.am)

Mais c'est vrais ça, qu'est ce qui foutent tous ces anarchistes à en avoir rien à foutre du logement, du transport ou du travail. (Ouais nous on reste sur les anarchistes hein, on dérive pas.) Ils pourraient je sais pas moi : ouvrir des squats, organiser des mutuelles de fraudeurs, organiser la résistance au travail en s'alliant avec des syndicats, en faisant des blocages etc..

- Pardon Jeffrey ?.. Quoi ?... Ah ! ...On me dit dans l'oreillette qu'ils le font déjà. Très bien autant pour moi.

Non seulement les anarchistes partout où ils sont continuent à s'intéresser à ces sujets et à s'organiser pour faire face aux problèmes du logement, du transport et du travail, mais c'est en plus un des aspects historique les plus important de leur histoire. Maisons du peuple, coopératives d'achats ou tentatives de colonies anarchistes sont autant de réponses historiques parmi d'autres que l'anarchisme à tenter d'apporter à ces problèmes. Nier cette réalité c'est vraiment se foutre de la gueule de ses lecteurs et peut être encore plus quand on est espagnole puisqu'il existe dans ce pays une tradition d'anarcho-syndicalisme qui a pris ces questions à bras le corps. Et que les anarchistes aient ajoutés au fil de leur histoire des préoccupations écologistes, féministe ou anti-racistes à leur priorités je doute que ce soit quelque chose que les auteurs de lundi.am souhaitent leur reprocher.

Après on peut discuter, mais sur un mode stratégique, pour savoir si les formes de lutte que produisent les anarchistes aujourd'hui sont pertinentes pour faire face aux problèmes de « la vie quotidienne », mais pas nier qu'ils s'en chargent. En même temps, en lisant cet article, on se demande exactement de quelles organisation il nous parle. Parce que c'est sure que dans le cas Français, par exemple, si on limite l'anarchisme à la F.A., c'est plus simple de taper dessus.

« Faire des conférences, débats et se mobiliser pour des organisations croulantes en se situant dans un cadre purement idéologique et identitaire est une part du problème. » (article lundi.am)

Enfin, disons le simplement prétendre que c'est juste parce que les anarchistes se disent anarchistes qu'ils sont peu suivis dans leurs actions relève de l'arnaque intellectuelle. C'est faire peser la responsabilité du peu

d'engouement pour les luttes aux « anarchistes identitaires » qui donneraient envie à tout le monde de se barrer. On est pas loin de l'image du casseur qui déssert la lutte que l'on nous sert tout le temps, mais bon passons. Est ce que l'échec de nos luttes à parler à plus de gens n'aurait pas plus à voir avec, le succès du discours et de la mythologie libérale ou la fin des grandes structures d'oppositions collectives (syndicats, partis communistes) entre autre. Bien sûr on ne souhaite pas pousser les groupes anarchistes à ne pas réfléchir à leur positionnement stratégique. Mais prétendre que c'est de leur seul positionnement stratégique que l'on peut comprendre l'échec de nos lutte c'est plus que facile. L'exemple de la Grèce où un mouvement anarchistes extrêmement fort (et très identitaire hein, drapeau rouge et noir, cocktails molotov se tout le bazar) n'a eu de cesse de s'accroître depuis la crise de 2007 devrait pousser, au minimum, à un peu plus de retenu et de réflexion.

IV

En fait peut être que la meilleure façon de comprendre ce texte, assez flou, c'est de s'intéresser à ce qu'il cherche faire émerger comme position politique. Le « Pourquoi taper sur les anarchistes en mentant tranquillement sur ce qu'il font et souhaiteraient faire ? ».

« Les relations de proximité et d'amitié, simples et immanentes, constituent le ciment sur lequel construire un appel à l'insurrection. Ces liens sont les seuls à même de soutenir une situation d'urgence révolutionnaire ; nous encourageons aussi la prolifération de ces liens et leur mise en avant dans nos différentes manières de nous organiser. Le jeu des identités idéologiques fait peser une charge sur ces liens qui nous freine dans la construction d'une autre manière d'habiter le monde. » (article lundi.am)

On l'a compris, on est ici dans la tendance : « il n'y a plus d'amitié, pour toi, que politique » qui se renverse en : « il n'y a de politique et de révolutionnaire que l'amitié ». Déso les groupes non-affinitaires mais vous répondez pas à l'urgence révolutionnaire donc va falloir faire votre autocritique hein, et puis changer un peu si vous voulez vraiment faire la révolution.

Mais il y a un truc qu'on comprend mal, amitié avec qui ? Car non toute amitié ne porte pas en elle une étincelle révolutionnaire. Et puisque cet article invite à faire tomber le mur entre les anarchistes et le reste du monde, alors il faut admettre qu'on va avoir des amitiés avec des gens qui politiquement sont cons. Peut être même des macronistes. Donc pas forcément du genre très très révolutionnaire. A moins que ce qui soit révolutionnaire ce soit d'être pote avec un macroniste ? Non franchement là faut mieux nous expliquer, parce qu'on ne comprend pas bien.

Alors c'est quoi le plan ? On essaye en même temps qu'on devient copain avec le plus de monde possible de bien leur dire que la révolution c'est chouette ? Et on parie que comme c'est nos potes ils vont la faire avec nous. Terrible. Trait de génie. On n'y avait pas pensé.

Que l'amitié qui naît dans les groupes de camarades soit un ciment solide permettant d'affronter les moments dure de la lutte, et ce à des niveaux que l'on n'aurait pas imaginé, là dessus nous sommes d'accord. Mais n'y a pas « L'amitié », comme une essence, qui serait en elles mêmes quelque chose de bousculant, de révolutionnaire.

Pourtant c'est vrai que des relations d'amitié, non-politique, émergent parfois une colère commune inattendue. Beaucoup ont du s'en rendre compte en 2016 quand d'un seul coup plein d'amis et de connaissances qu'on n'avait jamais vu dans la rue y était. Oui mais c'est « parfois » et depuis beaucoup de ces amis sont repartis à leurs tafs, à leurs maisons etc.. Donc plutôt que de se dire que renforcer les amitiés va forcément renforcer les possibilités d'insurrection, il serait intéressant de s'interroger sur pourquoi certains de « nos amis » ne sont plus

là ? A une époque où l'enquête militante grattouille l'oreille de tout le monde, cette question ouvre un champ d'enquête possible et qui sera sûrement riche en surprise.

V

Dans le résonnement de ce texte l'idéologie (un choix de vocabulaire intéressant) anarchiste ne peut être qu'une barrière à l'émergence de liens révolutionnaires. C'est le grand retour de la figure de l'anarchiste identitaire arc-bouté sur ses positions et incapable de se lier avec d'autres. On imagine qu'en lisant ceci beaucoup de gens vont penser que le contraire de ce genre de cette image c'est bien sûr ce qui s'est passé sur la ZAD. Les liens qui s'y sont tressés et qui dépassent les clivages politiques « traditionnels », qui ont vu des élus ou des gens de l'ACIPA discuter et parfois s'organiser avec des autonomes ou des anarchistes. Faire tomber l'idéologie ce serait permettre l'émergence de ce lien qui serait en lui même révolutionnaire.

Ce qu'il nous semble c'est que les gens qui croient à ça se font en parti arnaquer par l'effet com' de la ZAD. Le projet à peine abandonné les dissensions renaissent. Que ce soit autour de sujets comme la route des chicanes, ou celui du choix de l'interlocution ou non avec l'État sur l'avenir de la ZAD. Quant aux liens qui se sont créés ont-ils permis l'émergence d'une pratique ou d'une pensée particulièrement révolutionnaire ? On en doute. Voilà par exemple une remarque dans un communiqué, post-abandon du projet, de l'Atelier Citoyen relayé par l'ACIPA

« Merci, bien sûr, aux médiateurs et à leur rapporteur pour leur écoute et l'objectivité de leurs travaux qui ont été déterminants.

Loin d'être un recul, cette décision est bien une évolution majeure de notre société, une prise de conscience de la fragilité des ressources, des terres agricoles, de la biodiversité et de l'environnement. Il s'agit aussi, nous l'espérons, d'une prise de conscience des autorités qui devrait permettre d'améliorer la sincérité du débat public, l'écoute des citoyen-ne-s et l'étude des alternatives. [...]

Quoi qu'en disent certains, l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes n'est pas la victoire d'une poignée de « voyous » mais bien une grande victoire populaire et citoyenne. La parole des citoyennes et des citoyens en sort renforcée pour construire ensemble un monde compatible avec l'équilibre de notre planète. » (Atelier citoyen, 21 janvier)

Ah bah là c'est sûr qu'idéologiquement c'est pas très anarchiste. Mais on voit pas trop en quoi c'est révolutionnaire non plus. Peut être faut encore quelques années avant que ça germe ? Mais on croyait justement que l'argument de base pour clasher les anarchistes c'est qu'il y avait urgence et même « urgence révolutionnaire ».

Après tant d'année à se battre sur le projet de l'aéroport Notre-Dame des Landes, que certains acteurs de la lutte pensent encore en termes de citoyenneté, de rapport à l'État voilà ce qui nous questionne. Ils arrivent encore à croire que les autorités en ont quelque chose à foutre « d'améliorer la sincérité du débat public, l'écoute des citoyen.ne.s et l'étude des alternatives ». Nous on serait du genre à dire que si dans une lutte aussi dure les idées révolutionnaires n'avancent pas c'est quand même un peu triste. Et si elle n'avance qu'un tout petit peu, c'est triste aussi.

Pour ne pas prêter à une critique facile disons le tout de suite nous n'opposons pas le fait de renforcer son camp (celui des révolutionnaires) et le fait d'avoir des liens avec d'autres groupes, syndicats, assos etc... A rennes d'ailleurs des structures telles que l'AGI tiennent ce rôle ; réunir des gens qui n'ont pas forcément tous les mêmes objectifs politiques, mais qui souhaitent avoir un lieu de discussion et d'organisation commun, parce que à certains moments une convergence peut être intéressante dans les actions. Ça c'est la composition

pratique de la lutte. Sur certaines luttes parfois on se retrouve et on construit ensemble. L'occupation de la Maison du Peuple avec la présence de syndicalistes témoigne d'une certaine réussite de ce type d'organisation. Néanmoins ces alliances ne doivent pas nous faire oublier que les objectifs à plus long terme sont parfois radicalement différents, et que sur certaines luttes nous n'auront pratiquement jamais le soutien de nos alliés momentanés (le squat est un exemple parlant) d'où une composition théorique de la lutte, temps et espace, où l'on construit ses réflexions et son discours avec les camarades qui partagent des objectifs similaires au nôtre.

« Nous partons du point suivant : le contenu d'une lutte réside dans les pratiques, les moyens qu'elle adopte plus que dans les finalités qu'elle proclame. » (article lundi.am)

Prétendre ceci est une arnaque car il n'y a pas un tel décrochage, au sein des groupes anarchistes, entre discours et pratique. C'est parce que les anarchistes pensent le système (voire l'existant) et son rejet qu'ils construisent et théorisent des outils de lutte (du squat au discours safe, du vol à l'émeute). Autrement dit c'est en pensant la fin souhaitée (niquer l'existant par exemple) que les gens se donnent des moyens (ensemble des pratiques des anarchistes dans ce cas). Il y a d'ailleurs un regain d'intérêt chez les anarchistes pour ce qu'ils appellent un anarchisme de la praxis, un anarchisme qui veut se vivre plus dans les pratiques que dans les discours sans que l'un ne vienne supprimer l'autre. Le second aspect de cette remarque qui nous gêne c'est qu'elle laisse entendre qu'une lutte qui ne pense pas sa fin à toutes les chances d'être pertinente, novatrice, efficace. Nous croyons le contraire. Que toutes luttes un peu longue ou un peu dure charrie son propre dépassement et ne cesse de bousculer et transformer la fin souhaitée ok. Mais si au cours d'une lutte ses acteurs ne se projettent pas vers une fin il y a toutes les chances qu'ils dérivent grandement, s'allient avec n'importe qui et que finalement la lutte initiée perde son sens dans la vacuité et la bêtise des pratiques commise au nom de : « ouais mais si on veut gagner il faut bien ça, arrête d'être trop idéologique Michel. »

En fait on trouve étrange de désarmer à ce point le camp révolutionnaire en lui demandant d'arrêter d'être idéologique pour rencontrer les vrais gens (c'est pas écrit comme ça mais presque). Comme si le fait d'arrêter cela allait nous ouvrir tous les bras bien grand devant nous, que les gens allaient se mettre à squatter, résister, voler etc. d'un seul coup. Voilà ce qu'écrivait quelques anarchistes italiens en 2009.

« Nous savons tous que la gauche (et sa gauche) a toujours été l'ennemi historique de toute lutte insurrectionnelle : partis et syndicats, récupérateurs, médiateurs, intellectuels conseillers des Princes modernes, alliés rusés de la répression, habiles à diviser en « bons » et « mauvais ». Dans des circonstances particulières et face à une « Justice injuste », ils peuvent même aller jusqu'à défendre les camarades qui les ont toujours attaqués. Permettre que ces charognes réacquièrent la moindre force à partir de nos incarcérés est une erreur qui n'est pas sans conséquences. Qu'il n'y ait pas que des camarades qui s'opposent aux crapuleries de l'« antiterrorisme » mais un milieu plus large comporte des aspects positifs (c'est le reflet du constat effrayé que la terreur d'Etat nous écrase chaque jour davantage). Mais notre perspective n'avance que dans la clarté avec les autres exploités et rebelles, c'est-à-dire dans une ferme inimitié envers la gauche et ses medias. Pour le dire autrement, la manière de réagir à la répression fait aussi partie de cette guerre sociale qui n'admet pas de trêve. En n'assumant pas et en ne défendant pas certaines positions, on cède du terrain à l'ennemi. La solidarité démocrate et l'espace dans les journaux ne s'offrent jamais gratuitement [...] » (Lettre ouverte aux camarades français à propos des arrestations de Tarnac et pas seulement, infokiosque, Contre l'unité)

Remplacez « nos incarcérés » par « nos luttes » et vous comprendrez notre logique. Céder sur notre vision, notre discours, notre pensée au sein même de nos luttes ne peut à notre sens que nous faire reculer et

certainement pas faire advenir une nouvelle forme de lien révolutionnaire. Ceci dit on rappelle à toute fins utiles qu'être exigeants vis à vis de son « idéologie », ça ne veut pas dire être con. Entre la délicatesse et une organisation formelle entre les différents acteurs d'une lutte il existe mille façon d'interagir de façon intéressante avec les gens qui ne partagent ni nos idées, ni notre « identité révolutionnaire. »

VI

Certains nous rétorqueront avec la plus grande mauvaise foi qu'il ne s'agit que de changer de nom, d'abandonner une identité clairement définie. Que ce n'est que cela que l'article nous invite à changer. Alors déjà on leur dira d'aller fouiller du côté de l'anthropologie du langage, de l'hypothèse de Sapir-Whorf et de Marcuse (on va pas vous mentir on est pas des oufs dans ce domaine). L'idée que nous on en ressort c'est que notre représentation du monde vient de notre langage. Et que donc notre capacité à nous opposer à ce monde est en partie tenue par la langue elle-même. Sans mot pour désigner le capitalisme, difficile de s'opposer à celui-ci. Dans le sens inverse l'existence du concept d'anarchisme et tout ce qui colle avec est en partie ce qui nous permet de nous opposer au pouvoir. Ah et puis on vous invitera à relire les petites lignes en dessous des effets d'annonces.

« Au cœur de ce conflit, cela nous surprend qu'une question essentielle comme « Que nous apporte exactement le fait de nous déclarer anarchistes ? » Ne se formule pas. Nous sommes ancrés et embourbés dans des vieilles traditions révolutionnaires, nous perdons la clarté de l'évidence qui est sous nos yeux. » (lundi.am)

Ouais c'est bien une des « vieilles traditions révolutionnaires » qu'on veut nous faire lâcher et sans doute aussi les vieux concepts qui vont avec : lutte des classes, libération individuelle, mutualisme et insurrection (ah non pas celui-ci désolé). Qui peut consciemment accepter d'être désarmer à ce point face à un pouvoir (notamment étatique) toujours aussi fort et protéiforme ? Qui est assez crétin pour vouloir jeter toute une myriade d'analyses sur la Justice, la Démocratie, l'Etat, le Pouvoir qui non seulement ont déjà démontré leur capacité à penser efficacement l'opposition au pouvoir et à agir contre lui mais qui en plus ne cessent de se renouveler ? On va peut être faire des déçus mais être contre l'aéroport et son monde, la loi travail et son monde etc.. ad nauseam, pour nous c'est pas suffisant pour si on veut faire face de façon conséquente au capitalisme, au patriarcat, aux keufs, aux institutions religieuses etc...

Alors nous on va répondre pourquoi on se dit anarchiste. On se dit anarchiste parce qu'on veut tout cramer de ce monde, de la façon la plus efficace possible et que pour ça on a besoin des gens qui ont pensé avant nous et ceux qui pensent en ce moment avec nous. Parce que faire face à la police ou à la justice de façon efficace ça s'invente pas complètement. Parce que continuer la révolution jusque dans nos cercles en travaillant nos pratiques et nos attitudes, en mettant à l'amende les faux-penseurs et les nouveaux tartuffes de la gauche, c'est faisable principalement avec les camarades qui souhaitent le même monde que nous, qui cherchent la même finalité. Parce que pour construire des solidarités et des luttes intelligentes on sera toujours mieux avec nos camarades qu'avec d'autres gens qui en fait s'en foutent de pas mal de chose. On se dit anarchiste pour se trouver des camarades qui pensent le monde un peu comme nous, qui ont envie de le cramer et de le vivre un peu comme nous. Parce que c'est avec ces camarades qu'on arrive jour après jour, luttes après luttes à continuer la sédition. On se dit anarchiste parce qu'on a pas peur de se rattacher à une galaxie de pensée aussi divers, pertinente, structurée, efficace, innovante, bordélique, marrante que celle de l'anarchisme. On se dit anarchiste pour continuer à brûler et ne pas s'éteindre un jour dans un appart devant sa télé ou dans un champ avec des navets.

On se dit anarchiste parce que la révolution n'est pas un mot dans nos bouche, mais un feu dans notre cœur.

VII

Rompons un éventuel malentendu. La question de l'identité nous intéresse vraiment. Il nous semble qu'elle a de façon trop importante été capturée par les pensées réactionnaires et que par conséquent dans nos milieux elle est soit ignorée, soit, comme dans ce texte pensée comme quelque chose de négatif à supprimer. Pour ceux qui ont vécu le mouvement de 2016 à Rennes il semble évident que « l'identité » a été un élément déterminant de la mobilisation, au moins en ce qui concerne les étudiants et les lycéens. Que ce soit via l'identité émeutière propre au mouvement d'une façon générale (k-way noir, banderoles renforcées, vitres cassés ou médics) ou un celle de Rennes 2, renvoyant soit aux mobilisations passées (Rennes 2 la rouge, Vive la commune) soit à son présent (B8istan ou le crocodile comme symbole de ralliement).

Souvent lorsque les textes militants s'intéressent à question de l'identité ils ne parlent en fait que de ce que nous appellerons le folklore. Les aspects les plus esthétiques de notre identité, le chose qu'on fait pour la gueule et pour que ça est de la gueule (drapeaux, chants, vêtements, banderoles etc.). De toute évidence le folklore peut être un frein pour nos luttes. Lorsque l'on remobilise sans cesse l'image du cortège de tête, qu'on en fait jusqu'à l'épuisement il devient difficile d'en sortir, de le déborder et de retrouver une façon efficace et intelligente de saboter, bloquer ou de faire l'émeute. Mais des aspects peut être plus inoffensifs du folklore sont parfois d'une redoutable efficacité pour transmettre, la lutte son esprit, sa nouveauté et appeler à se rallier. Il nous semble que c'est par exemple la cas du crocodile à Rennes ou des chants inventés par les manifestants du genre « Et on fait tourner l'hélico.. » où la plus fameuse « Mais elle est où, mais elle est où, mais elle est où la main de Gérard.. ». A chaque groupe, chaque individu de se demander ce qui est à abandonner dans le folklore. Ce qui est sûr c'est que sans cesse se construiront dans nos luttes de nouveaux folklores et qu'à travers ce moyen peuvent être diffusées des idées importantes pour celles-ci tel que l'antijudiciarisme, le refus de la connivence avec les keufs etc.

Pour nous l'identité, au sens d'identité anarchiste c'est bien plus que le folklore. Ce serait plutôt l'ensemble des pratiques, des tentatives et des pensées qui forment la conscience collective des gens se rattachant à l'anarchisme. La distinction entre folklore et identité ne peut être celle entre l'oral et l'écrit, car pour beaucoup d'entre nous l'identité anarchiste s'est massivement transmise par l'oral. Cette conscience collective que l'on retravaille sans cesse et à partir de laquelle on réimagine régulièrement c'est à la notre mémoire contre le pouvoir. c'est ce qui nous permet de nous garder des conneries du genre « la démocratie (et donc macron) est le meilleur rempart face au fascisme » ou d'autres venant de nos milieux « cessez d'être idéologues alliez vous à n'importe qui ».

« Face au rouleau compresseur qu'est la civilisation, notre réalité sociale actuelle, j'entends de plus en plus de radicaux dire : « Il est nécessaire d'être réaliste ; je vais faire ce que je peux de ma vie ». Cette déclaration n'est pas celle d'une individualité forte qui se place au centre d'une révolte contre un monde de domination et d'aliénation, mais celle d'une acceptation de la résignation, une retraite pour s'occuper de son petit jardin alors que les monstres continuent de déforester. Les projets « positifs » mis au point au nom de ce type de réalisme ne sont rien d'autre que des manières alternatives de survivre dans la société actuelle. Ces projets échouent non seulement à menacer le monde du capital et l'État, mais ils relâchent aussi la pression qui pèse sur ceux qui détiennent le pouvoir en fournissant des services sociaux basés sur le volontariat présentés comme un moyen de créer des institutions alternatives. En considérant la réalité actuelle comme le point d'observation du monde, ceux qui ne peuvent pas s'empêcher de penser que la destruction révolutionnaire de la réalité dans laquelle nous vivons est impossible (et donc dangereuse) se résignent à maintenir une alternative dans la réalité actuelle » (Contre la logique de soumission, Wolfi Landstreicher, Ravage Éditions)

Voilà par exemple une part de notre identité, le refus de toute soumission, clairement exprimé par un anarchiste américain et qui nous semble particulièrement intéressant à mobiliser vu l'ambiance actuelle des luttes.

L'identité c'est aussi par toutes les expériences passées et actuelle des anarchistes, le contre-monde, celui que l'on veut après, qui est du coup est déjà un peu là : dans nos squats, dans nos groupes, dans nos luttes. Ceci étant dit il doit être bien claire que l'anarchisme n'est pas qu'un folklore ou une identité mais aussi un vaste système de pensée qui avec le communisme dans sa version autonome fourni des outils de lecture pour comprendre le pouvoir et s'y opposer.

IX

Est-ce que le maintien de notre identité, dans les termes dans lesquels on l'a décrit plus haut, nous empêche, nous, anarchistes, d'être en contact avec la vie. La question est un peu étrange, surtout lorsque l'auteur fait semblant qu'il y a un sens commun et immédiatement perceptible dans le concept : La vie.

« Il est impossible de dissocier la lutte et la vie, de la même manière que nous ne pouvons nous séparer de notre entourage au nom d'on ne sait quelle identité idéologique. » (article lundi.am)

Alors les philosophes du dimanche soir, c'est quoi « la vie » ? Allez on va tenter de définir par nous même ce que l'auteur peut entendre par là. Bah la vie c'est tout. Tout ce qui nous arrive, vient nous toucher, nous traverse dans notre existence : nos amitiés, nos colères, le travail, l'école, une mort, un voyage inoubliable, un froissement de draps ou une bagarre. C'est l'existant quoi. Dans ses aspects qu'on aime le moins et ceux qu'on aime le plus, dans ces aspects qui nous effleurent, nous ignorent et ceux qui nous chamboulent. Mais du coup qui chez les anarchistes pense que ça, ça n'a rien à voir avec la lutte ? Que non seulement la vie n'est pas ce qui nous donne envie de lutter, l'espace où on lutte, parfois même dans ses plus fines anfractuosités, et justement l'enjeu même de ce pourquoi on lutte. D'ailleurs à une époque où le marxisme s'intéressait aux structures et aux superstructures, l'anarchisme trop épris de l'idée d'individu et de liberté pour s'en contenter, s'intéressait à tous les espaces que délaissaient les marxistes.

A lire la remarque citée précédemment on en oublierait presque que ce sont des anarchistes italiens qui ont écrit, Dix coups de poignards à la politique, texte qui a sans aucun doute inspiré une telle remarque.

« La politique est l'art de la séparation. Là où la vie a perdu sa plénitude, où la pensée et l'action des individus ont été sectionnés, catalogués et enfermés dans des sphères séparées, là commence la politique. Ayant éloigné certaines activités des individus (la discussion, le conflit, la décision en commun, l'accord) en une zone en soi qu'elle prétend gouverner, forte de son indépendance, la politique est en même temps séparation parmi les séparations et gestion hiérarchique du cloisonnement. » (infokiosque, Dix coups de poignards à la politique)

Être réellement anarchiste, c'est déjà refuser de faire de la politique. Refuser qu'il y ait un espace qui sera toujours un espace limité et à entrée sélective, où se règlent les questions de nos vies. Être et se reconnaître comme anarchiste c'est vouloir que les individus ou les groupes d'individus puissent retrouver la maîtrise de leurs vies face aux structures qui les oppressent. C'est s'armer contre ces structures et les combattre. En quoi cela nous séparerait-il de la vie. Au contraire nous sommes toujours dedans, nous ne nous élevons jamais au dessus, nous ne nous en coupons jamais en nous retirant mais nous continuons à nous battre justement parce que nous croyons et ne nous intéressons qu'à cette vie. Mais peut-être que quand l'auteur parle de la vie, il veut parler de la médiocrité ambiante. De l'espace où les gens acceptent subissent, annoncent, travaillent et ne font rien. Peut-être même que par respect il faudrait « arrêter de stigmatiser » cet espace et les gens qui s'y trouvent. On se propose même d'arrêter d'être énervé et de réfléchir si ça peut arranger les gens ! Que l'on soit clair : nous

sommes assez fou pour penser que toutes personnes est potentiellement un futur révolté mais pas assez pour croire que c'est **maintenant**.

X

Une dernière remarque pour conclure. La révolution que les gens croyaient atteignables jusque la fin des années 70 ne s'est pas pointée. Et aujourd'hui le monde entier à une sale gueule. Que ce soit sous des aspect sociaux, écologiques, au niveau du racisme ou du patriarcat il y a peu d'éléments qui pris comme ça donnent envie de faire la fête. Face aux mythologies du libéralisme (entre autres) nous galérons à imposer nos désirs, nos visions, notre monde. Contre les pensées millénaristes qui nous annoncent sans arrêt un monde qui s'effondre sur lui-même nous pensons que la merde peut sans doute durer un peu plus longtemps que prévu et que donc il est important de s'armer intellectuellement afin d'être plus efficace pratiquement. C'est pourquoi on demandera aux camarades de ne pas détruire un moyen efficace de s'opposer au pouvoir avant de nous avoir fournis autre chose d'aussi valable. Pour comprendre le monde et s'y opposer nous restons attachés à l'anarchisme.

L'impression que nous fait ce texte c'est qu'il va à rebours d'armer le camp des révolutionnaires. Il ne donne pas réellement de nouvelles pistes intéressantes politiquement (comme le fait parfois lundi.matin) mais ils cherche à mettre à terre une partie non négligeable du camp révolutionnaire, ce qui ne pourra avoir que comme effet de le vider un peu plus de sa substance et d'en casser sa vitalité. Et comme on est anarchiste mais pas trop identitaire on finira par cette remarque du bien Marxiste Cornélius Castoriadis qui peut être intéressante à réfléchir dans le cas présent.

« Mais ce qui est fascinant dans l'époque, c'est comment ça conspire, [...] et il y a quelque chose d'intrinsèque entre cette espèce de, comment dire, de cette nullité de la politique, de devenir nulle de la politique, et cette insignifiance dans les autres domaines. Dans les arts, dans la philosophie etc.. etc., n'est ce pas, dans la littérature.... ? Et c'est ça l'esprit du temps. Sans aucune conspiration d'une puissance quelconque que l'on pourrait désigner, tout conspire, au sens respire, dans le même sens pour les mêmes résultats c'est à dire l'insignifiance. » (Cornelius Castoriadis Post-scriptum sur l'Insignifiance - YouTube)

Le Groupe d'Orientation Universitaire de Débats Anarchistes
pour jeudi.copains (filiale de midi les zouzous)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[Depuis la prison de Fleury Mérogis, interview d'Antonin Bernanos](#)

Antonin Bernanos est un militant politique antifasciste. Après 10 mois de détention préventive, il a été condamné en septembre 2017 à 5 ans de prison [dans l'affaire de l'incendie de la voiture de police quai de Valmy](#) puis réincarcéré le 5 décembre dernier. Actuellement détenu à la prison de Fleury Mérogis, nous avons pu lui poser quelques questions à propos des grèves de surveillants pénitentiaires, de leurs conséquences sur la vie des détenus et sur la manière dont l'administration pénitentiaire tente de contenir les différentes formes d'organisations collectives.

Lundimatin : bonjour, pouvez-vous nous dire ce que sont les conséquences de la grève des surveillants sur la population carcérale de Fleury-Mérogis ?

Antonin Bernanos : Très clairement, la tension est montée d'un cran avec cette militarisation de la prison sensée prévenir les mobilisations des détenus et qui se fait l'écho des revendications sécuritaires des surveillants qui manifestent devant la prison.

Que pouvez-vous nous dire des rapports au quotidien qu'entretiennent les surveillants avec les prisonniers ?

Les rapports quotidiens entre les détenus et les surveillants sont habituellement assez différents selon les situations. Il serait faux de parler d'une violence physique permanente qui se traduirait par une répression continue des corps et des esprits. Il y a différents profils de surveillants, et entre le provincial, fils de paysans, qui s'argue de tatouages néonazis en affirmant être venu venger la France de la racaille islamiste, et le prolétaire des DOM-TOM qui n'a trouvé d'autre issue à la précarité que de porter l'uniforme (qui est majoritaire en bas de la hiérarchie pénitentiaire, et qui ressemble souvent trait pour trait au profil type des détenus, non-blancs, prolétaires et issus des zones de relégation des populations excédentaires) les détenus gardent une marge de manœuvre dans les rapports quotidiens pour éviter ou gérer les conflits. Il n'en reste pas moins que les rapports surveillants/détenus sont par nature des rapports conflictuels, entre ceux qui ferment les portes à clefs, et ceux qui sont enfermés. Et comme dans tout rapport de domination, les dominants exercent une violence à l'encontre des dominés. Quand on voit ici passer sur toutes les chaînes de télévision les mêmes surveillants qui sont témoins et parfois auteurs des violences à l'encontre des détenus, affirmer que la situation à Fleury n'est plus vivable, que les détenus ont pris le pouvoir et que les surveillants sont des victimes, on ne peut que comprendre l'étendue de la malhonnêteté des syndicats et de leur base. Combien de surveillants tués ces dernières années pour combien de détenus retrouvés pendus, les veines ouvertes ou la gorge tranchée ? Combien de surveillants blessés pour combien de détenus mutilés, frappés, piqués ? Sans même parler des blessures qui ne se voient pas et qui semblent ne jamais se refermer chez la plupart des prisonniers qui ont été les cibles de la violence carcérale, une violence systémique qui a pour but de rappeler à chacun où est sa place : l'un du bon côté de la matraque, et l'autre non. Il existe chez les détenus des quantités de témoignages non-recueillis sur les tortures au mitard, la folie entraînée par le quartier d'isolement ou les médicaments et piqûres injectés de force à des détenus (sans parler des viols, comme récemment à Meaux ou encore à Fleury lors des fouilles à nu). Alors quand les prisonniers qui sont passés par là entendent la colère des surveillants qui s'insurgent d'une blessure au bras provoquée par des ciseaux à bouts ronds sur l'un de leur collègues, la révolte se fait entendre derrière les barreaux.

Un [texte écrit par un collectif de prisonniers de Fleury-Mérogis](#) fait grand bruit depuis quelques jours sur les réseaux sociaux. Il semblerait que certains prisonniers s'organisent à l'intérieur pour protester contre le blocage de la prison. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Peu après les premières grèves de surveillants, plusieurs détenus ont répondu par des séries de blocages de promenade dans leurs établissements. Ces blocages consistent à ne pas remonter en cellule après la fin d'une promenade, pour manifester son opposition face à un ou plusieurs points de conflit dans l'organisation de l'Autorité Pénitentiaire (AP). En l'occurrence, les premiers blocages à Fleury ont eu lieu initialement pour protester contre la diminution des temps de promenade, et plus largement contre les conséquences de la grève des surveillants. Ces actions collectives sont très importantes pour les détenus car elles leur permettent de s'affirmer en tant que groupe, solidaire et organisé. Les blocages font souvent écho à une pluralité d'actions de résistances individuelles quotidiennes face à l'administration, qui tombent dans l'oubli ou sont sévèrement réprimées, car elles restent isolées et minoritaires. Le blocage des promenades est perçu par l'AP comme une manifestation dangereuse, comme en témoigne la forte répression qui s'en suit systématiquement, mais elle s'attache à le dénigrer publiquement comme un acte collectif sans fondement d'une foule de détenus enragés pour des raisons qu'ils ne comprennent même pas. Les médias s'en font régulièrement le relai pour émouvoir les auditeurs en parlant de mutinerie ou d'émeute, comme la semaine passée au bâtiment D2. Je pense que ces blocages sont particulièrement importants pour leurs effets fédérateurs, et contre les politiques internes de l'AP qui consistent à dresser les détenus les uns contre les autres. De plus, ils permettent de dégager deux choses dont nous sommes privés en prison : un espace et du temps. Les détenus peuvent rester ensemble, discuter, investir la promenade et surtout, la rendre subversive, en faire une instance de socialisation politique, qui aboutit, par exemple, sur le texte que tu évoques.

Les mouvements de protestations et de révolte des détenus semblent s'être éteints depuis quelques jours, même si les braises sont encore chaudes. La forte répression de l'AP, qui consiste à isoler des « leaders » présumés et les envoyer au mitard pour une durée indéterminée, avant de les transférer à leur sortie dans une prison située parfois à plusieurs centaines de kilomètres y est pour beaucoup. La militarisation de la prison, la présence des Eris [1] et les menaces de l'administration font leur effet. Quiconque participe à ces blocages sait qu'il joue gros, et qu'au-delà du mitard, des transferts, des fouilles ou des coups, le risque est de voir son dossier carcéral entaché d'un tampon rouge, qui peut impacter sérieusement la discussion d'un juge pour les prévenus, et celle d'un Juge d'Application des Peines, dans le cadre d'un aménagement de peine, chez les condamnés. L'absence d'échos, de relais et de mobilisations à l'extérieur y sont pour beaucoup. Les séquences de révolte des détenus sont brèves, inscrites dans un laps de temps très court, et il est évident qu'il est compliqué pour les acteurs des luttes à l'extérieur de s'organiser si rapidement pour y répondre.

Pouvez-vous raconter plus précisément comment vous avez appris qu'un mouvement de surveillants avait lieu puis comment s'est déroulé le blocage des promenades par les détenus et la manière dont sont intervenus les Eris ?

Nous avons eu connaissance du mouvement des surveillants en deux temps. La première nuit, des détenus qui ont une vue sur l'entrée de la prison depuis leur cellule ont aperçu les premiers blocages des surveillants. Cris et insultes entraînant d'autres, toute la prison a très vite été informée de ce qui se tramait à l'extérieur. Plus tard, c'est par la presse que nous avons suivi les discours des syndicats de surveillants et les débuts de la première nuit de grève. Le lendemain, tous les mouvements étaient bloqués et nous étions tous séquestrés dans nos cellules sans ménage, parloirs, promenades et activités diverses. La colère de chacun s'est exprimée aux fenêtres et contre les portes des cellules. Le bâtiment résonnait de rage et de colère, et les premières informations sur la volonté collective de bloquer la promenade ont commencé à se diffuser d'une cellule à une autre, d'une aile à une autre puis d'un étage à un autre. Vers 13h, les portes se sont ouvertes pour le départ en promenade, et la présence en grand nombre d'Eris équipés et armés en a refroidi plus d'un, craignant une fouille générale des cellules en leur absence. Sur le bâtiment D1, la stratégie de l'AP a été de faire une démonstration de force en faisant parader les Eris à tous les étages pour diffuser la peur pendant les départs en promenade. Par la suite, elle a littéralement enfermé les détenus en promenade pendant plusieurs heures, elle a en quelque sorte bloqué elle-même la promenade pour démobiliser les détenus et les fatiguer sous la pluie, rendant le blocage impossible. Elle a cependant commis une erreur : c'est d'avoir pu donner un temps considérable aux détenus pour communiquer et essayer de s'organiser pour la suite, en réfléchissant à l'écriture de textes ou à des actions à mener. C'est au D2 que le blocage le plus important a eu lieu, le bâtiment des mandats de dépôt, qui dispose d'une plus grande marge de manœuvre (les détenus étant présumés innocents et n'ayant pas grand-chose à perdre, car ne connaissant pas leur date de fin de peine). C'est un des bâtiments qui bloque le plus, car les savoirs ont le temps d'y être transmis et que les « anciens » y sont nombreux. Lors de mes 10 mois de détention au D2, j'ai pu assister à deux séries de blocage sur plusieurs jours. Le premier en lien avec la grève des surveillants a été favorisé par le fait que l'appel de fin de promenade a été lancé au bout de 45 minutes au lieu des deux heures hebdomadaires. Des échos que j'ai eu, c'est le blocage le plus réussi de ces dernières semaines, plus de 120 détenus ont refusé de remonter, soit la quasi totalité de la promenade, et ils ont tenu plusieurs heures avant l'intervention des Eris, qui étaient positionnés en prévention sur le bâtiment D1, ce qui a perturbé leur coordination. Selon les médias les retours en cellule se sont fait dans le calme, mais certains se sont plaints de violences, cinq d'entre eux identifiés comme les meneurs ont été envoyés au mitard le matin même.

Le mouvement des surveillants bénéficie d'une très intense couverture médiatique et politique sans pour autant que cela n'amène la moindre lumière sur la manière dont la vie se déroule à l'intérieur de la prison. Comment expliquez-vous cette asymétrie ?

Il est évident que, dans le cadre de la conquête sécuritaire actuelle, le rôle des médias et les déclarations des politiques ont pour fonction de renforcer les revendications des instances répressives. Du côté des politiques, il s'agit d'éteindre les effets de l'état d'urgence et de sa constitutionnalisation en s'appuyant sur la répression des classes populaires à qui sont destinées les prisons. Et tout ça se fait à nouveau sur fond d'antiterrorisme. Si les quartiers populaires ont été de véritables laboratoires de la répression pendant plusieurs décennies, en ciblant les populations post-coloniales, il est évident que la prison y a une place primordiale. En tant que composante qui structure depuis toujours le prolétariat et son rapport au travail, à la ville et aux autres classes, il s'agit bien ici de s'en servir comme d'un instrument moteur qui génère de la répression, et plus seulement comme d'un simple réceptacle des populations excédentaires. Le discours des médias consiste à rendre spectaculaires des événements qui n'en sont pas, à relayer des agressions supposées qui ont lieu quotidiennement comme des événements exceptionnels qui témoigneraient d'une augmentation croissante de la violence des détenus et en particuliers des « radicalisés ». Les politiques en profitent pour continuer leur opération de droitisation du champ politique, et renforcer l'entreprise sécuritaire matrimoniale. Tout ça fait bien évidemment le jeu de l'administration pénitentiaire, qui invisibilise ses violences à l'encontre des détenus tout en les rendant légitimes à travers sa stratégie de victimisation.

Les revendications des surveillants sont assez claires : plus de sécurité et plus de moyens. Quelles sont ou seront les conséquences de ces revendications sur vous, si elles étaient acceptées par le gouvernement ?

Comme j'avais commencé à y répondre dans la question précédente, les conséquences seront visibles et effectives à plusieurs niveaux. En prison, cela passera par un isolement toujours plus accentué des détenus dits « radicalisés ». Ce concept fourre-tout est une véritable arme dans la stratégie répressive de l'État pénal. Il s'agit d'étiqueter les détenus liés à une entreprise terroriste, telle que l'État Islamique, l'ETA ou encore le FLNC. Elle sert aussi à l'encontre des militants arrêtés et incarcérés dans le cadre de mouvements sociaux, mais aussi de simples détenus qui seraient susceptibles de poser des problèmes à l'AP et à qui l'on reprocherait un rapprochement avec des détenus appartenant à ces différents groupes. Mais qu'en est-il en réalité ? À Fleury, les basques, les corses ou les militants révolutionnaires représentent une minorité de ces « détenus radicalisés », cette étiquette sert principalement à l'encontre de ceux que les surveillants appellent « les barbus », les détenus supposés en lien avec l'État Islamique. Cependant, il s'avère qu'une extrême minorité d'entre eux sont effectivement liés à cette entreprise terroriste. Il s'agit pour la plupart d'homme jeunes, non-blancs, appartenant aux classes populaires et qui ont fréquenté la mauvaise mosquée, la mauvaise personne, qui ont surfé sur les mauvais sites ou envoyé de l'argent ou un simple message à une connaissance partie combattre en Syrie. La stratégie de la radicalité et des politiques antiterroristes agit à deux niveaux : accentuer une islamophobie d'État relancée par les attentats depuis 2 ans et créer un nouveau délit d'être pauvre, noir, arabe et musulman.

Mais comme à l'extérieur, la stratégie de l'état d'urgence qui a d'abord touché les populations post-coloniales avant de se concentrer sur les musulmans, de s'étendre aux mouvements sociaux puis à la société dans son ensemble, la stratégie sécuritaire interne à la prison (qui, comme je l'ai dit, est un maillon central des politiques sécuritaires nationales) vise à cibler les détenus dans leur ensemble. Ainsi les revendications sont claires : un armement généralisé (ce qu'ils appellent dans les médias « la valorisation du métier »), pouvoir menotter les détenus lors de tous leurs déplacements, isoler et piquer plus facilement les récalcitrants, renforcer la surveillance et diminuer les libertés d'aller et venir, faciliter les fouilles à nu et, cerise sur le gâteau, toucher une prime à la répression de 1 000 euros annuelle.

Je voudrais ajouter que ce mouvement est à mettre en parallèle avec le mouvement des policiers qui manifestaient illégalement à l'automne 2016 (rappelons qu'officiellement les surveillants non plus, n'ont pas le droit de grève) armés, cagoulés, en direction de l'Élysée et qui réclamaient l'incarcération systématique pour toutes les « racailles » en surfant aussi sur une spectacularisation d'agressions de

policiers dans un contexte de déferlement de violences policières. Une partie de la base de la police s'était alors autonomisée de ses syndicats qui avaient initié le mouvement, et avait obtenu la loi sur la légitime défense, soit un véritable permis de tuer dans les quartiers. Il est évident que le mouvement des surveillants, qui reprend la même stratégie (grève et blocage illégal, spectacularisation et revendications sécuritaires) s'inscrit dans la continuité du mouvement des policiers et aboutira à l'obtention de lois et de dispositifs similaires à appliquer à l'encontre des prisonniers. C'est aussi contre cela qu'il faut lutter, et c'est le danger principal, beaucoup plus important que la détérioration actuelle des conditions de détention.

Si la légitimité des revendications des surveillants n'est jamais questionnée, quelles pourraient être les revendications des prisonniers ?

Pour l'instant, les revendications des prisonniers ont été d'ordre matériel, pour protester contre la détérioration des conditions d'incarcération liée à la grève des surveillants. Mais au cours des discussions et du partage de la colère de chacun, les réflexions politiques se sont ouvertes vers des horizons plus larges. Les revendications restent quand même majoritairement d'ordre matériel, et se sont donc principalement en réaction au mouvement des surveillants et si elles n'ont pas dépassé ce stade, c'est vraisemblablement à cause des difficultés et des obstacles qu'ont rencontré les tentatives de révoltes des détenus pour se constituer en véritable mouvement des prisonniers. À l'extérieur, si nous prenons pour exemple le mouvement contre la loi travail, c'est parce que le mouvement s'est construit sur des bases solides, porté par une pluralité de pratiques, de positions et de traditions politiques que celui-ci a pu déborder les cadres existants, et dépasser les revendications purement centrées autour de la loi EL Khomri et du travail, en se constituant en une force contre la loi travail *et* son monde. C'est en construisant des liens solides entre les détenus et l'extérieur, en se coordonnant, en mobilisant des familles, différents acteurs des luttes et en rejetant tout compromis que de vraies perspectives de lutte s'ouvriront, lancées par les détenus et relancées à l'extérieur pour des revendications qui dépasseront les demandes d'accès à de meilleures conditions de détention. Je pense que les prisonniers ont toujours su qu'il n'existait pas de « prisons plus justes » et, pour construire un vrai « tous ensemble contre la prison *et* son monde », il est nécessaire de briser le silence que nous imposent les murs des prisons, de donner les moyens aux détenus de s'organiser et se coordonner en déstabilisant la machine carcérale et en rendant sa répression illégitime, pour la rendre inefficace.

[1] ERIS : Les Équipes Régionales d'Intervention et de Sécurité sont des unités d'intervention chargées du maintien de l'ordre dans les prisons françaises.

Rennes: Bling bling aux prairies saint martin !

Bien vénère contre leurs projets urbains qui nous expusent et veulent nous faire partir de leur ville, dans la nuit du 28 au 29 janvier, on a laissé sortir notre rage contre les élus, promoteurs et urbanistes. Des pubs inondent Rennes en ce moment pour vendre le dernier projet pour bourges "Habiter aux prairies", ça nous a poussé à agir contre ce projet de parc musée, ou la mairie à tout détruit, essaye de chasser les habitant.e.s pour finir d'aménager un beau "parc naturel et urbain". Mais on sait ce qui se cache derrière autant de vernis écologique :

Bling ! Bling !

Wouf !

Le bruit des deux cocktails molotov qui explosent sur les pelleteuses du chantier nous fait bien plaisir, on espère que ce petit brasier réchauffera un peu votre coeur, comme il l'a fait pour nous !

C'est pour les zonards, les clochards, les galériens, les exclues, les migrants, et toutes celles et ceux qui ont froid l'hivers parce que la thune manque.

Solidarité avec les incendiaires de voitures de keufs, de CRA, d'HP, de taules et de tout ce qui nous enferme !

Solidarité avec la ZAD, rien n'est gagné, on se retrouve au printemps.

Des rageuses

Communiqué de l'Amassada depuis le chantier bloqué des éoliennes de Crassous.

Communiqué de l'Amassada depuis le chantier bloqué des éoliennes de Crassous.

Le 8 janvier 2018, à Crassous en Aveyron.

Au cours de cette semaine, onze personnes ont été convoqué à la gendarmerie. Ces convocations constituent pour nous une tentative d'intimidation et de division d'un mouvement qui est amorcé ici et ailleurs contre l'invasion éolienne et le méga transformateur. Nous dénonçons cette manœuvre policière qui cherche à individualiser des gestes de résistance décidés collectivement.

L'Amassada est une assemblée de collectifs et de personnes, c'est un des point d'appui contre les éoliennes à Crassous. Elle incarne l'idée de se réunir pour trouver ensemble des manières enthousiasmantes de lutter, produire, construire, se réunir,... autrement. C'est pourquoi les personnes convoquées ne se rendront pas au poste ni aujourd'hui ni dans les jours à venir.

La tentative de criminalisation des luttes et des personnes qui y participent n'est pas une nouveauté. Nous préférons nous exprimer ici à Crassous, et dans les médias pour informer les gens et les inviter à nous rejoindre ou à agir chez elles.

Nous sommes des personnes vivant dans la région qui avons différentes manières de concevoir les actions à mener, mais nous agissons ensemble car elles disent toutes un non ferme au transformateur et aux éoliennes. Cette hétérogénéité fait notre force et nous y tenons beaucoup.

Il y a une évidence à lutter contre les éoliennes quand on comprend les intérêts défendus par leur promoteurs, et autres aménageurs sans scrupules et appuyés par une justice complice. Ici à Crassous, nous dénonçons un montage financier entre Futurem le groupe d'investissement, sa filiale Téolia et une micro société Cesou représentée par une boîte à lettres à côté de centaines d'autres à Montpellier.

Le gouvernement Macron lui même nous annonce qu'il « ne peut pas remplacer le nucléaire par les énergies renouvelables ». Enfin ! Le masque de la dite transition énergétique tombe. Les éoliennes ne sont qu'une manne financière verte parmi d'autres.

Il est évident de lutter contre les éoliennes quand on connaît leur mode de production : mines à ciel ouvert, exploitation humaine, crise sanitaire et désastre écologique dans les pays « en voie de développement ». Une fois de plus nous nous sentons légitimes quand on voit la forêt détruite à Crassous. Nous bloquons donc le bétonnage massif de terres agricoles et sauvages.

Ce qui se passe ici, c'est que nous ne voulons pas de compromis : nous avons dit non à l'enquête publique, non au transfo, et non aux éoliennes.

Nous bloquerons le chantier de Crassous tant qu'il le faudra. Pour que Crassous ne devienne pas Crassou.

Pour plus d'infos : douze.noblogs.org Ecrire à amassada@riseup.net

“Plutôt matou que maton ! Détruisons toutes les prisons“Métro...



“Plutôt matou que maton ! Détruisons toutes les prisons“

Métro Porte d'Orléans, Paris (XIVe), 27 janvier 2018

« Face à l'horreur carcérale, il est normal que des prisonniers se retournent contre leurs geôliers » – Entretien avec Nadia Ménenger

lepoing.net

Détenu de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone enflammant un tissu à la « fenêtre » de sa cellule

Suite aux attaques de détenus contre des surveillants pénitentiaires, le 11 et 19 janvier dernier, les matons bloquent les prisons et font le tour des médias pour dénoncer « les violences » dont ils seraient victimes au quotidien. Certains ont même osé parler d'un « attentat ». Pour comprendre les raisons qui peuvent pousser les prisonniers à se révolter contre leurs geôliers, Le Poing s'est entretenu avec Nadia Ménenger, militante infatigable de la cause anti-carcérale et auteure du livre *À ceux qui se croient libres*.

Le prisonnier qui a attaqué deux matons le 19 janvier dernier dans la prison de Borgo était placé à l'isolement. Pourquoi un détenu est-il placé à l'isolement, et qu'est-ce que cela signifie pour lui ?

Il y a eu une très grosse lutte pour la fermeture des QHS [quartier de haute sécurité] dans les années 1970 et la revendication principale de ce mouvement, soutenu entre autres par le GIP [groupe d'information sur les prisons] et le CAP [comité d'action des prisonniers], c'était purement et simplement la suppression de ce régime de détention qui autorisait l'isolement physique et sensoriel. Les QHS ont été officiellement supprimés en 1981 avec l'élection de François Mitterrand mais ils ont été rétablis sous un autre vocable : le QI [quartier d'isolement]. À la différence du mitard, l'isolement n'est officiellement pas une punition disciplinaire, c'est censé être employé pour les détenus qui posent problème en détention ou qui en font la demande. Mais le mitard ou l'isolement, c'est la même chose. L'administration pénitentiaire peut placer un détenu pendant 3 mois renouvelables trois fois durant la première année de détention, 4 mois renouvelables deux fois durant la deuxième année et ensuite, il n'y a pas de précision... Mais ça, c'est pour la théorie. En réalité, certains ont fait plus de 10 ans de quartier d'isolement. Il y a plein de façon de le faire durer indéfiniment : en te transférant dans une autre prison pour faire recommencer la procédure, en te faisant sortir un petit moment pour te réenfermer rapidement, etc. Ils ont précisé les termes de l'isolement au fil du temps, mais sans jamais rien changer à sa réalité. Chaque nouvelle prison qui ouvre dispose de son quartier d'isolement. Aujourd'hui, l'isolement s'est complètement banalisé alors que c'est une torture pure et simple. Tu es dans ton tube de béton, tu ne vois personne, tu n'as pas le droit aux activités ou au travail, tu ne peux quasiment pas rencontrer d'autres prisonniers, les promenades se font seul ou avec deux ou trois autres prisonniers, selon les établissements. La plupart de ceux qui subissent l'isolement pendant plusieurs années deviennent soit fous, soit enragés.

Le détenu qui a attaqué les matons le 19 janvier avait aussi une fiche pour « soupçon de radicalisation ». Qu'est-ce que ça implique d'être fiché en prison ?

Il y a toujours eu un bureau de renseignements à l'intérieur de la détention mais il s'est renforcé au fur à mesure que le « débat » sur l'islamisme s'est imposé dans la société. Maintenant, chaque détenu est suivi. L'administration pénitentiaire notifie dans une fiche de renseignement individuelle tout ce que fait le détenu, qui il fréquente, les livres qu'il lit, ses activités, etc. Si un détenu s'entend bien avec un autre détenu, on le change de bâtiment ou de prison. Tout est fait pour casser les relations humaines. Le statut de DPS [détenu particulièrement surveillé] peut être attribué à un détenu en raison de l'affaire qui l'a amené en prison, c'est-à-dire sur demande du juge d'instruction, ou en raison de son comportement à l'intérieur de sa détention, c'est-à-dire s'il a essayé de s'évader, ou s'il fomente des mouvements de contestation. Quand tu es DPS, ta cellule est fouillée plus fréquemment, il y a plus de matons qui te suivent lors de tes déplacements et si tu es extrait hors de la prison, il y a une cohue de flics pour « t'accompagner ».

Le procureur de Bastia a ouvert une enquête pour « tentative d'homicide » contre le détenu qui a attaqué les deux matons et FO Pénitentiaire parle carrément d'un « attentat ». Comment tu qualifierais l'acte d'un détenu qui se retourne contre son geôlier ?

On peut frapper toujours plus fort les enfermés, les pousser à bout, leur faire péter les plombs, mais ça n'empêchera jamais les prisonniers de se révolter. À force de traiter les gens comme des animaux, ils réagissent d'une manière instinctive. C'est une réaction normale que de se retourner contre son geôlier quand on est enfermé.

Dans quelle mesure les matons peuvent-ils faire allonger la peine des prisonniers ?

La judiciarisation à l'intérieur de la détention est un phénomène en expansion. Avant, tout se passait à l'intérieur de la détention : les matons te savataient au mitard, et ça restait en interne. Maintenant, le détenu peut

porter plainte, mais le maton aussi. Le résultat, c'est que beaucoup de gens rentrent pour des peines minimales et se retrouvent huit ans après toujours en détention, parce qu'ils ont été accusés d'outrage, de rébellion ou de menace de mort. Un outrage, par le biais de la récidive, peut vite conduire à deux, trois, quatre ans de détention en plus. Et les matons jouent évidemment la carte de la provocation pour faire craquer les détenus, et se rajouter au passage une petite prime à la fin du mois.

Certains matons réclament la création de prisons spéciales pour les « radicalisés », mais les prisons spéciales existent déjà. Que se passe-t-il à l'intérieur ?

Il y a actuellement deux prisons de haute sécurité : celle de Condé-sur-Sarthe, inaugurée en 2013, et celle de Vendin-le-Vieil, inaugurée en 2015. Ce sont des prisons qui auraient soulevé un tollé il y a 40 ans, et qui n'ont rien à envier aux QHS mais comme ce sont des prisons « modernes », high-tech, qui ne ressemblent pas à des vieilles tôles dégueulasses, les gens ont l'impression que c'est moins horrible. Mais ce n'est pas du tout le cas. Il y a des caméras partout, toutes les portes sont électroniques, tout est conçu pour réduire les rapports humains, les prisonniers se voient le moins possible et en tout petit nombre, les activités et les promenades s'effectuent à sept détenus maximum. Ces prisons sont l'aboutissement logique d'une justice qui élabore et applique des condamnations délirantes. Quand ces prisons sont sorties de terre, il y a immédiatement eu des mouvements de contestation tellement les détenus hallucinaient d'arriver dans un endroit aussi horrible, déshumanisant, sans âme et qui pousse à la psychiatrie.

C'est quoi le projet carcéral du gouvernement Macron ?

Le gouvernement dit vouloir construire de nouvelles prisons pour lutter contre la surpopulation carcérale mais il ne s'interroge pas sur la raison pour laquelle il y a chaque année 3 000 prisonniers supplémentaires. Il n'a aucune réflexion sur les peines délirantes qui sont données pour des délits mineurs, comme les outrages, et dans les faits, la loi prévoit des durées de peines toujours plus longues. Le gouvernement dit aussi vouloir augmenter les mesures privatives de liberté qui s'effectuent en dehors de la prison, de type bracelet électronique, et il présente ceci comme un moyen de lutter contre le « tout-carcéral », mais c'est une arnaque car dans les faits, les mesures privatives de liberté sont complémentaires. Ce sont des peines qui s'additionnent avec la détention, et qui coûtent beaucoup d'argent aux familles des détenus. On peut malheureusement prévoir qu'il y aura de plus en plus de prisonniers et de plus en plus de gens enfermés chez eux. On vit dans un vrai délire sécuritaire, qui promeut la peine pour la peine, la souffrance pour la souffrance.

Quelles sont les revendications les plus urgentes pour améliorer les conditions de vie des détenus ?

Il faut déjà commencer par s'intéresser aux causes de cette horreur carcérale, et ne pas se contenter de gérer les conséquences. Il faut s'interroger sur la responsabilité collective et politique de la société quant à cette « honte de la République ». S'il faut lister des revendications urgentes, ce serait : non aux peines éliminatrices, fermeture des quartiers d'isolement, non à la torture.

Propos recueillis par Jules Panetier

Pour en savoir plus sur la prison, lisez ces deux témoignages d'anciens détenus de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone :

- [« Témoignage d'un ancien détenu de VLM : “la prison, c'est pas censé être une privation de dignité”](#) », Le Poing, 16 mai 2017
- [« Immersion dans la prison de Villeneuve-lès-Maguelone »](#), Le Poing n°26, janvier 2017

"Contre la métropolisation et l'aménagement de nos vie".

Invitation à une journée de rencontres

A Nantes, pas une semaine ne passe sans que l'on apprennent qu'un nouveau projet d'aménagement urbain est à l'étude ou qu'un appel à idées est lancé. Il n'y a pas un mois qui s'écoule sans que tel ou tel boulevard soit fermé pour « réaménagement » et que l'on entend les marteaux piqueurs donner de la voix. Nantes, la ville « où il fait bon vivre » est plutôt la ville où il fait bon investir. Où le prix de l'immobilier augmente sans cesse et où le marché du BTP est en permanence renouvelé. Peut importe si des gens vivent là où on aménage, ce qui compte c'est faire tourner l'économie.

Mais justement, ces gent-es qui vivent là, il se trouve qu'elles et ils s'organisent de plus en plus pour refuser l'aménagement de leur quartier, s'opposer à l'implantation d'un gros projet ou lutter contre la restructuration de leur lieu de travail. Des collectifs se montent aux quatre coins de la ville : Chantenay, Dalby, Doulon, La Beaujoire, le square Floriot, la Petite Hollande, les nouveaux franchissements de Loire, le transfert du CHU...etc. Et nous ne citons pas tous les collectifs de quartier qui luttent contre des projets, de plus petite ampleur, mais bien plus nombreux, comme par exemple la destruction sans fins de toutes les maisons individuelles pour en faire des immeubles où la disparition des places de stationnement gratuit...

Pris un par un, tous ces projets peuvent sembler être sans lien les uns aux autres. Mais quand on les regarde tous ensemble, on se rend bien compte qu'ils sont liés, qu'ils s'inscrivent tous dans la logique de « métropolisation » (c'est à dire le réaménagement de toute la métropole Nantes-Saint-Nazaire), dans le but de rivaliser avec les autres métropoles européennes. Il faut que la ville soit attractive afin d'attirer sans cesse de nouvelles personnes (fortunées), pour leur donner envie de venir investir ou vivre ici. On crée donc de toute pièce des « besoins de restructuration ». Mais en réalité, les besoins sont ceux des grosses boîtes de BTP qui veulent constamment de nouveaux chantiers, des promoteurs immobiliers qui veulent des quartiers où le prix du m² ne fera que grimper, des trentenaires, bien propres sur eux, qui veulent une ville « verte », aérée avec vue sur la Loire, sans se soucier de qui vivait là avant. Alors on vire toujours plus loin les pauvres. On détruit les liens sociaux existants. On fabrique un centre ville vitrine pour touristes, et on truffe la ville de caméras et de flics. Faut bien rassurer l'investisseur... Et pour que tout ça passe sans trop faire de vagues, on organise des « grands débats », des « concertations » avec les habitants. A grands coups de « démocratie participative », on fait croire que tous ces beaux projets sont la volonté des habitant-es...

C'est parce que nous pensons que toutes ces luttes sont reliées par les mêmes logiques de dépossession de nos quartiers et lieux de vie collectifs et que nous avons toutes et tous à apprendre des autres, que nous souhaitons organiser ces rencontres contre la métropolisation et l'aménagement de nos vie. Ce sera l'occasion de venir présenter les différentes luttes en cours et d'échanger sur nos stratégies et analyses.

Vous êtes toutes et tous (collectifs et individu-es) chaleureusement invité-es à cette journée qui aura lieu le Samedi 7 Avril à partir de 9H30 à la « Maison des habitants et du citoyen », place des Lauriers, quartier Bellevue, Tram1 arrêt « Lauriers ».

Si vous souhaitez venir présenter votre collectif/lutte, ou si vous voyez des sujets que vous pensez importants à aborder, n'hésitez pas à nous contacter.

Un prè-programme sera bientôt communiqué.

Pour que cette journée soit une réussite il faudrait que le plus de personnes possible soit au courant qu'elle existe. Alors, même si vous ne venez pas, n'hésitez pas à faire tourner cette invitation (mail, sms, réseaux sociaux) et surtout à en parler autour de vous.

Entrez libre.

Le CNCA et Nantes Nécropole

cnca@riseup.net nantesnecropole.noblogs.org

Caen : Révoltons-nous contre la machine à expulser !

Un toit, des fringues, et même de potentiels papiers, sont déjà beaucoup, mais ne résoudront jamais les causes des migrations contraintes. Les indésirables, toujours plus nombreux et nombreuses dans le monde d'aujourd'hui, sont les cobayes de la répression et de l'administration de nos vies sacrifiées au nom du fric et d'un progrès qui nous mène au désastre.

En outre, la condition qui leur est faite par les gens au pouvoir et leurs complices sert d'abord à maintenir un ordre existant merdique, et annonce les modes de gestion et de répression de tout pas de côté et de toute révolte. Il est impossible pour nous de nous contenter d'en rester là. Nous sommes tous et toutes déterminé-e-s à ne pas laisser en paix les gens qui décident de laisser crever, de parquer, fiché, faire la chasse à des personnes parce qu'elles n'ont pas le bon bout de papier et essaient de trouver un endroit où vivre un peu plus dignement. C'est pourquoi nous comptons lutter contre la machine à expulser en mettant en cause l'existence même des frontières et des Etats. Il n'y aura jamais de liberté de circulation, si ce n'est pour les riches, tant qu'ils existeront. Au moment où sept camarades et compagnon-nes passent en procès, accusé-e-s d'avoir contribué aux sabotages de la machine à expulser (dégradations de locaux de collabos, à savoir Air France qui reconduit aux frontières, Bouygues qui construit les taules, la SNCF qui balance aux flics), nous tenons à affirmer notre détermination à nous opposer à l'ordre existant par une lutte autonome des organisations politiques et syndicales.

Auto-organisation !! Action directe !!

Des révolté-es.

Discutons-en le mercredi 31 janvier, à 18h, à la Pétroleuse (163 cours Cafarelli Mondeville, près des dépôts pétroliers sur la presqu'île) Selon les envies, une projection du film documentaire "Et nous jetterons la mer derrière vous" sera possible.

Les exilé.e.s occupent Paris 8 !

Nous occupons depuis ce Mardi 30 janvier le bâtiment A de Paris 8 Université à Saint Denis. Nous, personnes exilées et leurs soutiens, avons pris possession de ce bâtiment pour prolonger le mouvement général contre les politiques migratoires racistes.

01/02/2018 : La Présidence nous avait proposé de nous déplacer dans l'amphi X. Les occupant.e.s exilé.e.s ont refusé car cela ne correspond pas du tout à un lieu de vie. Les accords avec la Présidence semblent donc être

rompus : plus d'accès aux douches, contrôle des sacs à l'entrée, le matériel ne rentre plus. La priorité était de garantir des conditions d'hygiène et de sécurité, ce qui n'est plus le cas. Nous avons besoin de votre soutien !

Réponse à Lundi Matin et sa lutte contre l'anormalité des formes de vie anarchistes

Calimero, le petit syndicaliste libertaire, est en perpétuelle crise d'identité. Les autres habitants de la basse-cour ne le reconnaissent pas, le snobent, le mortifient. Il pleurniche, crie, tape des pieds, mais finalement il fait son baluchon et part en sautillant. Quelle rage, quelle impuissance ! Il voudrait devenir grand, fonder une famille, être respecté, se faire un nom et une place dans la société, et finalement... il reste petit, seul, souvent moqué. *C'est vraiment trop injuste*. Et vous savez à cause de quoi ? A cause de cette couleur noire qui lui colle à la peau. Noire, vous comprenez ? Comme les ténèbres, comme le crime, comme le Mal. Ça fait fuir les gggens ! Après des années d'expérience, Calimero s'en est rendu compte et veut y trouver un remède. La Tiquunne est arrivée à son secours, avec son lave-idées.

Même s'il fait le syndicaliste dans les quartiers pauvres, Calimero pense et s'exprime comme un courtier des quartiers riches. Pour lui, si on dépense du militantisme, c'est pour faire un investissement dans le mouvement. Ça n'en vaut la peine que s'il y a un gain, au moins en puissance. Voilà son souci, formulé magistralement dès le début : « Est-il intéressant ou stratégiquement recommandable d'arborer les drapeaux identitaires dans le marché des processus révolutionnaires ? ». Noon, ça ne l'est pas. Tout ce noir sur les étals du marché doit être retiré. Il ne promet ni candeur ni gaieté, il souille. Là où il y a du noir, les clients s'effraient et ne s'approchent pas. Là où il y a du noir, la police vient faire des contrôles. Une évidence aux yeux de tous.

Calimero a aussi ses raisons. Seulement, il oublie un détail. Pour lui, le noir est la couleur d'une marchandise en vente qui périmé et qui, un jour ou l'autre, ne sera plus à la mode. Pour lui, le noir est la couleur d'un uniforme qui, un jour ou l'autre, s'abîmera. Pour lui, le noir est la couleur d'une identité idéologique qui ne marche plus. Une sorte de suie qu'il faut nettoyer. Mais ceux qui ne font pas les syndicalistes courtiers, et ne sont absolument pas animés par un esprit politique, savent bien que « toute vraie liberté est noire ».

Contrairement à ce que s'acharnent à répéter ses nombreux détracteurs, l'anarchisme n'est pas un complexe de données caractéristiques et fondamentales qui permettent une forme d'identification, c'est-à-dire une identité. C'est un ensemble d'idées et de pratiques portées par ceux qui pensent que la liberté est incompatible avec le pouvoir, et qui se battent pour affirmer la première contre le second. Être contre l'anarchisme signifie donc, d'une certaine façon, être en faveur de l'autorité, penser que celle-ci - sous une de ses multiples formes - puisse permettre, protéger, favoriser la liberté.

Il est évident qu'être anarchiste n'est pas une obligation. Ce n'est pas avantageux, ce n'est pas populaire, ce n'est pas commode, et ça peut être dangereux. Et en effet, la plus grande partie de l'humanité, qui sait à peine ce qu'est l'anarchisme, ne l'est certainement pas. Néanmoins, le peu qui le sont, ceux qui pensent que l'autorité haïe est l'ennemie mortelle de la liberté chérie et vice et versa, pourquoi devraient-ils avoir honte ? Pourquoi devraient-ils le cacher ? Pourquoi devraient-ils nier la réalité de leurs idées ? Peut-être parce que celles-ci ne « marchent » pas ? Ce serait une considération stupéfiante par sa double stupidité. D'abord parce que l'anarchisme a davantage à voir avec l'éthique qu'avec la politique (*ce qui est juste* est plus important que *ce qui marche*, au grand dam des calculs stratégiques), et ensuite parce qu'il ne nous semble vraiment pas qu'une quelconque configuration du pouvoir ait jamais « fonctionné » pour apporter de la joie aux êtres humains et de la beauté à la vie.

Calimero se définit libertaire, ses idées le pousseraient vers l'anarchisme. Mais c'est aussi un syndicaliste-

courtier et ses affaires politiques le poussent bien loin de l'anarchisme. Cette contradiction – vieille de plus d'un siècle – le fait disjoncter, comme on peut l'apercevoir dans ses mots. D'abord il fait une distinction entre identités imposées par le "bio-pouvoir" et identités auto-imposées par les individus, puis il se débarrasse de cette distinction et la mélange allégrement. Sans peur du ridicule, il nous dit de manière candide que « se déclarer *anti-système*, *anarchiste* ou d'une quelconque étiquette similaire, signifie aujourd'hui entrer dans la logique du pouvoir » parce que, ce faisant, on se sépare du reste de la population et on facilite la répression. Plus qu'un concept stratégique, un raisonnement farfelu. Déjà, on ne comprend pas quel est le véritable nœud du problème, si c'est l'anarchisme en soi ou son affirmation publique ? Si c'est le fait qu'il nous isolerait de la population ou bien qu'il facilite la répression ? Là encore, on est en pleine confusion, Calimero brouille les cartes. Veut-il dire aux anarchistes qu'ils devraient arrêter d'être anarchistes, ou alors qu'ils devraient faire semblant de ne pas l'être pour mieux se mêler à la foule ? Pourtant, lui qui veut « revenir sur Terre d'urgence » devrait s'être rendu compte que beaucoup d'anarchistes déclarés ne finissent nullement dans le collimateur de la répression (qui n'est pas suffisamment idiote pour prendre en chasse tous ceux qui agitent un drapeau noir). De fait, il y a de nombreuses personnes respectables parmi les anarchistes déclarés, certains d'entre eux jouissent même d'une reconnaissance publique : universitaires, avocats, artistes, ouvriers dans des usines d'armes, assistants sociaux dans les prisons... (d'ailleurs chez les communistes, il y a même des flics et des magistrats). En outre, si en se déclarant ennemi du pouvoir on entre dans sa logique, alors que faudrait-il faire pour en sortir ? Se déclarer ses amis ? Se taire et laisser parler les autres, les zélotes de la pensée unique démocratique ? Mais, puisque le langage crée des mondes, de cette manière on ne ferait alors que se résigner au monde du pouvoir, voire carrément le confirmer.

Fiévreux, Calimero complique ultérieurement son raisonnement en soutenant que « Le pouvoir, avant de vouloir nous détruire [...] cherche bien davantage à nous *produire*. Nous produire comme sujets politiques : comme anarchistes, anti-systèmes, radicaux, etc. ». Donc les soi-disant anarchistes ne font pas seulement le jeu du pouvoir, ils en sont un produit ! Ils font son jeu parce qu'ils en sont les créatures ! Et bien oui, nous l'admettons : que le pouvoir produise des sujets politiques non seulement parmi les défenseurs de l'ordre, mais aussi parmi les subversifs, c'est indéniable. Il suffit de penser au passé, à des ministres comme Juan Garcia Olivier et Federica Montseny, ou bien au présent, à des conseillers municipaux comme Benjamin Rosoux et Manon Gilbert. D'ailleurs, tous ceux qui cherchent à conquérir le pouvoir, à l'administrer, à le conseiller, à le corriger, à le substituer, sont des sujets politiques produits par lui. Cela dit, il faut vraiment être des imbéciles pour croire que le pouvoir produit ceux qui veulent le détruire (s'il le fait, cela advient involontairement, exactement comme le nazisme produisait les partisans ; mais cela ne viendrait jamais à l'esprit de quelqu'un de soutenir que les partisans étaient « des identités idéologiques » qui se séparaient du reste de la population). De fait, le pouvoir ne produit que des autoritaires, mais parfois il arrive à « corrompre » certains anarchistes en les charmant avec ses sirènes.

Dans sa ferveur anti-anarchiste, Calimero arrive à une autre affirmation bizarre. D'après lui, ce n'est pas l'État « qui est responsable d'une bonne partie du désastre en cours », ni le capitalisme et autre ; la cause de l'aliénation de masse qui prédomine aujourd'hui n'a rien à voir avec la propagande et avec la technologie – non, c'est entièrement la faute de la « politique d'extraterrestres » mise en œuvre par les « identité[s] révolutionnaire[s] ». En somme, si le pouvoir domine incontesté sur la Terre, c'est grâce aux quelques isolés soi-disant révolutionnaires qui depuis la Lune incitent à l'abattre, mais pas du tout aux nombreux influents soi-disant non-révolutionnaires qui sur la Terre le soutiennent, le justifient, le consolident, le conseillent. Mystères de la dialectique.

À un moment donné, le courtier qui est en Calimero éclate, étonné que personne ne se soit posé la question clé

de tout bon investissement : « Que nous apporte exactement le fait de nous déclarer anarchistes ? ». Exprimer ses propres idées pour commencer à défier l'idéologie dominante et créer son propre monde ne l'intéressant pas, Calimero demande seulement où est l'avantage, le profit, l'utilité. Nulle part, évidemment ! La police nous surveille et les clients font des achats sur d'autres stands du marché de la politique. Inspiré par la Tiqqunnine, pour nous faire comprendre quelle conclusion déduire, Calimero se sert de Foucault : « sans doute l'objectif principal aujourd'hui n'est pas le fait de découvrir, mais plutôt de refuser ce que nous sommes ». Refuser ce que nous sommes aux yeux de l'État, c'est à dire ses citoyens, c'est le minimum que l'on puisse faire. Mais refuser ce que nous sommes aux yeux de nous-même... et non pas par lâcheté ou hypocrisie, mais pour « un exercice d'humilité et de sincérité » ?

Embarrassant, vraiment. Il nous semble déjà l'entendre, la Tiqqunnine, avec sa voie de connasse : *nous y revoilà, Calimero ! Tu n'est pas noir, tu es juste sale !*

Une immersion enthousiaste dans une situation, un vigoureux coup de brosse du lave-idées, et hop ! Après un instant voilà Calimero qui ré-émerge sous une pluie d'applaudissement dans les nouveaux habits du citoyen souriant et candide comme la neige, prêt à pépier des louanges aux miraculeux effets blanchissants de la politique. On comprend trop bien pourquoi la Tiqqunnine autoritaire française a caressé le Calimero libertaire espagnol qui sur un hebdomadaire anarchiste a invité les anarchistes à refuser ce qu'ils sont, à se nettoyer de leur propre anarchisme.

Tant d'amitié politique dans leur réciproque recherche de consensus populaire !

Tant de mise en commun d'intention dans leur frénésie d'organiser un petit bout de société ! Tant d'intérêts partagés à faire en sorte que les gggens restent ainsi !

Cela nous a ému de voir cette harmonie entre ceux qui snobent les initiatives vouées à diffuser les idées (comme les conférences et les débats) et qui saluent celles vouées à satisfaire les besoins (tel que le logement ou le travail). Parce ce que remplir l'estomac d'autrui procure de la reconnaissance, de la main d'œuvre, de la réputation, comme le savent aussi bien les prêtres (voués à l'assistancialisme caritatif dans les paroisses) que les boutiquiers militants (engagés dans le travail politique sur le territoire). La conscience, en revanche, à quoi sert-elle ? Elle ne se contrôle pas, elle ne s'organise pas, elle est même dangereuse car elle pourrait se révéler un jour contre-productive. À force de réfléchir, d'ailleurs, quelqu'un pourrait arriver à des conclusions inconfortables. Par exemple, que l'on n'arrive pas à la liberté à travers l'autorité. Qu'il est ridicule de partir avec un sac plein à craquer de désirs insurrectionnels, d'aspirations subversives et de radicalité rhétorique si cela génère des postes municipaux et des interviews aux médias (mais, ne fallait-il pas passer inaperçus ? Mais, n'était-il pas impossible de dissocier la lutte et la vie ?). Qu'il est hypocrite d'évoquer combien est « complexe, dynamique et en certaines occasions contradictoire » le processus révolutionnaire dans le but de cacher l'opportunisme de ses fins stratégiques qui divisent les moyens d'une lutte de ses objectifs (mais, la séparation n'était-elle pas la logique du pouvoir ?).

Balancés dans une réalité externe aberrante et effrayante, les anarchistes sont marqués du sceau de la diversité. Ils ont un corps disgracieux, une grosse tête toujours dans les nuages, un langage barbare, qui leur rappellent qu'ils non pas le droit d'appartenir à la complaisante communauté du Papa Peuple et de la Maman Politique. Que dans un monde totalement formaté par l'autorité et par la marchandise, ils sont des perdants-nés. Souffrances et frustrations marquent le parcours du Vilain Petit Canard anarchiste, lequel est conscient des difficultés, de l'effort, et aussi des rares probabilités de réussir, un jour, à devenir un cygne.

Mais il n'y a pas d'alternatives, il ne peut pas et il ne compte pas ôter et renier ce qu'il est. Il refuse l'illusion d'un monde bonifié par un changement de couleur et un peu de politique, d'une liberté sans conscience. Il méprise l'aberration d'une existence humaine mesurée par les stratégies du marché. L'affirmation facile d'une

forme-de-vie plus balourde que joyeuse est une affaire bien misérable, surtout en considérant que le prix à payer est la perte de toute individualité et autonomie, liée à l'impossibilité de progresser dans une connaissance destinée à la compréhension de soi-même et de ce qui nous entoure. « Une autre manière d'habiter le monde » ne nous intéresse pas. Nous rêvons, nous désirons, nous voulons réaliser un monde qui soit tout autre, où la vie soit tout autre, où les rapports soient tout autres. « *Rara avis in terris nigroque simillima cycno* » est la phrase du poète latin Giovenale dont est tirée la locution qui était utilisée dans les discussions philosophiques du XVIe siècle pour indiquer un fait considéré comme impossible ou pour le moins improbable : *le cygne noir*. La rencontre entre l'anarchisme et l'insurrection, la seule possibilité de balayer toute autorité, aussi minuscule soit-elle, de la face de la terre.

[Titre original : *A proposito di anarchismo e (crisi di) identità - Per un anarchismo senza dipendenze*, traduit de l'italien de [Finimondo](#).]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Saint-Denis (93): des exilé.e.s occupent l'Université Paris-8 !

Nous occupons depuis ce mardi 30 janvier le bâtiment A de Paris 8 Université à Saint Denis. Nous, personnes exilées et leurs soutiens, avons pris possession de ce bâtiment pour prolonger le mouvement général contre les politiques migratoires racistes.

Le bâtiment A de l'université Paris 8 à Saint Denis est occupé depuis le mardi 30 janvier 2018 par des personnes exilées et leurs soutiens.

Nous avons pris possession du bâtiment A. Notre occupation s'inscrit dans le mouvement général de protestation contre les politiques migratoires européennes indignes et dans la continuité des occupations d'universités à Grenoble, Lyon, Nantes et dans d'autres villes.

Migrant.e.s, associations et particuliers s'élèvent et se mobilisent aujourd'hui plus que jamais, contre le traitement désastreux réservé aux personnes migrant vers l'Europe.

De l'enfer de la Libye aux conditions « d'accueil » aux frontières de Schengen ; des dizaines de milliers de noyé.e.s dans la Méditerranée, au harcèlement policier à Porte de la Chapelle et à la Villette ; de la répression bureaucratique menée par l'OFPRA et l'OFII au « délit de solidarité » dont on accuse les soutiens militants : la politique migratoire européenne continue de s'illustrer par son racisme et son inhumanité. Le règlement de Dublin est responsable de l'expulsion des exilé.e.s vers les périphéries de l'Europe et contraint ces mêmes personnes à dormir dans la rue et à subir le froid et le harcèlement des forces de l'ordre. Parmi eux-elles, beaucoup de mineur.e.s. Pour les dubliné.e.s comme pour beaucoup de demandeur.euse.s d'asile et de sans-papiers, l'incertitude administrative et matérielle est la source d'une profonde détresse psychologique alors qu'ielles sortent d'un voyage éprouvant.

Dans les prochains mois, le gouvernement français va faire voter la loi « Asile et Immigration ». Sous couvert d'améliorer l'accueil d'une faible proportion de personnes obtenant l'asile, cette loi condamne encore la majorité des exilé.e.s à la déportation, à l'enfermement ou à la clandestinité.

Dans un même temps, le pouvoir exécutif organise la répression et les expulsions jusque dans les centres d'accueil et d'hébergement (circulaire Collomb et règlement de Dublin) poussant les exilé.e.s à dormir dans la rue plutôt que dans ces lieux.

Les personnes exilées participant à l'occupation en ont fait l'expérience. Nous condamnons ces choix politiques.

Nous voulons :

- La fin immédiate du règlement de Dublin
- La fin de la distinction entre « migrant-e-s économiques » et « réfugié-e-s politiques », pour en finir avec une politique qui trie les « bon-ne-s » et les « mauvais.es » migrant-e-s
- Des papiers pour tou-te-s
- La liberté de circulation et d'installation pour tou-te-s
- Le droit au logement, à l'éducation et à la formation
- Et enfin, des excuses publiques pour les milliers de vies détruites.

Nous vous appelons à nous rejoindre et à nous soutenir sur le lieu d'occupation (matériellement, financièrement et physiquement) et à participer avec nous à la marche des solidarités, le 17 mars, partout en France. Nous rejoignons l'appel de Lyon et de Nantes. L'Université doit être un lieu politique et ouvert à tou-te-s. Contre l'Université élitiste et sélective que nous promet le projet de loi du gouvernement, nous défendons une Université libre et collective : un lieu de résistance en écho aux lieux occupés.

Nous appelons à occuper les Universités et tout autre lieu, partout où vous le pouvez.

Les occupant-e-s du bâtiment A & le Comité de Soutien aux Occupant-e-s
Mardi 30 janvier 2018, Saint-Denis

Contact presse: paname-solidarite@@@riseup.net

Annecy (Savoie) : Même en plein jour...

L'Essor Savoyard / Lundi 29 janvier 2018

Dimanche 28 janvier 2018, deux jeunes gens ont été surpris, en plein jour, par les policiers d'Annecy en train de taguer le mur du commissariat d'un » Nique la police « très explicite du message qu'ils voulaient faire passer. Le tagueur en chef, un mineur, a été placé en garde à vue et fera l'objet d'une composition pénale.

This entry was posted in [ACAB](#) and tagged [Annecy](#), [Haute-Savoie](#). Bookmark the [permalink](#).

Eybens (Isère) : Le supermarché part en fumée

Le Dauphiné Libéré / dimanche 28 janvier 2018



Les sapeurs-pompiers de l'Isère sont en train d'intervenir à Eybens pour venir à bout de l'incendie qui s'est déclaré en tout début de soirée dans le magasin Lidl. Les dégâts sont

considérables.

L'intervention des sapeurs-pompiers s'est terminée vers 23h30. Le magasin a été laissé à la surveillance d'une société de gardiennage pour s'assurer qu'il ne serait pas cambriolé.

Une enquête a été ouverte par la gendarmerie dont les techniciens en investigation criminelle sont intervenus hier soir pour procéder aux premières constatations. La piste de l'incendie volontaire est fortement privilégiée.

This entry was posted in [Les affameurs](#) and tagged [Eybens](#), [Isère](#), [Lidl](#). Bookmark the [permalink](#).

Dordogne : Contre la SNCF et ses sbires

FranceBleu / jeudi 4 janvier 2018

Un contrôleur de train a été agressé ce jeudi matin, vers 6 heures, dans le TER Bergerac-Bordeaux. Trois jeunes sans billet, l'ont insulté et menacé de mort avant de caillasser les vitres du train.

Tout est parti d'un simple contrôle alors que les voyageurs finissent tranquillement leur nuit vers 6 heures du matin. Le chef de bord demande aux trois copains leur billet mais les trois compères n'en ont pas. Pas d'argent non plus pour payer l'amende ni de pièce d'identité. Le ton monte, les insultes fusent. Les jeunes menacent de mort le contrôleur.

Mais quand les gendarmes sont prévenus, les trois amis font marche arrière, descendent du train en gare de Gardonne. **Avant de partir, ils caillassent les vitres du train.** Quand les forces de l'ordre arrivent les jeunes se sont volatilisés.

Le contrôleur habitué à ces rapports musclés est quand même très choqué. Il a porté plainte contre X. Une enquête est ouverte

« *C'est devenu le Far West, il n'y a plus de limite et les jeunes débordent rapidement. On ne dit même plus bonjour aux contrôleurs* » explique Stéphanie Durand, contrôlease déléguée CGT, même plus surprise d'apprendre qu'il y a eu une nouvelle agression surtout sur la ligne Bergerac-Bordeaux. Les jeunes eux restent introuvables. Heureusement, il n'y a pas eu de blessé lors de l'agression.

This entry was posted in [Bouffe du riche](#) and tagged [contrôleurs](#), [Dordogne](#), [SNCF](#). Bookmark the [permalink](#).

Calais : Situation tendue et échauffourée contre les CRS

extrait de la Voix du Nord / vendredi 26 janvier 2018

Une rixe a opposé migrants et CRS, alors que ceux-ci menaient une opération de démantèlement d'un camp, jeudi après-midi, à proximité du lieu de distribution de repas de la rue des Verrotières. Des associatifs dénoncent la politique de harcèlement menée par le gouvernement et alertent sur l'exaspération et la tension qui prévalent sur le terrain.

De sérieux incidents ont éclaté jeudi après-midi rue des Verrotières. À l'origine des troubles, une opération de police visant à démanteler un campement installé non loin du lieu de distribution des repas. **Certains des migrants présents ont résisté à l'opération et un affrontement** a eu lieu avec les forces de l'ordre.

Au terme de cet affrontement, un migrant a été sérieusement blessé : « *Il a reçu un projectile, sans doute une grenade lacrymogène, sur la face*, témoigne Loan Torondel, de l'association L'Auberge des migrants. *Son arcade sourcilière a éclaté, et son nez a reculé dans sa boîte crânienne. Celle-ci est fracturée. Il va peut-être*

perdre un œil. » [...] Selon Loan Torondel, « *la tension est extrême, je n'ai jamais connu cela. Le nombre de migrants a augmenté, ils sont 700 ou 800. [... on arrête là avec les lamentations des humanitaires; NdAtt.]*

Selon la préfecture, on dénombre **quatre migrants blessés (dont le pronostic vital n'est pas engagé), et deux blessés parmi les CRS**. Deux migrants ont été interpellés et placés en garde à vue au commissariat de Calais. L'un des deux, mineur, sera déféré, ce samedi matin, et présenté devant le juge des enfants au tribunal de Boulogne-sur-Mer.

This entry was posted in [Contre les frontières](#) and tagged [Calais](#), [Pas-de-Calais](#). Bookmark the [permalink](#).

Paris : Report du second procès de la lutte contre la machine à expulser

L'audience au fond se déroulera donc le vendredi 22 juin 2018 toujours devant la 16e chambre, mais cette fois dans la nouvelle usine à écraser et à punir : le nouveau palais de justice de Paris situé dans le 17e arrondissement (métro porte de Clichy).

L'ironie de cette date, est que [ce procès de la lutte contre la machine à expulser](#) se tiendra 10 ans jour pour jour après la révolte au cours de laquelle des sans-papiers avaient incendié le plus grand centre de rétention du pays, celui de Vincennes (22 juin 2008).

Et comme le hasard fait parfois bien les choses, les visites inamicales dans les boutiques d'Air France, de la SNCF et de Bouygues que l'Etat entend faire payer huit ans plus tard à quelques-un.e.s, s'étaient d'ailleurs justement déroulées le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation de dix sans-papiers à des années de prison ferme pour cette révolte incendiaire.

Rendez-vous donc le 22 juin 2018 à 13h30 pour ce procès...

...Aujourd'hui comme hier, feu à toutes prisons, sabotons à la machine à enfermer et à expulser !

[Repris d'Indymedia Nantes.]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Des mauvais moments pour les bleus (fin janvier 2018)

Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) : La réponse aux cow-boys en bleu

extrait du Parisien / dimanche 28 janvier 2018

La nuit de samedi à dimanche a été agitée à Villeneuve-la-Garenne, où forces de police et les pompiers ont dû intervenir dans le quartier de la Caravelle. Les policiers ont été dépêchés pour contenir **plusieurs rassemblements d'émeutiers, qui les auraient accueillis en leur jetant divers projectiles. Les pompiers sont, eux, intervenus sur des feux de poubelles et des feux de conteneurs dans les alentours du square Jean-Giraudoux.**

Ces rassemblements auraient eu lieu en réaction à la diffusion d'une vidéo, qui prend de l'ampleur sur les réseaux sociaux. Elle montre un motard de la police en train de tirer plusieurs balles sur une voiture en fuite. Elle aurait été filmée vendredi 26 janvier à Villeneuve, à la sortie de l'autoroute A 86, au rond-point de

l'avenue de Verdun. Là où, lors d'un contrôle routier après un refus d'obtempérer, un motard a effectivement fait feu sur un véhicule en fuite. [...]

Rillieux-la-Pape (Rhône) : Du barouf en ville

Le Progrès / mardi 16 janvier 2018

Le climat de violences urbaines est palpable depuis plusieurs jours à Rillieux-la-Pape. **Le week-end a été émaillé par des outrages aux policiers et des feux de poubelles.**

Lundi après-midi, des rodéos à moto ont semé le trouble sur l'avenue de l'Europe. Le début de soirée a été mouvementé: **une voiture siglée du Grand Lyon a été renversée, et mise sur le toit au milieu de l'avenue de l'Europe** au niveau de l'agence de la Caf. Les bus TCL ont dû être interrompus.

Dans la nuit de lundi à mardi, vers 3 heures du matin, **trois voitures en stationnement ont été incendiées**, place Alexandre-Dumas. Une enquête a été ouverte au commissariat de Rillieux-la-Pape.

Pontoise : Flics, caméras e citoyens n'arrêtent pas le feu

La Gazette du Val d'Oise / mercredi 17 janvier 2018

À Pontoise (Val-d'Oise), en dépit des arrestations et des diverses initiatives prises récemment, tant par les autorités que par des habitants dans les quartiers des Louvrais et Cordeliers (Groupe local de traitement de la délinquance, vidéosurveillance, conseils citoyens, pétitions, dispositif Voisins vigilants, etc.), les incendies de véhicules régulièrement constatés depuis plusieurs mois dans ce secteur, se poursuivent.

Quatre nouvelles voitures ont brûlé la semaine dernière dans le quartier des Cordeliers. La preuve par l'image avec cette photographie d'une carcasse d'une Renault Clio, prise mercredi 10 janvier, rue Paul-Gauguin.

Depuis les émeutes de 2005 et violences urbaines qui avaient éclaté dans les banlieues françaises après le décès de deux adolescents dans un site Edf, à Clichy-sous-Bois, plus aucune préfecture ne communique sur le nombre d'incendies de véhicules. La période des fêtes semblait pourtant avoir été relativement calme à Pontoise...

Corbeil-Essonnes (Essonnes) : Même les chiens sont solidaires contre les keufs

Le Parisien / mercredi 24 janvier 2018

Les violences envers les policiers ont encore franchi un palier ce mercredi dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (Essonnes), déjà coutumier des attaques aux pavés sur les véhicules en patrouille. Vers 16 heures, **deux membres de la brigade anticriminalité ont été attaqués par des familles dans les étages d'un immeuble, rue Racine. Ils ont tenté de séparer les fonctionnaires qui poursuivaient deux jeunes, et ont lâché un pitbull sur l'un d'eux. Les deux hommes se sont vus prescrire plus de 3 semaines d'ITT chacun.** Avant l'agression, les trois policiers effectuent une ronde dans ce secteur de la commune touché par le trafic de stupéfiants. Ils aperçoivent deux jeunes devant un hall d'immeuble. Ces derniers prennent la fuite dans les étages à la vue de la voiture sérigraphiée. Deux fonctionnaires mettent pied à terre et se lancent à leurs trousses.

Les fuyards tambourinent aux portes du palier d'un des étages lorsque les agents arrivent. Deux familles ouvrent leurs portes et prêtent main-forte... aux deux jeunes. La rixe débute à neuf contre deux.

Les policiers reçoivent des coups de poing. Puis l'une des deux familles lâche un pitbull sur l'un des agents, qui parvient à maintenir l'animal à distance en tendant son pied et en le frappant. Pendant ce temps, le deuxième fonctionnaire est tiré de force vers l'un des appartements. Pour éviter d'être séparé de son collègue, le policier attaqué par un chien glisse son pied dans l'entrebâillement. Mais la porte est violemment refermée à plusieurs reprises.

« Trois gonds ont sauté tellement ils ont tenté de fermer la porte fort », reprend le syndicat Alliance. En bas, le policier ne voyant pas ses collègues revenir et ne pouvant les rejoindre à l'intérieur de l'immeuble, réclame du renfort. Ils arrivent rapidement et permettent d'interpeller 5 personnes.

Les deux agents n'auraient pas de graves blessures au visage malgré les coups, mais ils devaient passer des examens médicaux dans la soirée. « L'un d'eux a aussi été sérieusement touché à la cheville et au genou en tentant de maintenir la porte ouverte », indique une source proche du dossier. [...]

Grigny (Essonne) : Pierres et mortiers

Le Parisien / vendredi 19 janvier 2018

Un classique du square Surcouf dans le quartier de Grigny-II. Dans la nuit de mercredi à jeudi vers minuit, **une patrouille de police a été caillassée par un groupe de jeunes. Seule la portière du véhicule a été abîmée. Un mortier a également été tiré dans leur direction, manquant les fonctionnaires de 5 m.** Ces derniers ont riposté au lanceur de 40 avant de poursuivre leurs agresseurs dans une tour de la rue Lavoisier. Ils sont parvenus à interpellé celui étant identifié comme le meneur et ayant tiré au mortier. Ce jeune, de 20 ans, récidiviste, a été condamné à 13 mois de prison avec maintien en détention par le tribunal correctionnel d'Evry ce vendredi. Un autre casseur de 18 ans a écopé de six mois de prison avec sursis. Les deux ont nié les faits assurant être sortis acheter un sandwich.

Bondy (Seine-Saint-Denis) : Attention, chutes de blocs de béton !

Le Parisien / dimanche 21 janvier 2018

Ce morceau de trottoir a été projeté sur des policiers à Bondy. Ils estiment que le projectile était destiné à les tuer.

Six policiers du commissariat de Bondy (Seine-Saint-Denis) l'ont échappé belle samedi après-midi. Ces fonctionnaires de la BAC, la brigade anti-criminalité, étaient en train d'inspecter les caves d'un immeuble de la Sablière, route de Villemomble, lorsqu'un énorme bloc de béton de plusieurs dizaines de kilos s'est écrasé à leurs pieds. Ils ont déposé plainte, estimant avoir échappé à «une tentative d'homicide».

Samedi à 15 heures, les six policiers, trois hommes de la Brigade anticriminalité (BAC) et trois de la brigade de sécurité des quartiers (BSQ), étaient descendus dans les parties communes de ce bâtiment. Ils intervenaient à la suite de plaintes de riverains excédés par le trafic de drogue. Alors qu'ils étaient toujours dans une cave, ils ont entendu du bruit provenant de l'extérieur.

«Ils ont ouvert une porte donnant sur un escalier situé dehors. **En levant la tête, ils ont juste eu le temps de voir cinq hommes projeter à bout de bras le morceau de trottoir**», relate un de leurs collègues. Quand le

bloc s'est fracassé en trois parties devant eux, deux des six fonctionnaires étaient plus exposés. Ils ont refermé rapidement la porte et se sont mis à l'abri avec le reste de l'équipe. [...]

Les renforts venus à leur secours ont été accueillis par des jets de cailloux. Les auteurs n'ont pas été interpellés.

Nos camarades de Saint Petersburg prennent cher, ne les oublions pas !

Ce dimanche 4 février à 20 heures, la cantine populaire du CSA d'Ivry sera l'occasion d'apporter notre soutien aux copains et copines de Saint Petersburg qui subissent actuellement une répression particulièrement accrue de la part de l'État russe. Explication.

Un camarade russe en exil profitera de la cantine populaire qui s'organise tous les dimanche au Centre Social Autogéré d'Ivry pour nous évoquer brièvement la situation de la répression en Russie. L'argent récolté pour le repas ira en soutien de celles et ceux qui sont actuellement arrêtés et poursuivis à Saint Pétersbourg.

Pour mieux comprendre, les appels traduits par l'Alternative International Movement - Paname :

Nous demandons à touTEs d'informer le plus grand nombre de personnes a propos des événements terribles qui se passent actuellement à Saint Petersburg en Russie.

Avant les élections présidentielles et la coupe du monde 2018, bon nombre de violences illégales perpétrées par les autorités ont lieu dans le pays. Le service de sécurité fédérale russe (FSB) détient des représentants de groupes antifascistes et anarchistes à travers le pays sans réelle procédure. Seule votre aide dans le partage de cette information pourrait nous aider à prouver l'innocence de nos camarades !

La situation la plus révélatrice est la detention de plusieurs membres de la « communauté terroriste » à Saint-Pétersbourg.

Ce terme, utilisé par les autorités russes, définit la coopération entre activistes. Selon l'enquête, des personnes non identifiées « partageant des idéaux anarchistes » étaient unies au sein de la « communauté anarchiste » dont le but était l'activité terroriste et sa propagande.

Le premier, Viktor Filinkov, est maintenu en préventive dans un centre de détention du FSB. Il a été torturé pour obtenir un témoignage. Le second, Igor Shishkin, est emprisonné pour un mois et 25 jours (jusqu'au 23.03.2018). Le service d'investigation du FSB est en train d'instruire une affaire criminelle. Dans 2 appartements (selon certaines informations 3) ont eu lieu des perquisitions où tout le matériel informatique a été saisi. Ceux présents depuis le début ont été interrogés. Deux camarades sont témoins : Ilya Kapustin et Alexey R. Ils ont été torturés pendant les interrogatoires. Après l'interrogatoire, Alexei a demandé une aide médicale, Ilya a fait attester ses blessures par les services médicaux et compte poursuivre en justice ceux qui l'ont torturé. D'après certaines sources (non officielles) il pourrait y avoir plus de victimes de cette situation. Nous n'avons pour le moment pas davantage d'information car les personnes torturées pourraient se murer dans le silence et la peur pour leur vie et leur liberté suite aux tortures subies.

Toutes les actions d'investigations : la torture et les pressions enfrenant la procédure criminelle (205.4 du code pénal russe porte sur les affaires d'organisation terroriste) sont mise en place à la demande de la cour de l'état de Penza.

Tous les interrogatoires se sont passés de la même manière :

Ilya Kapustin :

« Quand je ne savais pas quoi répondre à leurs questions - par exemple je n'avais aucune idée de qui ils parlaient- ils me frappaient par choc électrique entre ma poitrine et l'estomac. Ils ont utilisé les chocs électriques pour me forcer à dire que mes amiEs entreprenaient des actions illégales ».

Viktor Filinkov :

« Ils m'ont amené en dehors de la ville, dans la nature et m'ont frappé et torturé à l'aide de chocs électriques. Ils voulaient que j'admette avoir pris part à des crimes. J'ai répondu que je n'avais rien à avouer donc ils m'ont forcé à apprendre par cœur mes faux aveux. Ils m'ont demandé de les répéter plusieurs fois et m'ont ensuite amené devant l'inspecteur. »

Un antifasciste russe arrêté dans le cadre d'une affaire de terrorisme, nous fait état de torture en russie.

L'antifasciste Viktor Filinkov, accusé de participation à des organisations terroristes, a été torturé. Ce qui suit est tiré de la conclusion de la PMC « Commission de surveillance publique de Saint-Pétersbourg », c'est à dire l'observatoire de contrôle physiologique du respect des droits de l'homme en centre de détention, qui a ausculté un jeune homme retenu en SIZO-3 (Centre de détention). Le rapport est disponible chez OVD-Info (Le mouvement bénévole OVD-Info, né en 2011, répertorie les arrestations politiques dans toute la Russie et propose une aide juridique aux personnes interpellées.)

Les membres de la commission ont répertorié de nombreuses traces de brûlures dues à un taser au niveau de la poitrine, ainsi que tout autour de la cuisse droite et un hématome sur la cheville droite. D'après Filinkov, on lui a infligé ces blessures le 24 janvier dans une voiture (une volkswagen bleu), dans laquelle il a été mis par des agents du FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie. Un service secret Russe, chargé des affaires de sécurité intérieure.) après avoir été retenu à l'aéroport de Pulkovo.

De là, il a été emmené au service de police du district de Krasnogvardeysky (St. Pétersbourg), puis à l'hôpital No. 26.

De l'hôpital, Filinkov a été amené dans la forêt, où des gens masqués l'ont battu pendant 5 heures. Pendant qu'ils le frappaient, les agents du FSB ont demandé à Filinkov d'avouer. Après qu'il ait accepté, ils l'ont forcé à retenir des formulations précises. Filinkov a été menacé par les agents qui lui ont dit que ce passage à tabac ne serait « qu'un avant-goût de ce qui arriverait après » si il refusait les aveux.

Ces mots de l'activiste sont mentionnés dans le rapport de la PMC. Les gens masqués ne faisaient que répéter « Reste calme ! » et « Ne crie pas ! ».

Filinkov a écrit une note à l'intention du ministère des affaires internes (police) et du FSB, où il a donné le « témoignage » qu'on lui avait fait apprendre.

Le document de la commission déclare que le jeune homme a été menacé d'être mis en cellule avec des détenus souffrant de la tuberculose si il rétractait ses aveux.

Ensuite Filinkov a été mis dans une autre voiture - une Lada Priora - et livré au bureau régional du ministère des affaires internes. Comme l'explique le militant détenu, les gens masqués s'orientaient très bien dans le bâtiment, et disaient qu'ils devaient « cacher leurs visages, à cause des caméras de surveillance ».

Après tout ça, il fut amené pour une perquisition dans l'appartement où il vivait avec son voisin. Ce dernier a également été menacé : « Tout ira bien » si il raconte « ce qu'il sait ».
Filinkov avait d'importantes marques rouges de menottes sur les poignets, toujours d'après le rapport des membres du PMC.

Le sang du jeune militant a été essuyé avec de la neige, ainsi qu'avec son bonnet, qui est resté avec lui. Les membres du PMC ont imprimé le reste de sang du bonnet sur leurs notes d'interview.

Le 23 janvier, la veille, Viktor Filinkov disparaissait sur la route pour l'aéroport de Pulkovo. Sa femme suspectait qu'il puisse être détenu par les services secrets. Quelques mois auparavant, ils pensaient être observés.

Le 25 janvier, la cour du district de Dzerzhinsky de Saint-Pétersbourg a emprisonné Filinkov pour deux mois.

Il est suspecté de participation dans une organisation terroriste (Partie 2 de l'article 205.4 du code pénal russe).

D'après l'enquête, « Filinikov et d'autres individus non identifiés, partageant des idéologies anarchistes, ont pris part à une division de la communauté terroriste, afin de mener des actions terroristes, de justifier et de soutenir le terrorisme. » ce rapport indique que le militant d'extrême gauche a fait des aveux.

Vous pouvez écrire à Viktor (en anglais) :

Filinkov Viktor Sergeyeovich, 1994
SIZO-3 ul. Shpalernaya 25, St. Petersburg, 191123 RUSSIA

Si vous voulez le soutenir financièrement, utilisez paypal
prodavec@protonmail.com
Yandex.Money
410014872102895

Traduction Alternative International Movement - Paname.

Appel à soutien publié par l'Anarchist Black Cross afin de payer les frais d'avocat :

Fundraising for lawyers working on cases about police raids and arrests of anarchists and antifascists in St. Petersburg and Penza, Russia has begun. At the moment 2 people in St. Petersburg and 5 people in Penza are arrested, more are connected to the case as witnesses. Continuation of raids and repressions is highly possible. They are charged with 2 of Art. 205.4 of Russian Criminal Code (participation in terrorist community) at the request of court from Penza.

On January 23 on the way to Pulkovo Airport the Federal Security Service (FSB) detained Victor Filinkov. In order to get the testimony he was beaten up and tortured with electric shocks in the wood. Signs of torture were confirmed by the Filinkov's lawyer and members of the Public Monitoring Commission (ONK) who have visited him in the pre-trial detention center. Filinkov is arrested for two months.

On January 25 the FSB came unexpectedly with a raid to Igor Shishkin's apartment. After the raid neither his lawyer, nor members of Public Monitoring Commission were unable to find Igor for more than a day. On January 27 Igor with signs of a beating was brought to a court session where he was arrested in Pre-trial Detention Center for two months. Journalists were not allowed to attend the hearing and even more two of them were arrested.

Tortures were also applied to witnesses. Ilya Kapustin was beaten up and tortured with electric shock while police demanded him to give testimony that some of his acquaintances are up to "something dangerous". Numerous traces of the stun gun usage were recorded later by health service.

Legal help is necessary for prisoners (whose number can increase) and witnesses. So far it is early to speak about the certain amount of money, but it will be at least 200 thousand rubles for work of lawyers in the next months.

✪ Yandex-wallet of Saint-P Black Cross 41001160378989

✪ PayPal : abc-msk@riseup.net ABC Moscow (leave a note "St.Petersburg")

✪ Bitcoin

1EKGZT2iMjNKH8oVt7svXpUdcPAXkRBAH

✪ Litecoin

LNZK1uyER7Kz9nmiL6mbm9AzDM5Z6CNxVu

✪ Ethereum

0x1deb54058a69fcc443db2bf9562df61f974b16f7

✪ Monero

4BrL51JcC9NGQ71kWhnYoDRffsDZy7m1HUU7MRU4nUMXAHNFBEJhkTZV9HdaL4gfuNBx
LPc3BeMkLGaPbF5vWtANQn4wNWChXhQ8vao8MA

✪ Zcash

t1dX9Rpupi77erqEbdef3T353pvfTp9SAAt1

Informations pour la Cantine :

CENTRE SOCIAL AUTOGERE VAYDOM A IVRY

Adresse : 37 rue Marceau, 94 200 Ivry sur Seine

Accès : Métro 7 « Pierre et Marie Curie » / Tram 3a « Maryse Bastié » / Bus 132 « Rue des Jardins »

La chef d'établissement de Bergson a raté son parcoursup !

Bref compte-rendu de la matinée du 1^{er} février 2018 devant le lycée Bergson à Paris 19^e arrondissement.

Des élèves avaient prévu de bloquer l'entrée de l'établissement, dans le cadre, notamment -mais pas que ?-, de la contestation qui monte contre les réformes profondément injustes en cours dans l'enseignement secondaire (réforme du baccalauréat) et supérieur (« parcoursup » !).

C'est au lycée Bergson que de nombreux cas de violences policières se sont déroulés lors du mouvement contre la loi travail et son monde. Depuis 2016, rien n'a changé aux abords de ce lycée : la répression policière et administrative continuent de s'abattre sur les jeunes qui rechignent à se taire. A ne pas exister.

De son côté, la justice fait aussi son travail et a récemment condamné un des lycéens poursuivi depuis la journée du 24 mars 2016.

Récit :

La chef d'établissement de Bergson a raté son parcoursup, et elle le fait payer cher aux lycéen-ne-s qu'elle souhaite gouverner !

En effet, ce matin, c'était elle la star devant « son lycée », ou plutôt sa cage.

Oui sa cage, où elle n'a eu de cesse de vouloir faire entrer tous les jeunes ayant l'air de lycéens ou de collégiens pouvant se présenter devant sa porte.

On l'imagine, la M^{me} Schnäbele, trépignant d'impatience hier soir avant de se coucher. D'ailleurs il paraît qu'elle n'a pas dormi de la nuit. Trop excitée à l'idée de pouvoir collaborer avec les service de police de la République en marche.

Ce matin dès 7h00, on ne sait pas trop au final si ce n'est pas elle qui a coordonné les patrouilles de policiers en civil dans deux voitures banalisées (vous savez, ce genre de voitures qui touche presque le sol, dont les amortisseurs arrières souffrent le martyre sous le poids des gugusses qui sont dedans).

Les deux voitures de police donc, chacune chargée de quatre policiers en civil. Tournant autour du lycée Bergson à la recherche du moindre petit lycéen a se mettre sous la dent. Sans relâche.

Vers 7h40, ça commence à s'agiter. Par ici une petite grappe de jeunes qui s'enfuient à la vue d'un des deux groupes de flics.

Vers 7h45, un chef flic vient à la rencontre de la Schnableuleu, qui flambe dans sa belle parka rouge vif. Ils échangent deux trois mots doux, se félicitent de ce qui pour le moment est une réussite pour eux : pas de blocage à l'horizon.

On retiendra qu'elle a été d'une douceur extrême la Scheubeleu. Avec son collègue de la police nationale. Elle lui a même demandé un peu naïvement si il voulait son numéro (qu'il avait déjà bien sur ...). « Et merci beaucoup » lui dit-elle avant qu'il s'en aille rejoindre ses sbires restés coincés dans la voiture.

Il est 8h00. C'est l'heure officielle pour tous les collégien-ne-s, et lycéen-ne-s d'aller potasser le programme qui les attends en cours. On a pas vu l'ombre d'un-e prof devant le lycée. Peut-être la M^{me} Schnäbele les avait-elle séquestrés la veille au soir sur ordre de la préfecture dans la cage pour être sûre de leur absence auprès des lycéens ce matin ? Comme lors du 24 mars 2016 ?

On se souvient qu'elle n'avait pas hésité à fermer « son » lycée le 18 janvier dernier dès 16h00 pour éviter tout contact avec la manif contre les violences policières et la répression administrative.



Manif coordination antirep Lycée Bergson 18 janvier (Paris). Photo : LaMeute

Bref. Toujours aussi impressionnants, les lycéen-ne-s, qui s'en sont pris plein la tête en 2016, et régulièrement depuis, ne veulent pas croire que ces chiens de la casse aient pu saboter le blocage qu'ils avaient prévu.

Ils se regroupent devant le lycée. Echantent. Emettent des hypothèses. Un groupe d'étudiants fait son apparition. Ils sont venus pour les aider. Ou plutôt participer. Ensemble.

1-2-3 : C'est parti !

Toute la bande file, aux quatre coins de la rue Pailleron pour chercher de quoi obstruer l'entrée.

Chacun-ne revient au compte goutte avec ce qu'il-elle a pu trouver sur son passage : poubelle, barrière de chantier, vélo « libre service ».

S'ensuit un bon quart d'heure d'une lutte acharnée du personnel de l'établissement (M^{me} Schnäbele et ses sbires à elle) pour empêcher le blocage.

L'un deux est particulièrement virulent, il balance tout sur son passage.

A quelques dizaines de mètres, les bleus, on les sent envieux. Ils ont froid. Il aimeraient bien venir au soutien de leurs collègues de l'éducation nationale. Mais le chef a pas lâché les chiens. Branché au tawlkie, on a l'impression qu'il évalue sa stagiaire Schnäbleubleu en situation réelle. Il la laisse en autonomie. Elle se débrouille drôlement bien.

Vers 8h25, c'est la fin du combat. En quelques instants, les lycéen-ne-s entrent, les étudiant-e-s partent. Il annoncent 14h à Jussieu.

Il reste plus que l'équipe rouge (de la chef d'établissement) et l'équipe des bleus devant la porte de la cage. Il débriefent. Ils ont vraiment fait du bon boulot sans avoir besoin de l'équipe des jaunes de la dernière fois (les parents d'élèves badgés).

Tout le monde déteste la flicaille, des comicos aux bahuts.

Vive la lutte. Vive les lycéen-ne-s et étudian-tes mobilisés.

Toutes et tous devant les collèges et lycées les jours de mobilisation !

Paris : report du procès de la lutte contre la machine à expulser

Lors de l'audience du 31 janvier 2018 devant la 16e chambre du tribunal de Paris, les 7 compagnon.ne.s et camarades renvoyés en procès pour des "dégradations contre Air France, la SNCF et Bouygues" et des refus ADN et de signalétique, ont obtenu un renvoi du procès.

L'audience au fond se déroulera donc le vendredi 22 juin 2018 toujours devant la 16e chambre, mais cette fois dans la nouvelle usine à écraser et à punir : le nouveau palais de justice de Paris situé dans le 17e arrondissement (métro porte de Clichy).

L'ironie de cette date, est que ce [procès de la lutte contre la machine à expulser](#) se tiendra 10 ans jour pour jour après la révolte au cours de laquelle des sans-papiers avaient incendié le plus grand centre de rétention du pays, celui de Vincennes (22 juin 2008).

Et comme le hasard fait parfois bien les choses, les visites inamicales dans les boutiques d'Air France, de la SNCF et de Bouygues que l'Etat entend faire payer huit ans plus tard à quelques-un.e.s, s'étaient d'ailleurs justement déroulées le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation de dix sans-papiers à des années de prison ferme pour cette révolte incendiaire.

Rendez-vous donc le 22 juin 2018 à 13h30 pour ce procès...

...Aujourd'hui comme hier, feu à toutes prisons, sabotons à la machine à enfermer et à expulser !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Un récit de la manifestation étudiante et lycéenne du 1er février 2018

Le 1er février, des lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s contre le "Plan étudiant", voici un récit de cette journée.

Très tôt le matin, nous nous retrouvons avec des ami-e-s pour bloquer la fac de St-Charles. Les entrées principales sont bloquées et c'était bien le but (nous étions trop peu pour les 14 entrées, l'idée était donc d'avoir un évènement d'agitation visible et radical). Le début se passe bien, la sécurité de la fac assure qu'elle nous laissera faire comme bon nous semble et malgré quelques personnes qui râlent un peu (rien d'anormal en même temps) on commence à diffuser des tracts. Or vers 7h30, l'UNEF et la CGT débarquent, profondément outrés par le fait que la mobilisation puisse se faire de manière efficace sans structure bureaucratique et surtout sans leur accord et leur contrôle.

Ces mêmes personnes se sont très vite montrées assez violentes et commençaient à débloquer la fac (certains menaçaient certain-e-s d'entre nous de violence). Parmi elleux se trouvaient des profs (CGT, sans doute le plus violent du lot) et des étudiant-e-s (UNEF, dont certains ont joué sur l'intimidation.). A noter que quelques JC nous ont sorti un discours anti-blocage, alors que leur orga avait envoyé des militants dans les lycées bloqués pour diriger les lycéen-ne-s.

Le blocage fut donc cassé par les syndicats et les organisations.... Nous sommes alors partis, une rixe n'aurait de toutes façons pas servi à grand chose.

Ainsi c'est personnellement assez démoralisé-e que je suis allé-e au lycée Victor Hugo avec les camarades pour soutenir le blocage. L'ambiance était bien meilleure, les lycéen-ne-s avaient fait un super travail et semblaient motivé-e-s. Dommage cependant que des personnes extérieures prenaient beaucoup de place et se plaçaient en dominant, principalement des communistes des JC.

Le blocage du lycée était une réussite, aucune absence n'a ainsi été donnée aux lycéen-ne-s

Vers 10h30 / 40, nous nous sommes rassemblé-e-s devant la fac avec les autres lycées bloqués (notamment le lycée St-Charles et Marie-Curie). Je dirais que nous étions entre 300 et 450 en tout. A noter la très faible mobilisation de la fac (qui n'a donc fait que tracter à l'entrée..) composée presque seulement des cadres des orgas.

S'en suivit une manif digne des plus ennuyeuses farandoles proposées par les syndicats qui est allée jusqu'au Vieux-Port et c'était terminé pour 11h30.

Je rajoute que la manif était limite plus encadrée par les JC, l'UNEF et l'UNL que par la police, finalement peu présente malgré quelques fachos de la BAC sur les côtés. Ces orgas ont vraiment été très autoritaires, ne laissant aucune marge de manœuvre aux personnes ne voulant pas se conformer à une marche morbide accompagnée de petits pas de danse... Restons pacifié-e-s bien sur.

Dans les orgas présentes je me rappelle de : France Insoumise, UNEF, JC, UNL, CGT, FO, FSU, Etudiants Marxistes.

Le Comité de mobilisation (appareil unitaire qui justifiait notamment la casse du blocage..) a crié à la grande victoire, perso malgré l'enthousiasme éprouvé au vu de la mobilisation de certains lycées, la journée fut plus démoralisante qu'autre chose.

Quoi qu'il en soit je ne doute pas que les lycéen-ne-s prendront vite conscience de l'inutilité de ces manifestations morbides et que la lutte continuera de plus belle.

Contre la sélection et le système qui la génère.

Contre les bourgeois qui pourrissent nos vies.

Contre le travail.

Pour l'anarchie.

Un-e étudiant-e VNR

Angers: Une ruche pleine de mouches à merde

Si vous suivez régulièrement le RAAF, vous n'êtes pas sans savoir que nous aimons poser des questions. Pas parce que nous sommes ingénu-e-s, au contraire la lutte contre l'extrême-droite locale nous ont rendu-e-s très lucides. Ces dernières années, les pouvoirs publics locaux, qu'ils soient municipaux ou étatique ont traité avec une incontestable légèreté l'activisme de l'extrême-droite locale. Pourtant, depuis le mouvement de la Manif pour Tous, les meneurs et les guignols qui s'activent dans l'ombre sont connus. Pourtant, il faut reconnaître que leur action se déploie le plus souvent dans une relative impunité. Parcourez le blog et le Twitter du RAAF et forgez vous votre opinion.

Alors, posons encore quelques questions, il finira bien par en sortir quelque-chose. Mais avant, il nous faut poser le décor.

Nous avons constaté que, depuis l'été 2017 Baudouin Le Nalio, fasciste affiché, sert de prête-nom à la location d'un appartement situé au rez-de-chaussé (à gauche de l'escalier) du 85 avenue Pasteur, à Angers. Y traînent bien d'autres têtes connues pour leur engagement à la droite de l'extrême-droite : notamment Jean-Eudes Gannat (le pisse-copie de la bande avec un style digne d'une copie ratée de Brasillach c'est dire), François-Aubert Gannat son petit frère souvent croisé récemment dans les prétoires. Le reste des convives est à l'avenant.

Fasciné par le mouvement néo-fasciste italien Casapound la petite bande a décidé de transformer cet appartement en « bar associatif ». Ce qu'il est plus juste de nommer « clandé » a été baptisé « Alvarium » et sert déjà de base arrière à leurs activités politiques et à leurs beuveries (parfois avec des mineurs). Deux activités fortement imbriquées chez ces fils et filles pourtant souvent de bonnes familles.

Ce samedi 27 janvier, à partir de 18h, ce local nauséabond va « officiellement » être inauguré. Une belle brochette de fascistes d'ici et d'ailleurs va s'y pavaner. En fin de soirée, il ne fera pas bon traîner dans les rues.

Voici nos quelques questions :

Combien faudra-t-il d'autres têtes de sangliers placées sur le chantier de la mosquée d'Angers pour que les pouvoirs publics prennent enfin leur responsabilités ? Combien faudra-t-il de nouvelles agressions racistes ? Combien faudra-t-il qu'à nouveau des chants nazis soient entonnées la nuit tombée ? Combien faudra-t-il de graffitis puants sur des locaux associatifs et maisons de quartier ? Combien de temps faudra-t-il attendre les bras croisés ?

Le RAAF n'attendra pas. Nous préparons une mobilisation à la hauteur de l'enjeu. Nos slogans nos pas changé. Pas fascistes dans nos quartiers, pas quartiers pour les fascistes ! Fermeture de L'Alvarium !

Post-scriptum : En latin, alvarium signifie « ruche », au RAAF nous avons des latinistes émérites qui traduisent plus volontiers par « essaim de mouches à merde ». Il est vrai qu'en matière de traduction chaque mot doit être pesé dans son contexte et que celui-ci est particulièrement puant.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Réponse ouverte à Lundi Matin : Enfants gâtés, bonnes manières et décadence

Les auteurs de ce texte dont nous avons choisi de publier la traduction (à laquelle nous n'avons pas ajouté un « chapeau » comme vous dites, puisque nous en partageons fortement le contenu) ont en effet pu trouver cette « information » dans « leur lecture de la presse bourgeoise », puisqu'elle y est, mise en scène et relayée par vos bons soins, lors d'interviews organisées, elles aussi, par vos soins. Précisons que, sous le vocable qui est le vôtre aujourd'hui (« presse bourgeoise »), en plus des quelques grands titres nationaux et locaux avec lesquels vous travaillez sur une base régulière, nous incluons évidemment Lundi Matin et son « million » de *followers* (plus imaginaires, ou plus invisibles encore que le Parti) que vous affichez dans la presse bourgeoise [1], entre autres éminents bobards ; sauf à les payer, mais sans doute en avez vous les moyens, dans votre budget com' ? Probablement d'ailleurs qu'il y a plus de « presse bourgeoise » dans *Lundi Matin* que dans *Le Parisien* et *L'Iskra* rassemblés.

Il apparaît donc impulsif et de mauvais ton de lapider un mail de cet acabit dans une telle situation, et dans un tel état d'émotivité. Si toutefois vous souhaitez objecter ou répondre au texte de Finimondo, vous pouvez le

faire, comme tout le monde. Vous savez faire écrire, vous savez faire lire, vous trouverez certainement un intellectuel bien placé ce mois-ci pour réaliser une tribune de katangais de la plume. Peut-être un fermier le jour et homme de main de manif sauvage la nuit, au vocabulaire misogyne particulièrement vulgaire et aux pratiques à l'opposé de toute noblesse ?

La presse bourgeoise et la police ont pour habitude de nous envoyer leurs mises en demeure, les vieux marxistes-léninistes, des fatwas sous forme de bons encaissables le jour du Grand Soir, et vous, des menaces ? Vous dont les amis préconisent de « *tisser furtivement des complicités inattendues jusqu'au cœur de l'appareil adverse* » (Cf. un *best-seller* « anonyme »), allez donc prendre un apéro chez Valls !

Une « *information* » n'est une information qu'à partir du moment où elle informe. Difficile de voir ici qui a été informé par qui de quoi. On assiste probablement à un avant-goût de défense judiciaire à venir, et l'on peut déjà pleurer à la simple idée de la voir venir. Or, vous ne parviendrez pas à aligner les gens, ni derrière vous, ni contre un mur. Le parti, c'est fini, *depuis toujours*.

Quelle idée par ailleurs, d'envoyer cette missive, si vous tenez tant à ce que cette « *information* » soit considérée comme « *erronée* » ? Occupez-vous de vos propres langues, elles sont déjà bien assez pendues.

Vous ne répondez jamais à aucune des critiques qui vous sont faites (comme au casino, le bourgeois de Deauville calcule ses risques, ses mises et sait préserver sa position), et pourtant de conséquentes critiques ont été écrites et discutées à propos de votre *realpolitik* (nous ajoutons quelques liens), de notre point de vue et de bien d'autres encore. Cette manière de ménager la possibilité de toujours pouvoir bluffer ne vous empêche pas de chouiner dans les chaumières en menant vos petites enquêtes bien peu discrètes sur qui diffuse ou qui écrit le moindre opuscule qui vous égratigne. Là encore, votre intérêt pour l'anonymat est à géométrie variable. Mais voilà que par-dessus le marché extraparlémentaire, *vous faites des menaces de racketteurs* ? Où sont passées vos bonnes manières ? Peut-être ne les réservez-vous qu'à vos juges et vos mécènes, et des injonctions pour les autres.

Que les choses soient claires : ce site ne cède aux injonctions ou aux menaces de personne. Il ne l'a jamais fait, en dix ans. « *Plutôt crever* », a-t-on pour habitude de dire. Hors de question donc que nous cédions aux injonctions sous-mafieuses de pseudo-« *camarades* » qui relayent la prose raciale, homophobe, misogyne et antisémite de leurs amis de maison d'édition [2], qui défendent les options de la connivence et de l'innocentisme (Cf. Post-scriptum de ce texte) face à la justice, en dépit de la guerre sociale et de leurs injonctions publiques, qui sont parvenus, dans la lignée de Netchaïev et Lénine, à théoriser le confusionnisme, la connivence et l'ambivalence politique avec l'ennemi tels de vulgaires *tute blanche*, qui ont abandonné la critique de l'État et de la religion, etc..

Nous ne nous rabaisserions pas à vous demander de retirer la moindre des multiples crasses ou inepties que vous écrivez et que vous faites écrire sur les mots, les choses et les gens depuis tant d'années, cela nous incluant, en tant qu'anarchistes, en tant que justiciables et justiciés, en tant qu'êtres humains. Car oui, c'est bien dans ces proportions là que vous crachez sur la liberté humaine, comme vos écrits *avariés* sur les attentats qui ont frappé les habitants de Paris en témoignent.

Sur la méthode et non son discours. Nous ne prétendons pas intervenir, encore moins par décrets comminatoires, sur la ligne éditoriale ou sur les traductions de quiconque, et ce quels que soient les désaccords ou l'inimitié en présence. C'est une vieille manie, acquise sur les bancs de la première internationale, un principe anti-politique : l'anti-autoritarisme. Cela protège des attitudes de petits tyrans gâtés, amateurs de méta-barbouzeries et d'injonctions paradoxales.

Il y a des méthodes pour assurer l'anonymat d'un texte (ou d'un site, si on le souhaite), elles sont documentées

et utilisées depuis des siècles. Vous les connaissez, mais vos enjeux sont ailleurs : on ne vous apprend rien. L'anonymat est le cadet de vos soucis, il est même formellement et fondamentalement *un obstacle à votre ascension politique*.

Dans votre auto-présentation (de Lundi Matin, entendons-nous bien), vous dites à propos de ce site, alors que personne ne vous a rien demandé : « *Considéré par les services de renseignement comme l'émanation culturelle et hebdomadaires [sic] des positions du Comité Invisible* ». Ça fait probablement froid dans le dos de vos grands-parents et d'Eric Hazan, c'est l'effet recherché, mais il vous manque encore de la douteuse maestria situationniste.

C'est vous qui avez choisi de jouer aux cons. Vous voulez capitaliser sur l'odeur de souffre d'un « livre de l'été » 2007 de la Fnac (et d'Alain Bauer) ? Grand bien fasse au Parti, son marketing ne nous concerne pas. Mais que votre mise en scène du sulfureux vous revienne à la gueule n'est pas notre problème, et encore moins notre fait. Précisons.

Dans un article de votre site, où vous balancez un de vos confrères qui pourtant, jusque là, était passé totalement inaperçu (Julien Coupat), on peut lire : « *malgré de nombreuses années d'enquête et l'audition du directeur de leur maison d'édition, l'élite de la police française n'est pas parvenu à arrêter ces « scribes » [du « Comité Invisible »] et dû [sic] relâcher l'un de leur plus éloquent lecteur, Julien Coupat.* ». Vous êtes décidément aussi caustiques que du Monsieur Propre.

Que Lundi Matin soit l'organe non officiel du « Comité Invisible » ne nous intéresse pas plus que ça, en effet et à proprement parler, car nous ne sommes pas captifs de votre offensive marketing qui consiste à *teaser* la curiosité du client de librairie qui se fait enquêteur en herbe l'espace d'un instant (un peu comme dans un polar du meilleur d'entre vous, Serge Quadrupani, grand astre de la politique), et nous ne sommes dupes d'aucun mystère mousseux entretenu sur votre compte, ni par les flics ni par vous-mêmes. Lundi Matin est autant l'organe non officiel du « Comité Invisible » que *Le Monde* serait l'organe non officiel du gouvernement Macron, c'est-à-dire qu'il ne l'est pas (*for the record*) mais que cela n'y change rien et n'est pas digne d'intérêt. C'est un peu comme quand le porte-parole de LREM réussit à décrocher une tribune dans *Le Monde*, il n'a pas besoin de demander. A l'aise partout, tout lui est dû, il se croit tout permis, c'est à ça qu'on reconnaît le bourgeois : c'est toujours le monde ou rien.

Après tout, si « *le comité invisible a eu la gentillesse de nous laisser publier l'un des chapitres de leur dernier ouvrage* » (Lundi Matin #103, 9 mai 2017), pourquoi les journalistes du *Monde* offriraient-ils la moindre résistance ? A vous comme à LREM, qui ne publie pas beaucoup moins que vous dans cet immonde torchon policier qui véhicule l'idéologie armée du pouvoir depuis des décennies.

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas un traitement différencié pour les médias de la « presse bourgeoise » comme vous dites. Il n'y a pas d'occasion de nature à enfreindre le refus de ces modalités politiques et spectaculaires de communication, en effet « *bourgeoises* », dans le cas de *Libération* comme dans celui de *Lundi Matin*, c'est pour nous, toujours un peu la même soupe politique, avec plus ou moins de sel. Si le texte s'est trompé, c'est peut-être que, si l'on en croit cette interview du « Comité Invisible » dont l'exclusivité a été donnée à *Die Zeit* (pour assurer la promotion du lancement de *leur nouveau best-seller anticapitaliste sur le marché allemand*), c'est en effet ce media-là, de « *la presse bourgeoise* », qui se trouve institué comme organe officiel du « Comité Invisible », et quel honneur !

Voilà pour vos baveux.

Mais ce n'est rien, comparé au reste, et si vous désirez tant vous *exposer*, alors exposez vous au ridicule comme conséquence de votre « demande ».

- ▶ Lorsque Mathieu Burnel se présente comme « *activiste proche du Comité Invisible* » dans une petite sauterie de Mediapart (« 6 heures contre la surveillance : Combattre pour nos libertés » disponible sur Youtube) en compagnie d'Anthony Caillé, secrétaire général de la CGT Police (qui l'appelle par son petit prénom avec une familiarité *kawai* mais déconcertante) ;
- ▶ Lorsque vous laissez dans une interview [voir la quatrième de couverture de Libération](#)] sous le titre « L'Ami invisible », apparaître la biographie en quatre dates comme suit : « 22 octobre 1981 Naissance à Rouen (Seine-Maritime). 2007 Publication de *l'Insurrection qui vient* par le Comité invisible. Novembre 2008 Arrestation du groupe de Tarnac par la police. 2014 Sortie d'A nos amis par le Comité invisible » ;
- ▶ Lorsqu'on ajoute à cela l'information publique qui fait de vous l'administrateur de votre site Lundi Matin, information que vous avez rendue disponible vous-mêmes également (et qui a en effet été relayée par les médias avec toute votre bienveillance complice - comme disent les reporters de guerre : « *don't shoot the messenger* »), on se retrouve dans l'obligation sérieuse de rire à gorges déployées devant votre main courante. Et nous ne parlons même pas de l'époque où un vieux patron retraité était missionné pour venir crier sur tous les plateaux TV que son fils était l'auteur de votre premier (et dernier) *best-seller*, et qu'un « *auteur* » ne pouvait qu'être « *innocent* » (voilà qui tient en respect tout le monde sauf la police, [au plaisir d'Eric Hazan](#)).

Fort heureusement, nous ne sommes pas du genre à tenir et garder sous la main des dossiers sur les gens et nous nous arrêterons à ces quelques exemples faute de goût à la tâche. Chacun aura le loisir, entre deux revues à 16€, de taper « *Comité Invisible* » ou « *Lundi Matin* » sur sa tablette à l'aéroport avec un Nespresso (car *what else ?*), ou les deux en même temps en claquant trois fois des mains avant pour créer un effet. Le délateur originel, c'est vous, et le complot n'origine ni des comptoirs ni des bancs.

On comprend donc ce qu'on peut de vos pantomimes contradictoires et de vos diapasons fissurés, et on en a surtout rien à faire. Vous nous fatiguez.

Peut-être vous êtes-vous habitués à une certaine forme d'obéissance, en interne, mais n'externalisez pas trop vos compétences, HEC déconseille. Votre impérial « *immédiatement* » (impérial comme une perruche sait l'être) sonne comme un roucoulement de mécanique de cour d'école ou de prison - vous n'êtes pas seuls à connaître ce genre de mécaniques. Les menaces sont un jeu dangereux, pour ceux qui les profèrent également. Pas sûr que vous vous soyez penché sur la question avant d'envoyer impulsivement un message de ce type. Et la « signature » ? Ces mystérieuses doubles astérisques sont-elles le signe du démon ? D'un sort vaudou ? Alors « ** » sur vos aïeux !

Que les traductions que nous publions vous déplaisent ou non, nous jugeons pour nous même de ce qui est « *erroné* » ou non sur les pages du site que nous administrons, et aucune autorité - même discursive - ne peut *faire* autorité sur nos choix, qui n'apparaissent, en ce qui nous concerne, que dans nos publications, car nous sommes des anonymes sans paillettes et sans histoires, mais toujours prêts à faire la fête, même quand elle est finie, pour reprendre le titre d'un livre presque anonyme, lui.

Donc, au lieu de jouer les vierges effarouchées de la sécurité et de l'anonymat *d'un côté* tout en cherchant à sentir le souffre en jouant avec la violation permanente de ce dernier *de l'autre*, faites les choses que font les gens comme vous des partis comme le vôtre. Avertissez la *nomenklatura* du cataclysme, embauchez quelques intellectuels du futur (ou du présent) régime pour la propagande de crise et purgez vos amis, votre propre site, vos parents, votre parti, vos salles de bains, vos vidéos, vos conférenciers, vos ôteurs, vos conférences de presse, vos textes, vos philosophes et vos interviews, et puis clarifiez votre plan de communication *en interne* (dans l'opacité offensive de vos brainstormings de staff) avant d'aller embrouiller les gens.

C'est un problème du *socialisme des intellectuels*, à régler par votre département des Ressources Humaines, pas de quelques anarchistes.

Une remarque, cependant. Tout dénouement sera nécessairement tempétueux. Aller du Parti à la vie peut faire l'effet d'un cambriolage quand on a tout à y perdre. Mais face à cette ineffable situation, une porte de sortie reste ouverte, quoique inconfortable : abandonner les figures d'auteurs, les identités célébrées, les grands noms, les mondanités, la gauche, son fric, son pouvoir, arrêter de taper des mains trois fois avant chaque sophisme, arrêter de mendier de la thune (pour un site internet !) dont on déborde [3], se défendre dignement face à la justice pour ne pas enfoncer ceux qui le font en leur assurant la place du « méchant », communiquer par voie de *praxis* et/ou par ses propres moyens, cesser de donner des ordres et de salir les couloirs du monde, appliquer un cataplasme de vigne rouge sur ces chevilles gonflées et, enfin, quitter le Parti et *rejoindre la lutte pour la liberté de tous et toutes*.

La route sera longue comme un lundi matin au quartier latin... Mais le vent nous portera, et tout disparaîtra.

Quelques éloquents lecteurs du comité rédactionnel de la XIIe section du régiment « répandre l'anarchie » de Cronstadt-les-Bains, circonscription 1892, division blindée.

Mons-en-Baroeul (Nord) : La quiétude des bon citoyens perturbée

La Voix du Nord / lundi 29 janvier 2018

Un groupe de jeunes a semé le trouble aux abords de la salle Allende vendredi soir : **feux de poubelles et jets de projectiles ont entraîné une intervention des forces de l'ordre**. Six personnes, dont trois mineurs ont été interpellés.

Vendredi soir, un peu après 21 heures, la quiétude des riverains a été perturbée par le bruit de cris, de sirènes de pompiers, de crissements de pneus. Depuis leur balcon, ils ont pu « admirer » un triste spectacle. **Des jeunes avaient collecté les poubelles des immeubles. Il les avait rassemblées devant la salle Salvador-Allende avant d'y mettre le feu**. Sur le balcon, des riverains ont filmé la scène avec leur smartphone.

Un acte « gratuit » parce qu'il ne faut pas beaucoup de compétences pour mettre le feu aux poubelles, mais qui a tout de même nécessité l'intervention des pompiers et des policiers qui ont éteint le feu et sécurisé la zone. Dans les minutes qui ont suivi l'intervention des forces de l'ordre, six suspects dont trois mineurs sont interpellés.

Une arme airsoft a également été saisie. Lors d'une patrouille sur le secteur, les policiers ont ensuite constaté que **des vitres du CCAS ont été étoilées**.

This entry was posted in [Antiélectorat](#) and tagged [Mons-en-Baroeul](#), [Nord](#). Bookmark the [permalink](#).

Mitry-Mory (Seine-et-Marne) : Quand le chauffeur se prend trop au sérieux...

France-Bleu / jeudi 1er février 2018

Lundi dernier, vers 15h30, un chauffeur de bus de la société Kéolis a été violemment agressé à Mitry-Mory (Seine-et-Marne) par deux adolescents qui seront bientôt convoqués devant la justice.

Les deux jeunes de 16 et 17 ans étaient montés à bord du bus sans valider leur ticket. Le conducteur, âgé d'une trentaine d'années, leur en fait la remarque. Un peu plus tard, les adolescents s'en prennent verbalement au chauffeur car ce dernier a refusé, dans un premier temps, de laisser une dame âgée descendre avant son arrêt.

Comme la tension monte, le chauffeur arrête son bus. Il prend un marteau brise-glace du véhicule et il ordonne aux jeunes de descendre.

« L'un des jeunes le prend à la gorge et essaie de l'étrangler, le second remonte à bord avec une pierre, et le frappe au visage », raconte une source policière qui indique que la scène a été filmée par les caméras de surveillance du bus.

Ce sont des passagers qui, en intervenant, mettent en fuite les deux adolescents. Les deux jeunes seront été rapidement interpellés par la brigade anti-criminalité de Villeparisis. Au cours de leur garde à vue, *« ils ont reconnu leur implication mais ils ont expliqué que le chauffeur s'était montré très agressif »*.

Le chauffeur, qui a été conduit à l'hôpital, a obtenu 10 jours d'interruption totale de travail. Il a exercé son droit de retrait.

Les deux adolescents sont *« connus des services de police pour des violences et des dégradations »*. Ils ont passé la nuit au poste avant d'être libérés. Ils vont être convoqués et ils devront s'expliquer, en mars 2018, devant le délégué du procureur de la République.

This entry was posted in [General](#) and tagged [Keolis](#), [Mitry-Mory](#), [Seine-et-Marne](#). Bookmark the [permalink](#).

NDDL : Mouvement, où est ta victoire ?

note: pour la mise en page, voir le PDF en annexe.

Le communiqué du mouvement du 17 janvier fanfaronne : *« Il s'agit bien d'une victoire historique face à un projet d'aménagement destructeur. »*

Certes, le projet d'aéroport a été abandonné, et c'est un soulagement dans le monde des tritons et des salamandres. Et encore, nous y reviendrons. Certes, c'est une victoire de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Mais beaucoup d'entre nous avons lutté.e et soutenu la lutte contre l'aéroport et son monde. Le monde capitaliste, pour dire vrai, le monde des inégalités économiques et sociales, le monde de l'oppression et de l'exclusion. Cette lutte-là est-elle victorieuse ? Et si elle ne l'est pas, comment peut-elle quand même rayonner vers d'autres luttes contre de grands projets inutiles et imposés ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre VINCI ?

Vinci sort gagnant de cette situation : non seulement, il touchera des centaines de millions d'euros de compensation pour l'abandon du projet, non seulement il engrangera les profits liés à la modernisation de l'aéroport Nantes-Atlantique, mais il va négocier sa montée en capital dans la gestion des Aéroports (ADP), imposant à l'État de devenir minoritaire dans la gestion aéroportuaire... On comprend que Vinci soit des plus conciliants dans cette affaire !

Est-ce donc une victoire remportée sur le monde de l'exploitation, des profits, sur le monde de l'aéroport ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre l'État?

Beaucoup de celles et ceux qui ont lutté contre l'aéroport voudraient que l'abandon du projet signifie aussi l'abandon de la lutte contre le monde capitaliste. Déjà se dessinent les luttes dans le domaine de la propriété privée, pour la mainmise sur le foncier entre les paysan.ne.s de la Confédération Paysanne et les agriculteur.ice.s de la FNSEA. Rappelons que l'agriculture, bio ou conventionnelle, n'existe qu'encadrée par des normes édictées par les administrations de l'État et que la propriété privée n'existe que garantie par l'État. Elles vont négocier avec un État qui organise depuis des décennies la disparition des paysan.ne.s les plus fragiles, notamment par la normalisation des productions. Déjà se pointe à l'horizon la lutte pour le contrôle de la Chambre d'Agriculture 44 (élections en janvier 2019). La ZAD sera un champ de bataille agricole.

Parmi les occupant-es de la ZAD, se dessinent aussi des luttes de pouvoir. L'autogestion a donné lieu à de nombreuses groupes-assemblés-commissions. Les inégalités de classes n'ont pas disparues pour autant, et certain.e.s profitent de ces structures décisionnelles tandis que d'autres s'en sentent exclu.e.s. Dans les assemblées, les positions dominantes sont les moins radicales et les plus diluées.

Ce qui manquait à ces fractions dominantes du mouvement pour obtenir la légitimité de la part du gouvernement, c'est évidemment la démonstration qu'elles étaient en mesure d'instaurer l'ordre sur la Zone, l'ordre du mouvement se rapprochant de celui de l'État. C'est ainsi que l'on peut comprendre le nettoyage de la D281, véritable épreuve de force au sein du mouvement.

Là où en 2012 l'état s'était embourbé, il peut aujourd'hui compter sur des intermédiaires à l'intérieur du mouvement pour pacifier la résistance radicale et normaliser la zone. Le contrôle qu'exerce l'État se retrouve donc progressivement facilité, et même mis en œuvre, sur la ZAD. Les fractions dominantes du mouvement se sont mises en marche vers l'État qui les reconnaît maintenant comme interlocutrices potentielles. Ce qui ne préjuge pas des suites...

Cette lutte est-elle victorieuse pour le monde des tritons?

On comprend que les salamandres et autres bêtes des prairies humides ont bien du souci à se faire, entre une route normalisée où certains rêvent d'y installer quelques crapauds, et des parcelles qui pourront enfin être remembrées¹ après leur mise en vente par l'État. Que restera-t-il de ce bocage qu'on voulait préserver ? Une mini-réserve ou un éco-musée ?

Cette lutte est-elle victorieuse pour les expériences qui se mènent ici?

Des expériences hors normes sont menées ici depuis des années : des productions agricoles hors circuit marchand, des habitats auto-construits, des expériences sociales hors contrôle. Ici existe des lieux de vies pour des personnes sans papier ou illégales, une radio pirate, des groupes de santé mentale, une cabane non-mixte, de l'agriculture végan, des groupes de gestion de conflits qui ne font pas appel à la justice ou la police, des réappropriations des plantes et des soins médicaux, une zone non-motorisée, de l'auto-média, une aide concrète à d'autres luttes (cantines, caisses de soutien, mise à disposition de lieux d'organisation...) des expériences de permacultures. Cette zone une zone de rencontre et de friction de nombreuses visions politiques et de vécus différents.

C'est cela qui donne son sens à la pérennité de cette lutte et qui a enrichi les imaginaires des soutiens extérieurs. Ouvrir la porte à l'état lui donne le pouvoir d'étouffer un par un ces projets qui ne se conforment pas aux normes (impôts, sanitaire, urbanisme, ...). Les exigences de l'état, relayées par l'Entité interne qui se met en place, fera disparaître ces projets.

Cette lutte, est elle victorieuse contre le capitalisme, le sexisme, le spécisme, le mépris de classe et les pratiques autoritaires ? Après l'abandon du projet, se profile le risque d'une confiscation de cette lutte politique par une mise à l'écart de sa dimension radicale.

Pour qui peut-on alors parler de victoire ?

Depuis le 17 janvier, nous ne sommes plus en lutte contre cet l'aéroport, mais nous sommes toujours en lutte contre son monde et ses alliés.

Ce qui se passe maintenant dans cette lutte se passe aussi dans de nombreuses autres luttes, environnementales ou sociales.

A partir du 10 février, rencontrons-nous et discutons-en, sur la Zad et ailleurs

Invitation à se rencontrer, le 10 février :

11h : à La masacrée (FNxD281) pour manger des crêpes, discuter, aider au chantier de reconstruction, faire une table de presse et diffuser auprès des gen.te.s qui arrivent pour la kermesse de la victoire

Après-midi : une discussion surprise pour qu'on réfléchisse ensemble de comment faire face aux prises de pouvoir dans des luttes : ici, au Val de Susa, à Bure ou ailleurs.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Portes les valence (26800) ça sent le roussi à la municipale

france bleu Drome Ardèche 3 février 2018 à 16:42

Rue Auguste Delaune, à quelques pas de la mairie, en **plein centre-ville** de Portes-lès-Valence, le poste de police municipale a été la cible, ce vendredi soir, .Un incendie a détruit le poste de la police municipale de Portes-les-Valence ce vendredi soir à 22h45. Geneviève Girard, la maire de la ville, a porté plainte ce samedi. Selon elle, **il s'agit d'un incendie criminel** : Son rideau métallique a été forcé et une bouteille incendiaire a été jetée à l'intérieur déclenchant l'incendie. Les bureaux ont alors pris feu. Malgré l'intervention des pompiers, le poste a été « *totalelement détérioré* »

Une enquête est menée par la police nationale.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole

Agriculteurs et agricultrices, membres de comités de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes contre l'aéroport, depuis 2012, nous nous apprêtons à venir le 10 février au rassemblement à Notre-Dame-des-Landes pour fêter l'abandon du projet d'aéroport et pour continuer à maintenir ensemble le rapport de force nécessaire à la vie de la ZAD face à l'État et son administration.

Deux questions qu'on se pose dans nos fermes

Ces dernières semaines, depuis l'abandon du projet, collectivement nous lisons, regardons, écoutons des informations qui nous arrivent de la ZAD. Un aspect nous a marqué : on lit et entend, venant de différentes composantes du mouvement, que la ZAD va pouvoir devenir une zone de vie et agricole expérimentale selon les uns ou une zone agricole enfin normale selon les autres. Dans les deux cas, nous qui nous battons dans nos fermes pour nous opposer aux réglementations et normes créés par la cogestion agricole – administration/industrie/syndicats visant délibérément à l'élimination de l'activité agricole autonome et donc à notre élimination puisque nos vies y sont profondément liées – nous sommes choqués et nous nous interrogeons.

Pourquoi, dans le premier cas, ceux et celles qui portent les activités agricoles de la ZAD, quelles qu'elles soient (historiques ou plus récentes) et ceux et celles qui vivent à la ZAD ne poursuivent-ils pas, avec le mouvement d'opposition entre autre à l'aéroport, la lutte contre la normalisation industrielle agricole ? Cette lutte s'étend actuellement dans les campagnes. Pourquoi devraient-ils s'en extraire en s'intégrant à une bulle expérimentale, environnementale et sociale prochainement cogérée avec l'administration ? La cogestion que nous connaissons depuis longtemps dans le milieu agricole conduit, et c'est son but, à discréditer et à faire apparaître comme inutile ou dangereux ceux qui luttent. Elle cherche à étouffer les conflits et à affaiblir, entre autre à NDDL, le mouvement social existant qui maintient jusque-là avec succès un rapport de force avec l'État.

Pourquoi dans la deuxième hypothèse retrouver la normalité agricole, que nous connaissons bien pour la subir au quotidien ? Alors même que nous constatons que nos activités sont en train de perdre tout leur sens, tous leurs bras et toutes leurs capacités à nous permettre de vivre quelque part en s'éloignant de l'industrie. Et cela sous l'accélération depuis 20 ans de l'emprise du contrôle normatif et réglementaire agricole. D'autant que nous constatons dans les discussions que nous organisons qu'elle se généralise et a le même effet dans toutes les activités primaires. Qui peut penser que l'activité agricole de nos jours – habillée des fameux slogans et clichés sur "les terres nourricières", "la beauté du métier", "la qualité des terroirs français", "les petites fermes plutôt que les grosses", "la vente directe règle tous les problèmes", "l'agriculture française bien plus sûre", "les cultures ou élevages vivriers, chacun pour soi, c'est la joie" ou "l'agriculture qui innove et s'adapte aux changements du monde et en sera l'avenir" – serait en soi, un projet politique émancipateur ? Puisque la réalité du rapport réglementaire et industriel imposée à toutes les fermes, des plus grosses aux plus petites, mêmes vivrières, avec ou sans subventions, nous fait ressentir dans nos chairs que ce n'est que de la propagande commerciale ou militante pour rassurer les bénévoles, les consommateurs urbains ignorants ou les ruraux au mode de vie hors sol et améliorer la balance commerciale des Etats et d'une partie des producteurs, gros ou petits, qui acceptent de laisser leurs voisins disparaître.

Ce que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'État

Vous avez, avec l'aide de nos comités de soutien régulièrement présents à la ZAD, réussi à créer un rapport de force qui a permis de maintenir, de créer ou de recréer l'envie de la vie agricole hors des réglementations, des normes, des contrôles pour pouvoir commencer à en vivre en commun quelque part en comprenant cet endroit.

Cela a été possible parce que vous n'étiez pas seuls et surtout en lutte. La vie agricole commune, pour exister tout au long de l'histoire, n'a été possible que par une lutte perpétuelle, c'est une de ses conditions.

Nous vivons actuellement dans les campagnes, dans les fermes, des situations catastrophiques. Harcèlement réglementaire, normatif et judiciaire, contrôles administratifs avec des gendarmes à répétition, saisies de troupeaux, interdictions de vente sur les marchés pour non-respect des normes administratives, sanctions pour refus de contrôle, internements forcés dans le cadre des "protocoles suicide"... Du coup plus de 10 000 fermes disparaissent chaque année laissant derrière elles des ruines, des vies de salariés ou des morts et bien sur des sociétés agricoles qui s'agrandissent en employant des opérateurs. Les suicides se multiplient ces deux dernières années, étouffés par les médias et l'administration. Plus de 1 000 par an (3 fois plus que dans toutes les autres catégories professionnelles). Parce qu'on ne se détache pas, on ne se reconvertit pas, d'une vie agricole. Ce n'est pas un emploi. C'est une vie. Et c'est celle-là que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'Etat.

Les États alliés de l'industrie achèvent d'éliminer les dernières résistances, parcelles de vies paysannes, pour achever leur travail de concentration productive capitaliste. Ils s'y prennent, depuis 20 ans grâce aux conseils de l'OMC, de manière habile et efficace. Et cela sous couvert de normes sanitaires et environnementales trompeuses, de réglementations soit disant protectrices des populations et de la planète qui sont le miroir aux alouettes d'une prétendue qualité des aliments. Ce qui permet de passer sous silence l'industrialisation forcée à laquelle elles participent activement. Allez voir le merveilleux modèle allemand d'agriculture écologique où plus un animal ne vit dehors, où s'alignent des kilomètres de bâtiments agricoles gérés par des technologies écolo et où travaillent quelques opérateurs. En France, depuis 60 ans, dans les campagnes, l'élimination de 90 % des agriculteurs a été planifiée et cogérée par l'État/l'industrie/les syndicats.

Ne croyez pas que cette pression administrative et industrielle n'atteint que les systèmes agricoles enchaînés aux banques et aux coopératives. Toutes les fermes la subissent et en meurent ou s'y plient, subvention à la clef ou pas. Des secteurs commerciaux pour petites fermes avec un rapport industriel au vivant se multiplient.

Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire, qui s'opposait à ces réglementations les dénonçait ainsi : "l'hyper-administration n'apporte rien aux agriculteurs sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra réglementation qui conduit à une destruction des paysans." ; "Les syndicats soutiennent la paysannerie comme la corde soutient le pendu." Il est mort le 20 mai 2017 sous les balles des gendarmes.

C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport

L'isolement des fermes et la cogestion syndicats/État du monde agricole ont, depuis 50 ans, étouffé les luttes agricoles opposées à cette élimination des vies qui étaient auparavant hors des filières économiques dans la plupart des campagnes. À Notre-Dame-des-Landes, vous n'étiez pas isolés jusque-là parce que vous étiez en lutte. Ce qui est la seule possibilité de faire exister des communautés dans notre époque. Vous avez jusque-là refusé la cogestion avec l'État, malgré vos divergences, face à la nécessité d'enrayer leur démocratie industrielle. Vous avez engagé le conflit. Ne le lâchons pas. La nécessité reste la même pour enrayer la normalisation agricole. C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport.

Ne nous laissez pas, nous, agriculteurs et agricultrices d'autres campagnes, seul-es à continuer cette lutte. Nous avons besoin de vous comme vous de nous pour amplifier le rapport de force. Ce pour quoi on se bat dans nos fermes, vous avez commencé à le gagner à la ZAD. Ne l'abandonnons pas. Ne prenons pas le risque de le

perdre, de perdre la vigueur, l'expérience, les pratiques du mouvement existant. Ce serait aussi nous appuyer sur la tête dans nos luttes agricoles plus isolées.

Primes agricoles ou pas, vous serez soumis aux contrôles administratifs qui tentent d'entraîner nos activités vers un rapport industriel ou vers l'interdiction. Dans quelques temps, si ils sentent que la négociation est possible, ils vous demanderont que vos activités soient déclarées ; les animaux enregistrés et munis de leurs papiers d'identité, bouclés et vaccinés et pas mélangés avec d'autres troupeaux ; leurs naissances, déplacements ou mort devront être déclarés dans les 7 jours ; vos cultures seront répertoriées ; vos revenus ou déficits contrôlés ; les semences certifiées ; les haies, arbres isolés ou ruisseaux photographiés et mesurés ; vos étables, fromageries, tueries, conserveries, cuisines, véhicules devront être agréés ; vos fromages, légumes ou viandes analysés, tracés, étiquetés ; vos énervements verbaux, révoltes, signalés, évalués puis internés.

Petit à petit le temps, le regard, les liens aux animaux, aux plantes, aux proches, aux voisins avec lesquels vous vivez tous les jours deviendront, sous la constante pression, doucement et nécessairement comptables, gérés, frustrants et salissant, culpabilisant comme dans beaucoup d'autres aspects de la vie industrielle. Vous découvrirez, ou vous le savez déjà, que vous vouliez ou pas vous plier à toutes ces normes, que la vie agricole est depuis 60 ans parmi les plus administrées, orientées, contrôlées et réprimées qu'il soit. Une vie tout autant contrainte, harcelée et dirigée qu'elle l'est dans les banlieues des grandes villes. Au fond des pâtures et de la forêt, l'État a pris place.

La loi voudra toujours s'imposer, vie expérimentale ou pas

Ne laissons pas l'État et leurs représentants détruire, contrôler ou agréer vos cabanes, maisons, granges, étables, cuisines... les évaluer, les trier entre celles qui sont intégrables ou pas, bénéficiant d'une dérogation, expérimentale ou inacceptable, leur donner des statuts entre propriétés, locations, squats ou permettant une installation agricole, outils pédagogiques pour les stagiaires, touristes, utiles pour les chercheurs mais aussi tenter de définir les zones possibles ou non de leurs implantations (dans une démarche de concertation et de partenariat avec les représentants de la zone afin d'établir un schéma environnementale de protection et de développement durable du territoire évidemment), tenter de normaliser ou de folkloriser leurs architectures, dessiner des micro-frontières, micro statuts entre les habitant-es. L'État n'est pas légitime pour s'imposer comme intermédiaire dans les choix et relations de vie commune, voisinage, habitats ou activités, il en est le plus grand destructeur. Nous vivons trop souvent ces tensions où les conflits sont réglés par les lois et l'argent plutôt qu'entre les personnes concernées pour savoir que ces règlements, normes exacerbent les conflits le plus souvent en créant des morales, rôles, médiations et représentations qui nous empêchent de nous comprendre et de créer société. Nous sommes la société, l'Etat en est le parasite. En tant qu'agriculteurs et agricultrices nous savons cela qui est marqué dans nos chairs et dans l'histoire de nos familles et de nos proches.

Ce n'est pas le danger d'expulsion mené par les gardes mobiles venus de l'extérieur, face auquel on peut tenter de résister collectivement, qui vous menacera. Mais la pression des voisins qui s'inquiètent pour leur tranquillité, leurs affaires ou leur légitimité vis-à-vis de l'administration. Ce seront eux, parfois anciens compagnons ou compagnes de lutte qui vous menaceront à cause de votre proximité ou de vos choix illégaux. Ce sera moins spectaculaire qu'une tentative d'expulsion. Le petit courrier arrivera poliment à votre nom avec les injonctions de mise aux normes, puis les sanctions tomberont individuellement dans la discrétion administrative. Les possibilités de réactions collectives seront limitées par la peur des autres, désormais pris et dépendant-es des mêmes mailles réglementaires que vous. Ils vous conseilleront d'abord avec attention. Vous proposeront de vous aider à vous mettre aux normes. Puis ils vous isoleront ou vous dénonceront pour ne pas

créer de soucis à toute la zone et à la structure juridique qui la gère. Zone expérimentale ou pas, la loi veut s'imposer en force ou insidieusement. Toujours...

Ces situations dont nous recevons les récits ou face auxquelles nous tentons de nous opposer, arrivent tous les jours à des dizaines de fermes qui se croyaient hors d'atteinte ou bien cachées.

Il n'y a que des territoires qui se maintiennent en lutte ou des réseaux qui se soutiennent qui peuvent créer le courage, les moyens matériels et le rapport de force pour s'opposer massivement et durablement à cette élimination de la vie agricole autonome.

Nous nous battons individuellement par endroits, collectivement ailleurs, en réseau partout, en tous les cas là où nous habitons, là où nous avons construit des attachements nécessaires à la vie agricole qui tente de s'écarter du rapport industriel. Nous vous appelons à continuer ou à nous rejoindre dans cette lutte, dans ce rapport de force que nous construisons pour vous commencer à sortir de la normalisation, individuellement ou collectivement ou avant qu'elle vous convainque, vous attire, vous rassure ou vous contraigne... puis vous écrase. Il n'y a rien à gagner dans nos vies, activités et luttes, surtout à court terme à la ZAD, à répondre à leur chantage, qui n'est qu'un leurre. Il n'y a pas de place au bout pour des activités libres. Individuellement nous sommes souvent contraints à ce chantage et aux contorsions, collectivement il y a beaucoup plus à tenter, affirmer et à défendre.

C'est maintenant que le mouvement qui s'est opposé à l'aéroport peut affirmer qu'il portait aussi cette lutte pour des vies agricoles non administrées, non contrôlées, s'éloignant de l'industrie. Si ce mouvement est cohérent et s'il ne se berce pas d'illusions du type agriculture "alternative", "4.0", "innovante", "responsable", "raisonnée", "durable", "bio" source de vie... pour le renouvellement industriel (50 % du marché bio appartient déjà aux groupes industriels depuis quelques mois), alors il doit s'emparer de la nécessité de faire vivre des vies et des activités primaires autonomes hors des normes en les revendiquant et en nous organisant pour les rendre inarrachables de la ZAD. Des activités qui nous permettent de vivre en commun et de combattre le capitalisme. Ou bien alors ce mouvement fracturé va-t-il préférer par facilité ou naïveté, se contenter, se plier doucement face à la pacification étatique ou céder aux calculs de ceux et celles qui voudraient s'approprier l'avenir de la zone ou s'attrister de ceux et celles qui se comportent en victimes sans s'être préparés à la confrontation suivante, conduisant cette lutte à avoir engendré une zone expérimentale pour le capitalisme agricole de demain ? S'il faut négocier à un moment cela ne peut être sans un rapport de force préalablement préparé, partagé avec le mouvement large qui a permis de gagner les premières batailles.

Ne pas lâcher ce qui est gagné, accentuer le rapport de force

Nous appelons les comités de soutien à ne pas se laisser endormir par cette victoire, réelle et dont il nous faut nous nourrir, mais qu'on nous brandit sous condition de normalisation expérimentale afin d'étouffer notre lutte en chemin. Celle-ci doit continuer à s'ancrer en accentuant, avec le plus grand nombre, la lutte là où elle a gagné une belle bataille et ne pas immédiatement chercher à négocier la place de certain-es ou à rechercher une autre zone de lutte, au risque majeur de devenir perpétuellement soit administré soit hors-sol.

Nous faisons la proposition aux comités de soutien et à tous et toutes les habitant-es de la ZAD de maintenir le rapport de force avec l'État et les organismes qui préparent l'avenir de la ZAD contre le mouvement en lutte, en manifestant leur colère : devant, dans, autour des Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (sic) ("DDCSPP") représentant du ministère de l'Agriculture qui tentent de nous broyer et de normaliser à la ZAD comme dans nos fermes ; devant, dans, autour des Mutualités sociale agricole ("MSA") qui organisent le traitement social de cette

normalisation/élimination agricole ; devant, dans, autour des chambres d'agriculture qui sont les courroies de transmission dans les fermes de ces politiques et qui veulent dépecer et se nourrir de la ZAD, cracher sur notre mouvement.

Ils ont tué Jérôme Laronze, le 20 mai 2017.

Des agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes.

[Amassada] Avis de non recevoir pour théolia et sa filiale

Bonsoir à tous, la décision de justice suite au procès de lundi 1er février est tombée : la procédure en référé menée par Théolia contre 5 de nos camarades a été rejetée. Pas de condamnation donc, et une fin de non recevoir pour les plaignants. Même si cette nouvelle semble bonne, elle cache cependant la possibilité pour les entreprises privées de recourir de plus en plus à ce genre de procédure abusive, et en toutes circonstances. Gardons l'œil ouvert sur ces dérives, et ne lâchons rien !

Pour continuer la lutte contre les lobbying de l'énergie et le monde qu'ils veulent nous imposer, 2 rendez-vous sont à noter pour samedi 3 février :

- ▶ A Saint Affrique, à 10h30 devant la place de la mairie, rassemblement TINTAMARRE pour refuser l'industrialisation de nos paysages et la répression de nos luttes.(lire l'appel ci-dessous)
- ▶ A Millau, à 14h, place du Mandarou, manifestation contre la pose forcée de compteur Linky. Cette manifestation sera suivie d'une conférence-débat le 9 février. (tract et info sur le blog : douze.noblogs.org)

Pas Res Nos Arresta, 2 combats, 1 même lutte !

Et toujours, assemblée à l'Amassada samedi à 14h30 pour discuter chantier, et suite des procédures de justice.

Appel à rassemblement tintamare du 3 février :

Suite à 13 gardes à vue dans différentes gendarmeries de l'Aveyron et un projet de contrôle judiciaire par référé pour empêcher l'accès aux environs du chantier de parc éolien de Crassous , il est programmé un Rassemblement-tintamarre, devant l'Hotel de Ville de Saint-Affrique, commune du projet, ce Samedi 3 Février à 10h30. Les gardes à vue se sont déroulées jeudi 25, dans le cadre d'une enquête préliminaire pour un délit mineur après l'intervention démesurée de dizaines de gendarmes au petit matin. Elles se sont déroulées loin des yeux (Marcillac, Bozoul, Capdenac, Villefranche de Rouergue, Laissac, Rodez...) . Ce coup de force n'a pour projet que d'intimider ceux et celles qui voudraient s'opposer aux éoliennes industrielles et au projet de méga Transfo à Saint Victor. Aucune mises en examen à la sortie de ces 10 heures de privation de liberté. La liberté de manifester ses convictions n'a pas à être limitée ni contrainte dans un élan de bombage de torse du gouvernement vis à vis des luttes contre les GPI (grands projets inutiles) pour faire passer l'abandon du projet d'aéroport de NDDL auprès des aménageurs. Défendons les libertés fondamentales de manifester et protestons contre la criminalisation des luttes. Habitants et habitantes d'Occitanie : « Aux libertés » !

Rencontre-débat contre l'A45, la carrière de Saint-Julien-Molin-Molette et les grands projets inutiles le 3 février

Débat contre l'A45, la carrière de Saint-Julien-Molin-Molette et les grands projets inutiles en général, à l'Atelier des Canulars le Samedi 3 Février à 15h.

Notre Dame des Landes, centre d'enfouissement nucléaire de Bure, ferme-usine des Mille Vaches, ligne à grande vitesse Lyon-Turin, Center Parcs (Roybon, le Rousset, Poligny)... vous connaissez ?

Ces Grands Projets (souvent) Inutiles et (toujours) Imposés (GPII) publics ou privés sont imposés aux populations par les politiciens, les aménageurs, les industriels et les prédateurs du béton comme des évidences du progrès, malgré leur inutilité.

Le projet d'A 45 entre Lyon et St Étienne en est un de plus. L'État, Wauquiez, le maire de St Étienne, Vinci et autres multinationales s'acharnent à vouloir éventrer le plateau mornantais, au nom du toujours plus : toujours plus d'autoroutes, de bagnoles, de camions, de flux, de croissance et surtout de profits.

Ce projet ne se contente pas de pourrir les zones qu'il traverse (destruction ses milieux naturels, des terres agricoles, du cadre et modes de vie, pollutions sonores, des eaux, de l'air), il massacre d'autres zones plus éloignées. C'est le cas de Saint-Julien-Molin-Molette (Pilat). Sa carrière de pierres devrait être agrandie afin de fournir des cailloux pour la construction de l'autoroute.

Face à ces armes de destruction massive, sociale, économique et écologique, le collectif Center Parcs Ni Ici, Ni Ailleurs de Lyon vous invite à rencontrer les opposant-es à l'A45 et à la carrière de Saint-Julien et des naturalistes, afin de vous informer, de débattre, d'être activement solidaires des luttes ici et ailleurs et de continuer à lutter contre tous des GPII et leur monde.

La NINA c'est quoi ?

La coordination Center Parcs, Ni Ici, Ni Ailleurs (CPNINA), regroupe des collectifs, des associations et des individu-es qui contestent les projets d'implantation des Center Parcs de la société Pierre & Vacances sur les sites de Roybon (Isère), Le Rousset (Saône et Loire) et Poligny (Jura).

Elle dénonce la destruction des milieux naturels et la privatisation des biens communs (forêts, zones humides), la réduction des zones rurales à des bulles tropicales pour touristes, le gaspillage d'argent public (communes, CD, Régions) en faveur d'un opérateur privé, la multiplication des GTII...

La NINA combat autant l'artificialisation de la nature que la marchandisation du monde et des individu-es.

La caravane, c'est quoi ?

Entre le 8 et le 29 avril 2018, la NINA a décidé de faire son sac et de sillonner les routes. Cette caravane reliera les 3 sites en lutte. Elle traversera villes et villages afin d'informer, de créer des liens et des échanges entre luttes et de partager des moments ensemble autour de son info shop et de sa cuisine mobile.

Elle passera à Lyon le mercredi 25 avril. D'ici là, des rencontres, des débats et des projections, dont "Les Dépossédés" d'Antoine Costa, sont prévus à Lyon.

Prochaines rencontres avant l'arrivée de la caravane

Samedi 3 Mars :

La touristification du monde entre industrie, illusions et destruction de l'environnement, avec :

- ▶ Rodolphe Christin, auteur de « L'usure du monde, critique de la déraison touristique » (éditions l'Échappée)
- ▶ Jean-Philippe Descombes et Henri Mora auteurs de « Tourisme, un marché du rêve et du divertissement.

Discussion de comptoir à propos du tourisme, le dimanche du second tour des élections législatives, chez Janine, dans un village près de Roybon

- ▶ Des animateurs de la revue Nunatak , revue d'histoires, de cultures et de luttes des montagnes.

Lieu : l'atelier des Canulars

Samedi 31 Mars :

Capitalocène, financiarisation de la nature : stade ultime du capitalisme ?

Interventions et débat avec l'historien Arnel Campagne auteur de « Capitalocène. Aux origines historiques de dérèglement climatique »(2017).

Projection du documentaire "Nature : l'eldorado de la finance", en présence de Sandrine Feydel, réalisatrice. "Combien vaut la nature ? Combien peut-elle rapporter ? La course au profit généralisé et le marché global ont largement contribué à la crise écologique actuelle. Pourtant, les mondes de l'économie et de la finance prétendent renverser la tendance et sauver la planète en la protégeant à leur façon, c'est-à-dire avec de l'argent. C'est bien l'émergence d'un nouveau marché, celui de la protection environnementale, que décrypte le documentaire de Sandrine Feydel et Denis Delestrac."

Cette rencontre permettra de mieux comprendre le temps long de l'évolution du capitalisme et ses conséquences (modifications géologiques et climatiques) et ses dernières évolutions : la marchandisation de la nature et du vivant aux fins de spéculation.

Lieu : MJC Jean Macé

Contact : nina-lyon@riseup.net

<http://nina-lyon.tk/>

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

italie

[Trente, Italie : Attaque d'un magasin Benetton « pour Santiago et la lutte mapuche »](#)

La presse locale nous apprend que dans la nuit du 24 janvier 2018 à Trente, le magasin Benetton de la *via Oriala* a été attaqué. Les vitres de la porte d'entrée et une vitrine ont été brisées. Sur l'une d'entre elles ont été trouvées les inscriptions: « Pour Santiago [Maldonado] et la lutte mapuche ».

[Source: Roundrobin.info]

Relire quelques écrits sur l'irruption de colère en Argentine [après la disparition de Santiago Maldonado début août](#) et après la [confirmation de son assassinat en octobre](#).

Quelques attaques réalisées en mémoire de Santiago Maldonado, assassiné par l'Etat (liste incomplète):

Bari, Italie : Révolte incendiaire au camp pour migrants

Une courte brève dans les médias fait état d'un début d'incendie dans une partie du CPR de Bari Palese le 23 janvier dernier. Apparemment, les pompiers ont dû intervenir pour éteindre quelques matelas incendiés.

Personne n'a été blessé.

Ce centre fermé pour réfugiés n'a rouvert que le 13 novembre 2017 après plus d'un an et demi de travaux de rénovation. Ce camp avait dû être fermé après une révolte ayant causé des dégâts considérables.

[Repris et traduit de [Hurriya](#)]

mexique

Cancún, Mexico: Explosive Attack Against the PRI Municipal Management Committee by 'Attack Cells Against Devastation'

We are not willing to accept any kind of government or domination.

Shortly after the elections and without taking leftist attitudes, we wanted to leave our opinion about their political parties at their doors. We no longer accept the role of observers of this circus, where the rulers are just puppets of those who hold real power, whatever their party, it's nothing more than an illusion to make them believe they have a choice when in reality everyone works for the same master, murdering living beings, destroying the earth, taking control of our lives and everything around them.

We will not stay silent despite the internal security law that they have already legislated, that they want to use, through terror, to eradicate any attempt or trace of subversion using the violence unleashed by the mafias (who everybody knows are directly connected to the State) as a pretext.

This is why at midnight on the 29th of January an explosive device was left at the gates of the Municipal Management Committee (CDM) of the PRI* in Cancún. There was no news coverage about it or any reports as during this time it does not suit them to have any kind of bad reputation, but the attempts continue; against them and against all those who participate in the destruction of the earth.

With this attack we send a fraternal gesture of solidarity to those who remain in clandestinity and are on the run from the jaws of the prison system, to let them know that they are not alone, we are also in solidarity with all actions for total liberation.

ATTACK CELLS AGAINST DEVASTATION

(via [Contra Info](#), translated by **Insurrection News**)

**Institutional Revolutionary Party, a political party that held power in Mexico for 71 years from 1929 to 2000.*

russie

#Russia: Airsoft Penza Anarchist “Terrorism” Case

On January 23 in St. Petersburg, the antifascist Viktor Filinkov disappeared. Two days later he was found – the press service of the St. Petersburg courts wrote that he was arrested and found guilty of involvement in a terrorist community that “shares an anarchist ideology.” A day later, members of the Public Monitoring Commission of St. Petersburg (body controlling observance of human rights in detention facilities), came to visit him, it turned out that Filinkov was [tortured](#). On January 25, other person from St. Petersburg Igor Shishkin disappeared – he left to walk his dog. The dog came back home not alone, but with the security forces. The „Dzerzhinsky Court“ of Petersburg arrested Shishkin on the same charges as Filinkov. Journalists were not allowed to attend the court hearing. He was badly beaten up. Investigative actions in St. Petersburg were sanctioned by one of the district courts of Penza.

Originally published by [Aytonom](#).

Note: *Enough is Enough* is not organizing *any* of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

Russia: Airsoft Penza Anarchist “Terrorism” Case

On January 23 in St. Petersburg, the antifascist Viktor Filinkov disappeared. Two days later he was found – the press service of the St. Petersburg courts wrote that he was arrested and found guilty of involvement in a terrorist community that “shares an anarchist ideology.” A day later, members of the Public Monitoring Commission of St. Petersburg (body controlling observance of human rights in detention facilities), came to visit him, it turned out that Filinkov was [tortured](#). On January 25, other person from St. Petersburg Igor Shishkin disappeared – he left to walk his dog. The dog came back home not alone, but with the security forces. The „Dzerzhinsky Court“ of Petersburg arrested Shishkin on the same charges as Filinkov. Journalists were not allowed to attend the court hearing. He was badly beaten up. Investigative actions in St. Petersburg were sanctioned by one of the district courts of Penza.

What connects Penza, St. Petersburg and antifascists?

On December 11, 2017, OVD-Info [published](#) a large report devoted to the persecution in connection with November 5. In particular, a criminal case about the terrorist community in Penza was mentioned. At that time we wrote that in the case against 5 people two of them are an anarchists. That is not exactly true. There are six accused people in this case, and none of them is in any way connected with Maltsev, although the investigation may believe otherwise. Moreover, at least part of the accused are anti-fascists, and one of them lived in St. Petersburg before his arrest.

On 17 or 18 October, the first defendant in the case, Yegor Zorin, was arrested in Penza. Afterwards the antifascist Ilya Shakursky and his friend Vasily Kuksov were detained. On October 27 Dmitry Pchelintsev was arrested. Then, in early November, Andrei Chernov was detained in Penza, and Arman Sagynbaev – in St. Petersburg. According to the “[Fontanka](#)“, in the case of Shishkin given by the investigation to the court on preventive measure, there is a record of Sagynbaev interrogation. According to the investigation, they all form the terrorist group “5.11”, preparing a revolution in the country. There are five people kept in jail, the sixth is under house arrest. The accused in the case reported about psychological pressure, torture with electric shocks, “hanging upside down” and that the FSB officers planted them weapons.

In airsoft, in contrast to paintball, there are no ratings, because the responsibility for observing the rules rests with the players themselves. The player who got hit must acknowledge the hit and immediately put on a well-marked red bandage, indicating his death (or injury) in the game, and proceed to the place designated as a cemetery (or infirmary). Accordingly, the game is played not for winning, but for honesty and for pleasure. To argue about who died and who did not is not accepted – people squabbling between themselves during the game are deleted until the end of the game session.

As a weapon the so-called “soft pneumatics” with plastic bullets with a diameter of 6 or less than 8 mm is used. The bullet is fired with compressed air, or with a gas mixture. Such weapons used by airsoft players are called “drivegear.” Most often the “drivegear” is powered by an electric motor with a battery, but there are also weapons that use the player’s muscular strength or gas.

“No doubt, terrorism is bad, – says Alexander Fedulov, the lawyer of Kuksov. – But you should punish those who really have to with do this, not everybody altogether. I also used to play airsoft. Just to get my head rested. I also have a “drivegear” at home. Permission for it is not needed. I also shot at the targets in the park in the evening. I just liked this toy ... Well, Vasya went to play war. He fired “drivegears” twice ... For the hearing of the extension (of arrest – *OVD-Info*), I made a speech for 20 minutes, and not a single word was included in the court decision. The investigator reads his petition: “... engaged in illegal mastering of survival skills in the forest and the provision of first aid.” Where is the legality of these skills described?! And you see, the judge is sitting and nodding. «They were going to bomb the offices of party United Russia, the post office ...». This is insane!»

When on Kuksov’s wife Elena came home from work on October 19, she realized that Vasily was still not there, although he should have been back before her. She began to call him on the mobile phone. His phone was ringing, but her husband did not answer. A few hours later Elena heard that someone was trying to open the door of the apartment with a key. Looking at the peephole, she saw about ten unfamiliar male faces, one of whom was holding her husband by the neck – Vasily was barely standing on his feet. The men said that they came from the FSB.

The pants and jacket of Elena’s husband were torn and covered with blood, his forehead and nose were broken, as if he had been hit on the pavement. According to Elena, the search was superficial. Then Vasily was asked if he had a car. Employees of the FSB took Kuksov, his wife, the car keys and went out into the street. In front of the car, Vasily was ordered to open the driver’s door. He came to the car and noticed that the door lock was in the wrong place. To a surprised shout of Kuksov, one of the FSB agents asked rudely: “What are you trying to say?” The security forces began to search the car and found a pistol in it. Kuksov, who had been calm before, began to shout that the guns were planted.

On the same day Ilya Shakursky was detained. He was initially suspected of organizing the group, but then the charge was replaced the “participation”. Shakursky organized lectures, cleaning of parks in the framework of ecological initiatives, arranged animal rights actions. He is a pretty visible figure in the local left movement. A friend reports that back in school Shakursky once gathered classmates and went along with them to clean the river Moksha. Previously, such an idea did not occur to anyone, but Ilya got it. After some time, members of the Mokshan city administration and police officers appeared at the school. They arranged a special class hour for students, where they explained that Ilya is a nazi and that they need to stop communication with him. Shakursky and his antifascist friends always laughed over this story.

At the trial on the extension of preventive measure, Shakursky for some reason sat in the audience, and not in a courtroom cage with Sagynbaev and Pchelintsev. Perhaps the investigator did not want Shakursky to communicate with the other defendants. They had a common court hearing. Shakursky looked very depressed, pulling a hood over his head. Next to him was his mother, who always hugged him. She was asking her son something, he was giving her one-word answers. The longest thing he said to his mother was about the New Year: “Mama, you definitely have to decorate a tree”.

According to his lawyer Fedulov, Shakursky made a confession statement. Actually, confessions were given by everyone except Kuksov, who at the beginning refused to answer questions under Article 51 of the Constitution. Some time ago, Shakurskii and Pchelintsev were friends, who trained and played sports and airsoft in the forest together. But in the last few months they had not been in contact.

Dmitry Pchelintsev to his wife:

... it's mean to treat people like that. You are suspected and accused of something, but when it's not yet proven – you are not guilty. So why am I in such shitty conditions, IT REALLY IS redoubling the punishment for what I did not actually do.

Angelina Pchelintseva to her husband:

I do not care about birthdays, new year, other holidays and all the difficulties that happen to me. Only you are important. If I could, I would be with you and go through all this. But I know that at least you are against it, but at the most it's impossible. I'll do everything I can to help you, and you just must not worry about me, believe me, I can handle it.

Before his arrest, Pchelintsev worked as a firearms instructor. He received his training passing military service in the training center of the Penza Artillery Engineering Institute. On October 27, Pchelintsev left early in the morning from home to meet his grandmother. His wife Angelina was still asleep when her husband returned to the apartment already in handcuffs and with FSB officers. According to her, during the search, law enforcement officers turned the apartment upside down, seized personal phones and other electronic data carriers, as well as registered weapons – two hunting rifles and two gas pistols. Then they went to the car – it was broken into, recently he hardly drove it to the house. The alarm did not work. The FSB officers searched the car and, at a time when no one saw them, found two grenades under the back seat. Pchelintsev said: “The car is without alarm, great job”, meaning that the grenades were planted to him.

On the same day Angelina was called and asked to come in the FSB – allegedly her husband wanted her to be present at his interrogation. Arriving at the FSB, Mrs. Pchelintseva realized that there was no interrogation. She was met by two officers of the special services. During the conversation, one of them, significantly playing with

an awl in his hand, began to threaten Pchelintseva with a life sentence for her husband. One FSB guy said that “it is just needed to shoot someone in the foot”, so that Pchelintsev would stop refusing to testify under Article 51 of the Constitution.

- **The dumbest thing is a terrorist organization that has not committed a single terrorist act and has not planned it” says Pchelintseva. “It is not even possible to say at the trial that they were planning to do this and this on this date. This can not be said, because they did not plan anything at all. All they did, was learning to provide medical assistance in the field, survive in the forest. Is that illegal?”**

A few days later in the pretrial detention facility, Pchelintsev declared that he was going to confess his guilt. This shocked his family, who were convinced of Dmitry’s innocence. To pay for the lawyer’s work, relatives took a loan from the bank – lawyer Alexei Agafonov asked 150 thousand rubles in advance. But, despite this money, he did not pay much attention to the client’s needs. Agafonov regularly came to the detention center and showed Pchelintsev where to sign on the papers brought by the investigator. But he could have, for example, arranged to meet with Dmitry on Monday before the investigator arrived, and also could have been present when the FSB officers arrived on Tuesday. In response to Pchelintsev’s bewilderment Agafonov answered: “Well, I did show up.”

Dmitry Pchelintsev to his wife:

Not just. Not fair. Wrong. Senseless. All the paths of my life led to only one. You, grandmother, sister, parents, a lot of people who know that I’m a good person. But why doesn’t it matter for everything that is going on with me? Screw the whole idea of a harmless person with all its joys and troubles, thoughts and experiences. What is achieved in the end, except for a trauma for me and all my relatives? It does not even make me angry, but it is frustrating me like nothing else before. This is not an accident, not a coincidence. It’s just someone’s unfair will. A senseless Saturday. At least I was allowed to shower and shave my beard. I don’t want to look like the person they think I am. What am I wrong about, Angelina?

Angelina Pchelintseva to her husband:

I believe you, just as your whole family, your friends. Everyone is very worried about you and understands what’s going on. For us it is obvious. The first month I tried to understand how they can treat a person THAT WAY, but later I stopped looking for sense. It is a merciless road roller that does not care at all whom it is rolling over and who is buried underneath.

The lawyer Agafonov once met with Pchelintseva and asked if her husband fantasizes a lot, in other words if he is delusional. Angelina did not entirely understand and answered that there is probably no time for „fantasies“ in his situation. It turned out that Dmitry told the lawyer that FSB officers come to him every day and take him to other cells for “interrogations”. But, in the lawyer’s view, this simply could not be possible in a detention center – it is prohibited there, theoretically.

In the beginning Angelina did not get letters from her husband, although he wrote to her almost every day. The letters all went to the desks of FSB officers. Only after a month, she found a thick envelope in her mail box, full of her husband’s letters from the last month. Then it turned out that Dmitry complained about Agafonov almost from the very beginning. Angelina said the fact that his own lawyer did not want to believe her husband,

literally was the final straw for her husband. At the same time he was in a solitary cell in maximum isolation from everyone and the lawyer was the only person he could confide in.

- **Taking into account the relations between law enforcement agencies and courts of our city, a minimum amount of evidence is already sufficient for a conviction, believes Fedulov. Because this is the first such case in the region, and everyone is interested of course, along the lines of: „Imagine, the terrorists were caught. Terrorists who ran through the woods with wooden sticks and with pine branches.“ Vasya said to me: „I know what I was afraid of the most, Sasha. That someone will really see that I’m running through the woods in a war game. I would felt so ashamed that I just wanted to shrivel up and disappear“. Changing the constitutional order on the territory of what? ...in the village of “Shalusheyki”? And how would they have brought about this change of the system – with their “drivegears”?**

Once Pchelintseva received a letter from Dmitry on a piece of paper, unevenly pulled out from a notebook. In the beginning, there was something written about the fact that her husband reads books with 800 pages and that he loves his wife. But these writings were crossed out, and in the end, in a very uneven handwriting, Dmitry wrote: “Do not write to me, do not send any things to me anymore, go away as far as possible and do not ask about me, it’s over for me”. In the same letter, Pchelintsev reported that he is injected with “tranquilizers” and that they give him pills – that this is “worse than death”. His wife thought that Dmitry was not in his right mind, and wrote him the answer.

“I took the paper and wrote with trembling hands that everything would be fine. I realized, while not that much time had passed for us, that it was all considerably longer for him. Then his father told the lawyer Agafonov that he should take from the already paid advance as much as he thinks is appropriate and return the rest. And then we found a new lawyer. “

After the hearing of Pchelintsev’s charges on December 1, Angelina and Dmitry were allowed to meet and talk. Dmitry said that he needed a meeting with his wife “to say goodbye”. According to Pchelintsev, he was tortured every day – hung upside down, electric shocks to different parts of the body – including the groins. He was afraid that he could be killed but made to look like a suicide. He said that his body is not able to handle the torture: “I’m afraid that my heart will not last this long and that I will not get out of here alive. This is hell”. Pchelintsev asked his wife to tell the investigator that he had said goodbye to her, hoping that then, perhaps, today they would not torture him. Angelina said that she prepared herself for this visit, not wanting to cry in front of the FSB’s, trying to keep her composure and to cheer up her husband as well as possible. She persuaded him not to despair and to wait for the new lawyer to come up with something.

After her husband was taken away again, the investigator asked Angelina what they had been talking about. Pchelintseva replied: “Stop killing Dima”.

Dmitry Pchelintsev to his wife:

I wouldn’t mind to colonize Mars. Better some even further planet. So that these earth people could not reach us so quickly. By the way, I probably do not need anything in the next package. So do not come for some time. I’ll write if I will need something. Overall, I am holding on. I’m thinking about how we could be living.

Angelina Pchelintseva to her husband:

I'll deal with Elon Musk, we will fly away from here and never again return to this planet. Let's just stay strong and wait while they finish building the ship, okay?

Arman Sagynbaev, who was arrested after the main mass of the defendants, has serious health problems and needs constant medical help. At the trial on the extension of preventive measures in December, he said that he is nauseous all the time and constantly has to vomit.

Zorin is a classmate of Shakursky, they studied together at the Penza State University to be physics teachers. Zorin was detained first, and he was the first to testify. In his testimony, there are passages like: "... a terrorist organization of extraordinary secrecy, working on a scheme in the forests for overthrowing the government...". Zorin started the new Year at home – he was released under house arrest.

In the investigators' view, the group "5.11" was created with the aim of preparing a revolutionary upheaval and overthrowing the government through terrorist activities. In addition to it, other similar groups operated on the territory of Russia, all of which were part of a single organization with similar goals and methods.

Participants of the group "5.11" were conspiratorial, roles were distributed between them. The group allegedly had, for example, a sapper and a signalman. In this context, the airsoft games, according to investigators, were a preparation for terror.

At the same time, nowadays there isn't any procedural or actual connection between the cases on the "Maltsev revolution" and the Penza case of antifascists, except for the numbers 5 and 11 being used in the name of the "terrorist association".

Dmitry Pchelintsev to his wife:

The light is on 24 hours a day. If they do not find me innocent and release, they will have to release me because of progressed Alzheimer's disease. The humidity is so intense here that they could release me because of tuberculosis, and it is so dirty that they could let me free because of hepatitis. And I smoke so much that they could also release me because of cancer. And you send me so much chocolate that they will have to release me because of diabetes. I'm kidding of course. Nobody will let me go.

[In Russian](#)

On the photo: Pre-trial detention center №1 in the city of Penza

[Call for help for arrested activists](#)

suisse

[Zurich, Switzerland: Arson Attack Against the Turkish Consulate](#)

During the night of Sunday (28.01) to Monday (29.01) we set fire to a car on the grounds of the Turkish consulate on Weinberg street in Zurich. We are in solidarity with Rojava and the canton of Afrin, which is currently being attacked by the NATO state of Turkey and allied Islamist militias.

The Turkish state has always been an enemy of the advanced Rojava project. We recall the collaboration of Turkey with the gangs attacking Kobane, the recurring skirmishes along the border between Rojava and Turkey, or the intervention of the Turkish state along with Islamist groups of the Free Syrian Army to create a zone between Afrin and the cantons Kobane and Cizre. The attack on Afrin is now an escalation of the conflict on a new military level. Everything that Rojava stands for is and remains a thorn in the side of the Turkish state with its reactionary, Islamist and nationalist ideology.

We would like to take this opportunity to condemn the support of the capitalist and imperialist states who are allowing this escalation. The attack on Afrin shows that these states cannot be strategic partners in advanced projects. The USA and Russia gave Turkey the green light to attack Afrin and thank the comrades of the YPG/YPJ for defeating the so-called 'Islamic State'.

In principle, the NATO countries do not want to upset Turkey, the geopolitical significance of this state remains so high that it will absorb any provocation of the Turkish army. Germany ponders at least delaying the supply of new tank parts to Turkey – but Sigmar Gabriel of the SPD* is also known for being jointly responsible for the enormous increase in armaments exports from Germany. Switzerland as part of EFTA**, wanted to sign a new free trade agreement with Turkey as Zeybekci, the Turkish Minister of Economic Affairs, was at the World Economic Forum in Davos recently, while Rheinmetall Air Defense (subsidiary of the German Rheinmetall, which is to deliver the above mentioned tank parts) in Zurich-Örlikon continues to produce weapons for export. So we do not measure all these states and actors by their diplomatic statements, but by how they enforce their interests, and all their actions suggest that they will never be friends of Rojava.

For about a week now, Afrin has been attacked by troops of the NATO state of Turkey along with Islamist militias. They have not made any significant progress during this time. The fighters of the YPG/YPJ stand together with the armed population and resist the invaders. There are mobilizations in solidarity with Afrin worldwide. Just as we took to the streets for Kobane, we have to take to streets again today. It is up to us to take responsibility and defend Rojava. Because Rojava is also our project, Rojava is our hope too. If Turkey attacks Rojava with its Islamists, it will attack us as well. Let's fight back! Let's defend Rojava!

SHOULDER TO SHOULDER AGAINST FASCISM

AFRIN IS EVERYWHERE, RESISTANCE IS EVERYWHERE

(via [Barrikade](#), translated by **Insurrection News**)

**Social Democratic Party of Germany*

***European Free Trade Association*

*Note from **Insurrection News**: According to information appearing in the corporate media, the fire was discovered before it could cause any significant damage.*

Tunisie : Quelques nouvelles de la guerre sociale en cours ...

De nouveaux heurts ont éclaté mercredi soir [24 janvier, NdSAD] entre manifestants et policiers dans plusieurs villes de Tunisie, au troisième jour de contestation provoquée par des mesures d'austérité [1]. A **Siliana**, dans le nord-ouest, des jeunes ont jeté des pierres et des cocktails molotov sur des flics et tenté de s'introduire dans un tribunal dans le centre de cette ville. La police a riposté par des tirs de lacrymogènes.

Des échauffourées ont également repris à **Kasserine**, dans le centre pauvre du pays où des jeunes de moins de 20 ans tentent de bloquer les routes par des pneus en feu et jettent des pierres sur les flics. Plusieurs dizaines de manifestants sont descendus aussi à **Tebourba**, à 30 km à l'ouest de Tunis où a été enterré mardi l'homme décédé lors de heurts dans la nuit de lundi. La police a riposté par des tirs massifs de lacrymogène.. Des scènes similaires ont eu lieu dans des quartiers près de Tunis.

Peu avant, deux villes du bassin minier tunisien ont connu des tensions pour la troisième nuit consécutive suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur dans la région. La majorité des sites est à l'arrêt total depuis trois jours, en partie suite aux actions de blocage de la part des chômeurs dans les délégations de Metlaoui, Mdhila, Om Laarayes et Redayef. A **Mdhilla**, dans le centre du pays, des jeunes ont bloqué une route et mis le feu à des pneus dans la nuit de lundi à mardi. Dimanche soir, la police avait fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des manifestants de **Metlaoui** qui avaient brûlé des pneus. Certains avaient aussi endommagé une succursale bancaire.

Selon un nouveau bilan du ministère de l'Intérieur quelque 237 personnes ont été arrêtées.

[Repris de [non-fides](#) et complété, dimanche 28 janvier 2018]

Vendredi 26 janvier, des échauffourées ont eu lieu entre les flics et des centaines de manifestants devant le siège de l'Assemblée des représentants du peuple [2] au **Bardo**, à l'ouest de Tunis. Appelée en partie par le collectif en lutte contre les dernières mesures d'austérité, Fech Nestanew, la manifestation s'est tenue pour exiger la libération des prisonnier.e.s de la lutte en cours sur fond de loi de la finance.

Samedi 27 janvier à **Kairouan**, un incendie s'est déclaré au siège de la recette des finances. L'incendie a causé des dégâts matériels. Des équipements bureautiques, des climatiseurs, des portes ont été touchés par les flammes. Selon les enquêteurs, le départ de feu serait dû à un « court-circuit électrique ».

Plus tard, au cours de ce même week-end, un flic a été passé à tabac à **Kasserine** par quatre enragés non identifiés: le sbire de l'Etat souffre de multiples contusions au visage après avoir essuyé une rafale de coups. Le porte-parole du syndicat de police régional, Mohamed Amri, n'a pas donné de détails sur les motifs de l'agression ni ses circonstances exactes. Mais est-ce nécessaire d'avoir davantage de justifications pour faire manger la poussière à un garant de l'ordre social?

On apprend par ailleurs qu'à **Sousse**, les agents de la garde nationale de l'unité de recherche et d'investigation, venus interpellier un type vivant de débrouilles (qui était recherché pour vente de boissons alcoolisées dans le

quartier de Kondar), ont essayé des jets de pierres par des gens du quartier. Bien que ces pavés volants avaient pour objectif d'empêcher son interpellation (ce qui a malheureusement échoué), les forces répressives sont repartis avec un de leurs véhicules endommagés.

NdSad:

[1] Depuis début janvier 2018, des révoltes éclatent un peu partout en Tunisie. Bien que la répression féroce du pouvoir a mis un frein à la propagation des émeutes au bout de trois jours, affrontements éparses avec les flics et attaques directes contre les structures de l'autorité se poursuivent.

[2] Nouvelle appellation depuis février 2014 (date de promulgation de la nouvelle constitution) pour parler de l'assemblée nationale où siègent les députés: cette assemblée est majoritairement dominée par le parti d'extrême-droite Ennahda et le parti de gauche démocrate (Nidaa Tounes), qui comptabilisent chacun 69 et 67 sièges (sur les 217 existants).

uk

London, UK: Tranarchism on Trial – Free The She-Wolf!

The British state stepped up its campaign against a trans anti-fascist squatter last week, charging her with battery, in connection to an alleged bust-up at a political gathering last year. Following the alleged incident she was tracked down, arrested by snatch-squad and subjected to two rounds of questioning.

A plea hearing will take place on 15th February, 10am, Westminster Magistrates Court.

The entire investigation against this comrade, and another two individuals who have evaded capture despite sustained efforts from pigs and journalists, has been called-for and abetted by TERFs (Trans-Exclusionary Radical Feminists), against whom the crimes for which she is under investigation were allegedly committed.

What's more, TERFs have called another hate-fest on the day of the hearing, reinforcing their campaign of harassment, and demonstrating the carceral and statist basis of their gender-policing ideology.

In early January, a crowd of around 15 despicable types braved the cold outside a pig shop in support of our comrade while she underwent questioning. With slogans, banners and songs, we announced our disgust for TERFs, cops, and all the other custodians of the gendered prison against which we plot our lives of fugitivity and destruction. Just as our comrade gave no comment, we reaffirmed that we have nothing to say to the state either in pursuit of 'justice', or of 'gender recognition' from their bureaucratic machinery.

A callout was disseminated to the squat/autonomous scene at the time, accompanying a special issue of SLAP (Squatters of London Action Paper). To those anti authoritarians who have so far responded with silence and inaction, we invite you to reconsider in the light of the severity of the charges faced, and the prospect of an emboldened TERF presence at the hearing.

On the 15th February, and at any trial that may follow, as trans anarchists and their friends support each other in the face of state violence and transphobia, it is vital that others step up to lighten the burden and lessen the isolation.

Let us find each other again, or for the first time – on the streets, in the courtrooms, wherever – plotting, learning collective care, finding housing and healthcare outside of the deadly embrace of capitalism, the state and the individual.

From trans-exclusionary feminism, to the gender-neutral prison, let's fight 'identity' and domestication, in all their forms,

See you on the 15th,

Some Angry Tranarchists

1/2/18

(via [Act For Freedom Now!](#))